

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

MILITANTISME DE VOISINAGE, ORGANISATION POLITIQUE ET GENRE À
MEXICO D.F.: L'EXPÉRIENCE DES FEMMES DE L'UNIÓN DE VECINOS DE
LA COLONIA GUERRERO ET DE L'UNIÓN POPULAR DE INQUILINOS DE
LA COLONIA MORELOS-PEÑA MORELOS (1976-1988)

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN HISTOIRE

PAR
LOUIS-CHARLES CLOUTIER-BLAIN

Novembre 2018

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.10-2015). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Si ce mémoire est le fruit d'un travail de longue haleine et d'une persévérance tenace, il est évident qu'il n'aurait jamais vu le jour sans l'appui et le soutien de toute une équipe. Aussi, je n'aurais jamais pu réaliser un tel labeur sans l'aide inestimable des personnes suivantes.

J'aimerais d'abord souligner l'importance des conseils reçus de la part de plusieurs professeurs qui ont influencé ce mémoire en lui insufflant ses principales lignes directrices aux stades préliminaires de la recherche. En ce sens, merci à Christopher Goscha (UQÀM), Maurice Demers (UdS), Julian Durazo Hermann (UQÀM) et à Françoise Montambeault (UdM). J'aimerais également remercier le Réseau d'études latino-américaines de Montréal (RÉLAM) qui m'a permis de présenter mon projet de recherche lors du 2^e colloque étudiant international le 6 mai 2016. Les conseils reçus en marge de ce colloque furent franchement pertinents et appréciés, alors que j'en étais encore à définir mon objet d'étude. D'une manière semblable, je remercie les évaluateurs José Del Pozo et Julian Durazo Hermann, qui ont accepté de lire et de commenter ce travail de recherche.

Je remercie également très chaleureusement tous ceux et celles m'ayant fourni un incroyable soutien lors de mon voyage de recherche à la Ciudad de México. Merci à Eugenia Allier Montaño, à ses étudiants et au personnel de l'Instituto de Investigaciones Sociales de l'Universidad Nacional Autónoma de México (IIS-UNAM). Ils m'ont reçu à bras ouvert et m'ont offert plusieurs pistes et conseils à mon arrivée au Mexique. Je tiens à remercier particulièrement la professeure Allier Montaño pour son soutien rapide et enthousiaste aussi bien dans le processus de financement que dans l'orientation de ce voyage de recherche. Merci également à la

famille Vásquez Suarez qui m'a généreusement accueilli et hébergé lors des neuf semaines que dura ce voyage. Merci à Graciela, Alejandro Sr, Vicente, Alejandro, David et Isabel. Votre joie de vivre et votre intarissable soif de partage de la culture mexicaine vont rester gravées à jamais dans ma mémoire. Je dois beaucoup à ces personnes extraordinaires sans qui travailler à la Ciudad de Mexico se serait avéré un vrai cauchemar. Je remercie également toute l'équipe de Casa y Ciudad A.C. pour avoir partagé avec moi leurs sources et leurs expériences. J'aimerais souligner en particulier l'énorme soutien, aussi inespéré qu'extrêmement utile, de Miguel Ángel Gorostieta. Te devo unas frias carnal ! Enfin, un grand merci à toutes ces personnes ayant partagé avec moi leurs souvenirs. Cela me permit de m'imprégner des sensibilités et des images marquant mon objet d'étude. Ce faisant, je tiens à remercier Georgina Sandoval (UAM- Azcapotzalco), Francisco Javier Saucedo Pérez et Yolanda Tello Mondragón.

Enfin, plusieurs personnes se sont démarquées par leur appui indéfectible tout au long du processus de recherche. Merci à Micheline Cloutier-Turcotte, assistante de la gestion des programmes des études avancées, pour son dévouement. L'écho de son rire communicateur dans les couloirs du département d'histoire de l'UQÀM me manquera aussi (sinon plus) que son travail acharné, sa patience et son empathie. Merci Micheline. Bonne retraite ! Je tiens également à remercier chaleureusement la professeure Geneviève Dorais (UQÀM), ma directrice de recherche. Je tiens à souligner l'intense présence de madame Dorais à tous les stades de mon travail. Son accessibilité, son dévouement et son respect exemplaires sont dignes de mention et ont grandement stimulé ma création. La qualité de son travail excéda mes espérances. Merci, Geneviève, de nous tirer vers le haut comme tu le fais si bien. Je n'aurais pas pu me dédier à ce travail de recherche sans bénéficier des services exceptionnels de la meilleure éducatrice à la petite enfance dont l'amour et la passion qu'elle porte à mes enfants m'ont permis de me concentrer sur mes tâches en toute confiance. Ma

création doit ainsi beaucoup à cette femme qui aime et qui éduque mes enfants comme s'ils étaient les siens. Merci Carolann. Évidemment, je n'aurais jamais réalisé un mémoire de maîtrise en histoire sans le soutien inconditionnel de ma famille, aussi bien au Québec qu'au Mexique. Je leur dois ce que je suis, et le travail ici offert est d'autant plus marqués par le sceau de leur éducation que par celui de l'UQÀM. Merci à mes parents, qui ont toujours nourri ma passion de l'histoire. C'est grâce au marteau que vous m'avez légué que j'ai pu construire le savoir contenu dans ce mémoire de maîtrise. Finalement, je ne pourrai jamais remercier suffisamment ma conjointe pour tous les sacrifices et les contrecoups que demanda et suscita la réalisation de cette recherche. Merci pour toutes les collations déposées avec amour sur mon bureau, ou pour m'avoir écouté parler et parler et parler encore d'histoire. Tu as toujours cru en moi et tu as toujours considéré l'élaboration de cette recherche comme l'une de nos priorités familiales. Je n'aurais jamais pu réaliser ce mémoire sans toi. Merci mille fois.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES FIGURES.....	VII
LISTE DES TABLEAUX.....	VIII
LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES	IX
RÉSUMÉ	X
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I	
HISTORIOGRAPHIE, PROBLÉMATIQUE, MÉTHODES ET SOURCES	4
1.1. BILAN HISTORIOGRAPHIQUE.....	4
1.1.1. <i>Le mouvement urbain populaire (MUP)</i>	4
1.1.2. <i>Les Femmes et le MUP</i>	14
1.2. PROBLÉMATIQUE, QUESTIONS DE RECHERCHE ET MÉTHODES	18
1.3. SOURCES	22
1.4. PLAN DU MÉMOIRE	24
CHAPITRE II	
TRANSFORMATIONS URBAINES ET MILITANTISME DE VOISINAGE DANS LES COLONIAS GUERRERO ET MORELOS.....	26
2.1. LES COLONIAS GUERRERO ET MORELOS, UNE CARACTÉRISATION.....	28
2.1.1. <i>La colonia Guerrero</i>	29
2.1.2. <i>La colonia Morelos</i>	29
2.2. LA MUTATION DU CENTRE-VILLE DE MEXICO ET LA RELÉGATION SPATIALE	31
2.2.1. <i>Nouvelles infrastructures urbaines et logement populaire</i>	31
2.2.2. <i>Détérioration du capital bâti et le logement populaire</i>	34
2.2.3. <i>Rénovation urbaine, embourgeoisement et logement populaire</i>	36
2.2.4. <i>La vecindad de Sol 168, l'UVCG et la lucha inquilinaria</i>	41

2.2.5. <i>L'UPICM-PM</i>	46
2.3. LES TREMBLEMENTS DE TERRE DU 19 ET 20 SEPTEMBRE 1985	47
2.3.1. <i>Projet de reconstruction dans la Colonia Guerrero et Morelos</i>	49
2.3.2. <i>Casa y Ciudad</i>	52
2.3.3. <i>Un projet de reconstruction à caractère politique</i>	60
2.4. LE MILITANTISME DE VOISINAGE: ENTRE L'AFFIRMATION DU DROIT À LA VILLE ET LA CONVERGENCE DES LUTTES POLITIQUES?	67

CHAPITRE III

LES FEMMES ET LA LUTTE DES LOCATAIRES DANS LES COLONIAS

GUERRERO ET MORELOS (1976-1985)	71
3.1. CONTEXTE DÉMOGRAPHIQUE	74
3.1.1. <i>Activité et genre</i>	75
3.1.2. <i>État civil et genre</i>	78
3.2. LA LUTTE DES LOCATAIRES: UN MOUVEMENT DE FEMMES	79
3.2.1. <i>Le militantisme de voisinage, le genre et la division sexuelle du travail</i> ..	80
3.2.2. <i>Le militantisme de voisinage et la structure familiale</i>	84
3.2.3. <i>Le militantisme de voisinage, le genre et le politique</i>	85
3.3. LES FEMMES ET LA LUCHA INQUILINARIA À TRAVERS DEUX PARCOURS DE VIE .	86
3.3.1. <i>Vicky</i>	87
3.3.2. <i>Regina</i>	89

CHAPITRE IV

LES FEMMES ET LA LUTTE POUR LA RECONSTRUCTION DANS LES

COLONIAS GUERRERO ET MORELOS : ENTRE LA RUPTURE ET LA

CONTINUITÉ (1985-1988).....

4.1. LE <i>PROYECTO DE RECONSTRUCCIÓN</i> ET LES FEMMES: DIALOGUE ÉQUIVOQUE ET INFLUENCE RÉCIPROQUE.	100
--	-----

4.1.1. <i>La reconstruction: entre l'émancipation et la reconduction du patriarcat : l'expérience des femmes de l'UPICM-PM</i>	101
4.1.2. <i>Les femmes et les espaces politiques</i>	104
4.2. LES FEMMES COMME PRINCIPALES PROTAGONISTES DE LA LUTTE DE RECONSTRUCTION	112
4.2.1. <i>Reconstruction, lutte politique, et genre : le cas de « la More » et de la vecindad de Sol 46</i>	112
4.2.2. <i>Les femmes et la bataille du 17 juin 1987</i>	119
CONCLUSION	125
ANNEXE A	130
ANNEXE B.....	131
ANNEXE C.....	132
ANNEXE D	133
ANNEXE E.....	134
ANNEXE F	135
ANNEXE G	136
ANNEXE H	137
ANNEXE I.....	138
ANNEXE J.....	139
ANNEXE K	140
ANNEXE L.....	141
ANNEXE M.....	142
ANNEXE N	143
ANNEXE O	144
ANNEXE P	145
ANNEXE Q	146
ANNEXE R.....	147
BIBLIOGRAPHIE	148

LISTE DES FIGURES

Figure 2.1. Division de México D.F. par délégation.....	130
Figure 2.2. La colonia Guerrero en 1977	131
Figure 2.3. Territoires revendiqués par l'UPICM-PM et par AB dans la délégation Venustiano Carranza en 1995	132
Figure 2.4. La vecindad du 168 rue Sol, colonia Guerrero, délégation Cuauhtémoc, México D.F.	133
Figure 2.5. Couverture du feuillet ¡Cuidado con los derrumbes!	134
Figure 2.6. Couverture du feuillet explicatif du projet de reconstruction de l'UVCG et de l'UPICM-PM.....	135
Figure 2.7. Couverture du feuillet de formation no. 1 (UVCG)	136
Figure 2.8. Couverture du feuillet de formation no. 2 (UVCG)	137
Figure 2.9. Couverture du premier numéro des <i>Cuadernos de comunicación</i> de l'UPICM-PM	138
Figure 2.10. Affiche de l'UPICM-PM (octobre 1985)	139
Figure 2.11. Le patio de la vecindad, les femmes et le travail ménager (1)	140
Figure 2.12. Le patio de la vecindad, les femmes et le travail ménager (2)	141
Figure 2.13. Caricature « El pueblo decide sobre su ciudad ».....	142

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 3.1. Composition de la population active selon le sexe en 1980.....	143
Tableau 3.2. Condition d'activité des 12 ans et plus selon le sexe en 1980	144
Tableau 3.3. Composition de la population inactive dédiée au travail ménager selon le sexe en 1980.....	145
Tableau 3.4. Population inactive dédiée au travail ménager comparée à d'autres type d'occupation selon le sexe en 1980.....	146
Tableau 3.5. L'état civil de la population de 12 ans et plus selon le sexe en 1980...	147

LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES

AB: Asamblea de Barrios

ACG: Asociación Cívica Guerrerense

ACNR: Asociación Cívica Nacional Revolucionaria

CONAMUP : Coordinadora Nacional del Movimiento Urbano Popular

CUD: Coordinadora Única de Damnificados

DDF : Departamento del Distrito Federal

INEGI: Instituto Nacional de Estadística y Geografía

INV: Instituto Nacional de la Vivienda

MUP: Mouvement urbain populaire / Movimiento urbano popular

PRD: Partido de la Revolución Democrática

PRI: Partido Revolucionario Institucional

Proyecto: Proyecto de Reconstrucción en las colonias Guerrero et Morelos

RHP: Renovación Habitacional Popular

UNAM: Universidad Nacional Autónoma de México

UPICM-PM: Unión Popular de Inquilinos de la Colonia Morelos-Peña Morelos

UVCG: Unión de Vecinos de la Colonia Guerrero

RÉSUMÉ

Ce mémoire propose une nouvelle manière d'aborder l'histoire du mouvement urbain populaire (MUP) au Mexique. Il propose de faire le pont entre les études urbaines et les études de genre en expliquant l'avènement et la nature de ce mouvement social à partir d'un point de départ inédit : les femmes. Si le MUP et les femmes du MUP ont été étudiés séparément, ce mémoire entreprend de mettre ces deux éléments en dialogue afin d'expliquer autrement le mouvement urbain populaire. Pour ce faire, nous avons analysé le parcours de deux organisations du MUP dans les quartiers centraux de Mexico D.F. durant les années 1970 et 1980. Le MUP s'y manifestant alors principalement par la résistance de la population la plus défavorisée aux processus de relégations spatiales, ce mémoire appréhende donc le mouvement urbain populaire comme l'affirmation du « droit à la ville » de cette population opposée à sa relocalisation forcée. En outre, l'histoire par le bas (*history from below*) et l'histoire du genre ont été utilisées afin de faire ressortir l'expérience des femmes de l'Unión de Vecinos de la Colonia Guerrero et l'Unión Popular de Inquilinos de la Colonia Morelos-Peña Morelos. À partir de cette étude de cas, nous postulons qu'il est possible de considérer le MUP comme un mouvement de femme, et ce, malgré le fait qu'il n'ait pas été organisé à partir de leurs conditions de genre spécifiques. Notre analyse démontre que c'est à partir du rôle de genre des femmes que s'explique la mobilisation massive de celles-ci dans les unions de voisins étudiées, que ce soit de leur propre chef, ou par l'articulation de leur rôle de genre par les unions étudiées. Si l'accomplissement et/ou la renégociation du rôle de genre traditionnel sont ce qui explique la mobilisation des femmes, celles-ci rencontrèrent toutefois plusieurs limites aussi bien à l'extérieur qu'à l'intérieur de leur union de voisins. Ainsi, si les autorités municipales et le secteur privé s'opposèrent à leur affirmation au droit à la ville, leurs *compañeros* articulèrent et limitèrent parallèlement la renégociation de leur rôle de genre, donnant naissance à ce que nous appelons un militantisme féminin « aigre-doux ».

MOTS CLÉS : histoire du genre, histoire des femmes, Mexique, mouvement urbain populaire, MUP, militantisme, union de voisins, droit à la ville, logement, tremblement de terre, damnificados, 1985, XXe siècle.

DÉDICACE

Dedico esta humilde contribución al
pueblo mexicano, que me ha dado tanto,
y a todos los que siguen luchando allá y
en otros lados por un mundo más justo.

INTRODUCTION

Lors de la seconde moitié du 20^e siècle, le mode de vie de la population mexicaine subit une transformation radicale. Le Mexique, comme plusieurs autres pays d'Amérique latine, fut alors le théâtre d'un processus d'urbanisation important, qui s'intensifia particulièrement entre les années 1950 et 1980. L'exode des campagnes vers les villes mit un terme à la ruralité caractéristique du Mexique depuis sa colonisation, au profit d'un Mexique dont l'urbanité ne semblait connaître aucune limite. Ainsi, si le pourcentage de la population vivant en ville était de 53,6% en 1950, elle passa à 72% en 1989¹. L'explosion de l'urbanisation fit des principales agglomérations mexicaines de véritables mégapoles, elles-mêmes cerclées d'une ceinture de quartiers périphériques où s'entassait la majorité de ces migrants ruraux. C'est ce que l'historien Serge Gruzinski, en étudiant Mexico D.F., est venu à appeler « l'autre ville », dont l'ampleur lui faisait se demander laquelle allait être absorbée par l'autre². Afin d'imager l'intensité de ce phénomène, l'exemple utilisé par Gruzinski est frappant ; Ciudad Nezahualcóyotl, faubourg de Mexico D.F., vit sa population se multiplier par 233 entre 1950 et 1970, passant de 5590 à 1,4 million d'habitants³. Comme le suggère cet exemple, cette importante mutation socioéconomique se fit particulièrement ressentir à Mexico D.F., où ce phénomène se manifesta avec le plus de force. La population de Mexico D.F. passa ainsi de 3 millions d'habitants en 1950 à 14 millions en 1980⁴. Cela eut évidemment des

¹ José del Pozo, *Histoire de l'Amérique latine et des Caraïbes: de l'indépendance à nos jours*, Québec, Septentrion, 2008, p. 282.

² Serge Gruzinski, *Histoire de Mexico*, Paris, Fayard, 1996, coll. « Histoire des grandes villes du monde », p. 388.

³ *Ibid.*, p. 287.

⁴ *Ibid.*, p. 368 et 377.

impacts majeurs sur l'organisation de son vivre ensemble. Rénovation urbaine, construction de nouvelles infrastructures, régularisation de quartiers illégalement fractionnés, hausses des loyers sont quelques exemples de la réorganisation urbaine qui s'opérait alors dans la capitale mexicaine. Une réorganisation qui d'ailleurs écorcha à son passage les habitants les plus défavorisés, comme nous le verrons.

C'est dans ce contexte qu'émergea, à partir des années 1970, une myriade d'organisations sociales fondées aussi bien par les habitants des quartiers populaires du centre-ville que par les migrants entassés dans les faubourgs. Ces organisations, qui émergèrent dans les mégapoles mexicaines et d'Amérique latine, formèrent ce qu'on appela le mouvement urbain populaire (MUP). Si le MUP fut un mouvement hétérogène, il est néanmoins possible d'identifier quatre caractéristiques communes à l'ensemble de ses organisations. Selon la politologue Kathleen Bruhn, les organisations du MUP partagent les éléments suivants : 1) leur localisation, soit les quartiers des grandes villes 2) leur base sociale, soit les pauvres et la classe moyenne basse 3) la nature de leurs revendications, liée à la consommation en logement et en services de base⁵. Aux caractéristiques de Bruhn, s'ajoute également celle de l'identité collective qui, selon le politologue Gerd Schönwälder, émerge et se construit *autour des demandes* donnant naissance aux luttes menées par le MUP⁶.

⁵ À savoir, l'eau, l'électricité, la collecte d'ordure, le transport collectif ou les infrastructures d'éducation et de santé. Voir : Kathleen Bruhn, *Urban protest in Mexico and Brazil*, Cambridge ; New York, Cambridge University Press, 2008, p. 115.

⁶ Adoptant une grille d'analyse marxiste, Schönwälder propose que l'identité collective du MUP ne puisse être définie à partir d'une classe en particulier. L'identité collective n'est pas basée sur des caractéristiques de classes partagées par ses membres, mais émerge plutôt directement de la lutte sociale. Voir Gerd Schönwälder, *Linking civil society and the state: urban popular movements, the left, and local government in Peru, 1980-1992*, University Park, Pennsylvania State University Press, 2002, p. 17-18.

Ces caractéristiques, nous pourrons les observer dans l'étude de cas offert par ce mémoire, qui se penchera sur deux unions de voisins du centre-ville de Mexico D.F. formées autour de la revendication de logements décents et sécuritaires. Plus particulièrement se seront les femmes de ces deux organisations qui nous intéresseront. Ce faisant, ce mémoire postule que leur impact sur le MUP a été négligé par les sciences sociales, et qu'il est possible d'expliquer l'avènement et l'évolution de ce mouvement à partir de sa base féminine. Toutefois, avant d'en dire davantage sur la nature de notre recherche, il est nécessaire de faire un détour par l'historiographie du mouvement urbain populaire, qui sera le sujet principal du premier chapitre de ce mémoire.

CHAPITRE I

HISTORIOGRAPHIE, PROBLÉMATIQUE, MÉTHODES ET SOURCES

Afin d'expliquer les tenants et aboutissants de l'analyse historique déployée dans ce mémoire, nous proposerons de survoler l'historiographie du mouvement urbain populaire mexicain. Cela permettra de contextualiser notre contribution et son originalité. La problématique, la méthodologie et les sources seront ensuite présentées. Cela permettra au lecteur de saisir les principales lignes de force de cette recherche et sera mis au fait du matériau ayant permis l'élaboration du savoir ici proposé.

1.1. Bilan historiographique

Ce bilan de l'historiographie portera sur l'ensemble des travaux localisés ayant le mouvement urbain populaire (MUP) mexicain comme objet d'étude. Aux fins de l'explication, un premier partage a été fait à l'intérieur de notre corpus d'études, séparant en deux groupes les courants historiographiques selon leur utilisation de la perspective de genre. La section 1.1.1 est composée de travaux n'ayant pas fait usage de cette méthode, alors que la section 1.1.2, elle, expliquera l'évolution des travaux ayant opté pour l'analyse de genre.

1.1.1. Le mouvement urbain populaire (MUP)

Dans la section qui suit, nous présenterons ce que nous considérons être les cinq principales tendances ayant marquées la recherche sur le MUP, soit l'école française et matérialisme historique, les travaux effectués dans le contexte des tremblements de terre de 1985, les travaux sur le MUP et les groupes de la gauche politique, les

travaux marqués par la transition démocratique et, enfin, les efforts de synthèse et de production mémorielle.

1.1.1.1. École française et matérialisme historique

Parmi les sciences sociales, c'est principalement la sociologie qui développa les études urbaines, au Mexique comme ailleurs¹. Cette discipline a également soutenu la très grande majorité de la production scientifique portant sur le mouvement urbain populaire (MUP). L'émergence du MUP dans les années 1970 et l'intérêt qu'il suscita dans les milieux académiques coïncida justement avec l'arrivée d'un nouveau courant dans la sociologie urbaine. Délaissant le fonctionnalisme et la théorie de la marginalisation qui marquèrent les études urbaines durant les années 1950 et 1960,² la sociologie urbaine mexicaine embrassa alors le matérialisme historique inspiré de la sociologie urbaine française³. Manuel Castells, dont les écrits furent traduits en espagnol, est probablement l'auteur le plus emblématique de ce changement de cadre théorique au Mexique. Comme l'explique la sociologue Alicia Ziccardi, l'école française puisa alors dans les catégories et les concepts marxistes

¹ À propos de l'histoire et du développement des études urbaines au Mexique, voir : Martha Scheingart, « Discussing Urban Research in Latin America, with an Emphasis on Mexico: Disciplinary and Interdisciplinary Approaches », *Iberoamericana*, vol. 12, n° 45, 2012.

² Selon la sociologue Alicia Ziccardi, ce courant des études urbaines avait comme principale fonction la compréhension des processus d'urbanisation intense afin de pouvoir formuler des politiques sociales capables d'amortir ses effets néfastes. La méthodologie de ces travaux s'appuyait sur les principales catégories de l'analyse marxiste et sur un fonctionnalisme dédié à la production de donnée sur la réalité étudiée. Parmi les tenants de cette approche au Mexique, Ziccardi donne l'exemple des travaux de l'anthropologue Oscar Lewis, connu principalement pour *The Children of Sánchez: Autobiography of a Mexican family* publié en 1961. Voir Alicia Ziccardi, « De la ecología urbana al poder local (cinco décadas de estudios urbanos) », *Revista Mexicana de Sociología*, vol. 51, n° 1, janvier 1989, p. 285-289.

³ Alicia Ziccardi identifiait, en 1989, trois grands courants de pensée dans l'histoire de la sociologie urbaine: l'écologie urbaine de l'école de Chicago, la sociologie de la marginalité développée en Amérique latine et le matérialisme historique français. Voir A. Ziccardi, « De la ecología urbana al poder local (cinco décadas de estudios urbanos) »..., *op. cit.*

afin de concevoir l'urbain d'une nouvelle manière, soit l'espace où se reproduit la force de travail dans les sociétés capitalistes⁴. Interprétant les travaux de Castells, Ziccardi soutient que cette approche novatrice s'appuyait sur le concept marxiste du mode de production afin de comprendre l'urbain comme l'articulation des éléments du système économique à l'intérieur d'une unité de consommation collective. Selon cette école de pensée, les mouvements urbains populaires surviennent donc lorsque la reproduction de la force de travail, s'opérant à travers la consommation des masses urbaines, se voit contrainte par les problèmes de la ville capitaliste⁵.

Les travaux initiaux sur le mouvement urbain populaire (MUP) du Mexique, s'attardant à esquisser les premières définitions et les premières périodisations, se sont inspirés de ce cadre théorique. En effet, force est de constater que nombreux sont les travaux produits au début des années 1980 qui reprenaient la méthode de travail proposée par Castells, selon laquelle il importe d'expliquer l'émergence des mouvements sociaux urbains non pas en partant de ces mouvements en tant que tels, mais bien à partir des contradictions urbaines dont ils tirent leur origine⁶. Ces chercheurs expliquent donc le MUP en partant de l'impossibilité des villes à absorber le vaste flux migratoire provenant de la campagne, lui-même à la source de deux contradictions importantes⁷. D'abord, les villes mexicaines sont affligées par la

⁴ *Ibid.*, p. 293.

⁵ Manuel Castells, dans son article pionnier de 1972, définissait les problèmes urbains en ces termes : « Los problemas urbanos son, pues, problemas que tienen que ver con el consumo colectivo, determinados en una unidad de consumo (la aglomeración) y los problemas que conciernen la organización y el funcionamiento de tal unidad, en la medida en que la modificación de la unidad tiene también una consecuencia sobre el proceso de consumo en cuestión. » Manuel Castells, « Propositiones teóricas para una investigación experimental sobre los movimientos sociales urbanos », *Revista Mexicana de Sociología*, vol. 34, n° 1, janvier 1972.

⁶ *Ibid.*, p. 24.

⁷ Parmi ceux-ci, voir par exemple : Lucio Ernesto Maldonado Ojeda, « El movimiento urbano popular mexicano en la década de los 70 », *Testimonios*, n° 1, mai 1983. ; Pedro Moctezuma et Bernardo Navarro, « Proletariado, estado y reproducción de la fuerza de trabajo en las colonias

contradiction économique suivante : l'irrégularité de la relation qu'entretient avec l'appareil de production une importante proportion de la population grandissante. Ce phénomène transforme cette population en une vaste armée industrielle de réserve vulnérable aux problèmes de consommation collective tels que l'accès irrégulier au sol urbain, le manque de logement, l'absence de services essentiels tels l'électricité, le combustible domestique, le réseau d'eau ou les infrastructures de santé et d'éducation. Des problèmes, d'ailleurs, qui ne vont qu'en augmentant face à l'incapacité et le manque de volonté des autorités municipales, étatiques et fédérales à résoudre ces problèmes de consommation collective. Ainsi, en plus de contradictions économiques, les villes mexicaines sont simultanément frappées par des contradictions d'ordre politique, car les programmes et la législation en place ne permettent pas de résoudre les problèmes de consommation urbains, si ce n'est qu'elles ne les aggravent en certaines circonstances⁸.

populares », *Nueva Antropología*, vol. 6, n° 24, juin 1984. ; Juan Manuel Ramírez Saíz, « Los movimientos sociales urbanos en México: elementos para una caracterización », *Nueva Antropología*, vol. 6, n° 24, juin 1984. ; Jorge Alonzo, « Notas acerca de la situación de los pobladores depauperados y su relación con el movimiento urbano popular », *Nueva Antropología*, vol. 6, n° 24, juin 1984.

⁸ Un exemple de contradiction politique est la tolérance et le soutien offert par les autorités municipales aux invasions de terrains en périphérie de Mexico D.F. en échange d'un soutien politique. Ce phénomène favorisa l'établissement de quartiers entiers sur des terres fractionnées et vendues illégalement à la masse de migrants venue des campagnes. La normalisation de ces quartiers irréguliers, dont la propriété du sol n'était pas entérinée par la loi, fut d'ailleurs à la source de conflits opposant les habitants de ces nouveaux quartiers aux promoteurs immobiliers et aux autorités municipales, étatiques et fédérales, aussi bien au niveau de l'imposition foncière que du raccordement des propriétés aux services publics. Ce dernier enjeu était d'autant plus complexe considérant que les terres fractionnées illégalement se trouvaient dans des zones inhospitalières (terrains inondables ou à flanc de montagne). Pour un travail récent s'intéressant à ce genre de conflits, voir l'article de l'historien Kenneth F. Maffitt, « Nueva política, social viejo contrato social: políticas de vivienda y protesta urbana en la periferia de la Ciudad de México, 1960s-1980s », *Historia*, vol. 1, n° 47, 2014.

Enfin, de façon générale, ces travaux concordèrent aussi avec l'établissement de la périodisation du MUP⁹. D'une part, la majorité des chercheurs s'entendaient sur l'année de l'avènement du mouvement urbain populaire, soit 1968. Selon ces auteurs, l'histoire du mouvement urbain populaire débute par la répression du mouvement étudiant suite au massacre du 2 octobre de cette même année¹⁰. Les militants étudiants étant réduits à la clandestinité, plusieurs se sont dirigés vers les quartiers défavorisés des grands centres urbains afin d'y organiser les masses populaires. Ce point de départ n'est pas sans rappeler la pensée de Manuel Castells, selon laquelle les mouvements sociaux urbains organisés autour des problèmes de consommation ne peuvent créer de changement qualitatif à moins de s'articuler à d'autres luttes (politiques)¹¹. Cette considération traça d'ailleurs une importante ligne de force qui influença l'historiographie du MUP et qui transcenda plusieurs de ses courants, comme nous le verrons plus loin. S'il est vrai que les organisations politiques travaillaient à l'articulation des luttes populaires autour de problèmes de

⁹ Sur la périodisation, voir notamment : Pedro Moctezuma, « El movimiento urbano popular mexicano », *Nueva Antropología*, vol. 6, n° 24, 1984. ; Juan Manuel Ramírez Saíz, « Organizaciones populares y lucha política », *Cuadernos Políticos*, n° 45, 1986.

¹⁰ Le massacre du 2 octobre 1968, communément considéré comme un moment charnière dans l'histoire mexicaine, a causé la mort de 30 à 200 manifestants rassemblés à place Tlatelolco de Mexico D.F., tués par les forces armées mexicaines. Ces chiffres sont évidemment ouverts au débat, ce massacre étant l'un des événements historiques posant le plus de difficultés d'interprétation aux sciences sociales mexicaines. La résistance et l'absence de transparence des autorités fédérales, mais aussi les problèmes liés à la mémoire de 1968, compliquent son analyse. Pour un compte rendu récent de l'évolution de l'interprétation du massacre de 1968, voir Eugenia Allier Montaño, « Memory and History of Mexico '68 », *ERLACS*, n° 102, 13 octobre 2016.

¹¹ « Por lo tanto, para que haya un movimiento social es necesaria la unión de un encadenamiento de contradicciones en profundidad que no puede hacerse más que por una organización importada de otras prácticas. La organización únicamente "urbana" es, cuando más, un instrumento de *reforma* ». M. CASTELLS, « Propositiones teóricas para una investigación experimental sobre los movimientos sociales urbanos »..., *op. cit.*, p. 23. Cette idée est ensuite testée et réaffirmée par Castells deux ans plus tard : « Una reivindicación urbana [...] solo puede triunfar transformándose en movimiento social y no puede cristalizar como tal más que vinculándose estrechamente a la lucha política general » Manuel Castells, *Movimientos sociales urbanos*, México, 2^e édition espagnole, siglo XXI, 1976 (1974), cité dans Alejandra Massolo, *Por amor y coraje: mujeres en movimientos urbanos de la ciudad de México*, México, D.F, Colegio de México, Programa Interdisciplinario de Estudios de la Mujer, 1992, p. 20.

consommation urbaine, force est de constater que l'ensemble de ces chercheurs s'entendaient sur l'idée selon laquelle les succès du MUP sont principalement imputables aux organisations et aux courants politiques créés à partir de la répression de 1968. D'autre part, ces chercheurs concordaient également dans l'établissement des jalons historiques ponctuant l'évolution du MUP. Ceux-ci sont les suivants : son émergence entre les années 1968 et 1976, sa répression et son refoulement entre les années 1976-1977 et sa résurgence à partir de 1979, caractérisée par des efforts de coordinations régionales et nationales culminant par la création de la Coordinadora Nacional del Movimiento Urbano Popular (CONAMUP) en 1981.

1.1.1.2. Le MUP et les tremblements de terre de 1985

À la suite des tremblements de terre du 19 et 20 septembre 1985, de nouveaux travaux furent élaborés à partir de disciplines variées, comme le travail social, la psychologie, la sociologie ou la démographie. Leurs recherches avaient pour but de comprendre les impacts des séismes sur la société mexicaine, d'identifier les besoins des sinistrés et de soutenir les efforts de reconstruction. Ils permirent également de comprendre la nouvelle direction que prit le MUP à partir de septembre 1985 à Mexico D.F. La *Revista de Sociología Mexicana*, par exemple, dédia à ce sujet un volume complet en 1986¹². L'émergence de nouveaux acteurs, les sinistrés (damnificados), intéressa particulièrement les chercheurs qui tentèrent de comprendre comment le tremblement de terre et les organisations de victimes transformèrent le MUP à Mexico D.F. On y étudia, par exemple, le croisement entre la lutte des sinistrés et celles des organisations du MUP préexistantes dans la capitale¹³. La place

¹² Voir la *Revista Mexicana de Sociología*, vol. 48, no. 2, Sismo: Desastre y Sociedad en la Ciudad de México (avril-juin 1986).

¹³ Voir, par exemple, Alejandra Massolo, « “¡Que el gobierno entienda, lo primero es la vivienda!”: La organización de los damnificados », *Revista Mexicana de Sociología*, vol. 48, n° 2, avril 1986.

importante de la culture dans la pratique politique des sinistrés inspira également plusieurs travaux qui tentèrent de comprendre le lien profond qui se tissait entre le MUP et la culture¹⁴. La grande majorité de ses travaux s'entendent sur le fait que tous les paliers de gouvernement furent franchement dépassés par les événements, incapables (ou retissant) à s'occuper adéquatement des sinistrés. En sociologie et en science politique, il fut aussi généralement admis que les séismes catalysèrent les mouvements sociaux de la capitale tout en y affaiblissant le pouvoir de l'État, et ce, pour deux raisons interreliées: 1) la lenteur et l'inadéquation de la réponse gouvernementale provoquèrent une puissante remise en question de la légitimité du Partido Revolucionario Institucional (PRI) à Mexico D.F. 2) en l'absence de réponse gouvernementale, ce furent les habitants de la ville qui organisèrent spontanément les efforts de sauvetage. Il est donc généralement admis que ces deux phénomènes favorisèrent aussi bien le mouvement urbain populaire, qui articula les efforts spontanés des citoyens, que la transition démocratique à l'échelle de la capitale mexicaine¹⁵.

1.1.1.3. Le MUP et les courants politiques de gauche

Dans les années 1990, délaissant le matérialisme historique, les travaux sur le MUP cessèrent de suivre la méthode prescrite par Manuel Castells. Au lieu de prendre les

¹⁴ Amparo Sevilla, « Patrimonio cultural y movimiento urbano popular », *Estudios sobre las culturas contemporáneas*, vol. 2, n° 6, 1989. ; Amparo Sevilla, « Iniciativas culturales en el movimiento urbano popular », dans Héctor Rosales Ayala (dir.), *Cultura, sociedad civil y proyectos culturales en México*, México, D.F., Consejo Nacional para la Cultura y las Artes, Dirección General de Culturas Populares: Universidad Nacional Autónoma de México, Centro Regional de Investigaciones Multidisciplinarias, 1994.

¹⁵ Pour une analyse de l'impact sociopolitique du tremblement de terre, voir par exemple Carlos Monsiváis, « El día del derrumbe y las semanas de la comunidad (De noticieros y de crónicas) », *Cuadernos Políticos*, n° 45, 1986.; Roxana Muñoz Hernández, « Desastres naturales y movimiento asociativo: el caso del terremoto de septiembre de 1985 en la ciudad de México », dans CSH, Depto. de Producción Económica (dir.), *Globalización: industria y sector agrario en México*, Mexico D.F. : UAM-X, 1997.

contradictions économiques et politiques comme point de départ, ces travaux débutèrent plutôt à partir des organisations mêmes, afin de comprendre comment elles se développent *de l'intérieur*. Pour ce faire, ces auteurs entreprirent d'étudier le rôle des courants politiques de gauche à l'intérieur du MUP¹⁶. Il est important de noter qu'une idée centrale de Castells prévaut quand même toujours chez ces auteurs : le succès d'un mouvement social urbain organisé à partir de la consommation urbaine ne peut qu'être imputable à son articulation à la lutte politique. Ces chercheurs proposaient donc que les succès du MUP soient imputables aux organisations de gauche maoïstes.

Parmi les tenants de cette perspective, il y a évidemment des exceptions. C'est le cas par exemple, de la position d'Oscar Núñez dans un article de 1990¹⁷. Sans rejeter l'importante contribution des organisations maoïstes, celui-ci propose que l'avènement et le dynamisme du MUP soient plutôt imputables aux pratiques de solidarité communautaire à la base de la vie quotidienne des quartiers populaires des grandes villes.

1.1.1.4. Le MUP et la transition démocratique

En synchronie avec les études précédentes, la perspective politique se développa également autour de l'idée de la transition démocratique. Cette perspective en vient

¹⁶ Oscar Núñez, *Innovaciones democrático-culturales del Movimiento Urbano Popular*, México, 1990. Vivienne Bennett et Julio Bracho, « Orígenes del Movimiento Urbano Popular Mexicano: pensamiento político y organizaciones políticas clandestinas, 1960-1980 », *Revista Mexicana de Sociología*, vol. 55, n° 3, juillet 1993. ; Juan Manuel Ramírez Saíz, « Aportaciones políticas del Movimiento Urbano Popular », *Revista Mexicana de Sociología*, vol. 56, n° 3, juillet 1994. Leslie Serna, *¿Quién es quién en el MUP ?*, México D.F., Ediciones ¡UnioS, 1997.

¹⁷ Oscar Núñez, « ¿ Masas o asociaciones en el origen del movimiento urbano popular? », *Sociológica*, vol. 5, n° 12, 1990.

d'ailleurs à prévaloir vers la fin des années 1990, étroitement liée au contexte d'ouverture politique et de fissure du système à parti unique du Partido Revolucionario Institucional (PRI), mais également par l'engagement corollaire du MUP dans la politique de parti¹⁸. Cette perspective se subdivise en plusieurs courants qui s'entrecroisent les uns les autres. Parmi ceux-ci, il est possible de les regrouper grâce aux thématiques suivantes : le rôle du MUP dans le processus de transition démocratique,¹⁹ le MUP et la construction de la citoyenneté²⁰ et l'étude de l'engagement du MUP dans la politique de parti²¹. Ce courant mène d'ailleurs à considérer les élections de 1988 comme un moment charnière de la périodisation du MUP, à l'instar de 1968. Vivienne Bennett,²² par exemple, propose qu'une manière

¹⁸ Il est à noter que le candidat à la présidence du Partido Revolucionario Institucional (PRI) Carlos Salinas de Gortari fut presque défait en 1988 par Cuauhtémoc Cárdenas du Frente Democrático Nacional (FDN). Ce dernier s'était présenté à la tête d'une coalition électorale à l'intérieur de laquelle le MUP fut particulièrement actif. Ces élections furent les plus serrées et les plus contestées depuis la prise de pouvoir du PRI en 1929. La crise de légitimité qui en suivit aboutit finalement à la défaite du PRI lors des élections fédérales en 2000, mettant fin au règne de ce parti qui durait depuis 71 ans. Pour ce qui est de Mexico D.F., cette déroute se fit surtout sentir à partir du tremblement de terre de 1985, et mena à la réforme des institutions et de la structure politique de la capitale en 1997. Depuis, le PRI n'a jamais regagné le contrôle politique dans la capitale, tombé aux mains du Partido de la Revolución Democrática (PRD). Plusieurs têtes d'affiche du MUP obtinrent des postes dans l'administration du PRD. À ce sujet, voir notamment Paul Lawrence Haber, « La migración del Movimiento Urbano Popular a la política de partido en el México contemporáneo », *Revista Mexicana de Sociología*, vol. 71, n° 2, 2009.

¹⁹ Moisés Frutos Cortés, « La participación electoral del movimiento urbano popular y su contribución al cambio político en el Distrito Federal (1988-2003) », *Estudios Políticos*, vol. 8, n° 5, 2005.

²⁰ Sergio Tamayo, « Del movimiento urbano popular al movimiento ciudadano », *Estudios sociológicos*, vol. 17, n° 50, 1999.

²¹ Kathleen Bruhn, « The Seven-Month Itch Neoliberal Politics, Popular Movements, and the Left in Mexico », dans *The New Politics of Inequality in Latin America*, Oxford University Press, 1997. ; Paul Haber, *Power from experience: urban popular movements in late twentieth-century Mexico*, University Park, Pa, Pennsylvania State University Press, 2006. ; Hélène Combes, « Des militants par intermittence ? : Le Parti de la révolution démocratique au Mexique (1989-2000) », *Critique internationale*, vol. 30, n° 1, 2006. P.L. HABER, « La migración del Movimiento Urbano Popular a la política de partido en el México contemporáneo »..., *op. cit.* ; Hélène Combes, *Faire parti: trajectoires de gauche au Mexique*, Paris, Karthala, 2011.

²² Vivienne Bennett, « La evolución de los movimientos urbanos populares en México entre 1968 y 1988 », *América Latina Hoy, Segunda Época*, n° 7, 1994.

d'analyser le MUP sur la longue durée soit justement celle d'organiser son histoire avec la périodisation 1968-1988; deux dates qui renvoient aux moments clés de la transition démocratique mexicaine. L'une étant celle de la répression d'un mouvement revendiquant plus d'ouverture politique; l'autre, celle de la première déroute électorale du PRI faisant poindre l'espoir de la chute du parti-état pour la première fois.

1.1.1.5. Efforts de synthèse et production mémorielle

Enfin, bien peu de travaux poursuivirent la recherche sur le MUP au-delà des années 1990²³. De plus, la période couverte par ce mémoire (1976-1988), qui couvre l'essentielle des moments forts du MUP, sort éventuellement des radars de la sociologie et de la science politique sans encore apparaître dans ceux de l'histoire. Ainsi, les dernières publications proviennent surtout d'anciens membres du MUP qui, confrontés au temps qui passe, proposèrent des réflexions sur leur militantisme passé²⁴. C'est le cas, par exemple, des livres de Carlos Monsiváis²⁵, de Pedro Moctezuma²⁶, de Raúl Bautista González²⁷, du livre *Sembrar la Ciudad* de l'Unión de Vecinos y Damnificados 19 de septiembre²⁸ et du recueil de témoignages *No Hubo*

²³ Il est à noter que le MUP se démobilisa grandement à partir de cette décennie, migra vers la politique de parti, ou fut coopté par le PRI.

²⁴ Ici, je fais référence aux publications s'intéressant à la période 1968-1988. Aussi, mon propos ne tient pas en compte les travaux récents s'étant intéressé au MUP dans les années subséquentes comme Reyna Sánchez Estévez, « La significación de la casa y del habitar en dos grupos sociales en la Ciudad de México », *Cuicuilco*, vol. 20, n° 56, 2013. ; Yenisey Valles Acosta et José María Infante Bonfiglio, « Mujeres y acción colectiva para la regularización de la tierra: un caso de Monterrey, México », *Estudios Feministas*, vol. 22, n° 3, 2014.

²⁵ Carlos Monsiváis, *No sin nosotros: los días del terremoto, 1985-2005*, México, D.F, Ediciones Era, 2005.

²⁶ Pedro Moctezuma Barragán, *La Chispa. Orígenes del Movimiento Urbano Popular en el Valle de México*, México D.F., 2012.

²⁷ Raúl Bautista González, *Movimiento Urbano Popular. Bitácora de Lucha. 1968-2011*, México D.F., Casa y Ciudad, 2015.

²⁸ I. BETANCOURT, A. VELASCO et L. SAGAHÓN, *Sembrar la ciudad...*, *op. cit.*

*Dragones: Testimonios scouts del Terremoto de 1985*²⁹. L'arrivée d'anniversaires importants est d'ailleurs probablement ce qui encouragea de tels retours. C'est du moins ce qui semble expliquer la parution des ouvrages mentionnés plus haut, dont la périodisation et la date de parution concordent avec le 40e anniversaire de la fondation de la CONAMUP (créée en 1981) ou le 20^e et le 30e anniversaire des tremblements de terre de 1985.

1.1.2. Les Femmes et le MUP

En plus des courants historiographiques précédemment mentionnés, force est de constater qu'il en existe un dernier, soit celui s'intéressant à la relation entre le MUP et les femmes dans une perspective de genre. Ce courant, s'étalant sur l'ensemble de la période couverte par les autres, évolue sur une trajectoire parallèle qui ne croise que rarement les travaux développés par les autres écoles de pensée.

1.1.2.1. Critique de l'invisibilité des femmes

Alors que s'élaboraient les premiers travaux sur le mouvement urbain populaire (MUP), Lucía Díaz Ronner et Alejandra Massolo dénonçaient déjà, en 1984, l'invisibilité des femmes dans les analyses urbaines, notamment en critiquant sévèrement la sociologie urbaine d'inspiration marxiste en vogue à l'époque au Mexique³⁰. Les auteures déploraient le fait que les travaux utilisant ce cadre d'analyse considèrent la famille seulement du point de vue du capital. Selon elles, en

²⁹ Arturo REYES FRAGOSO (éd.), *No Hubo Dragones: Testimonios scouts del Terremoto de 1985*, Mexico, Asociación de Scouts de México, 2015.

³⁰ Lucía Díaz Ronner et Alejandra Massolo, « La participación de las mujeres en los movimientos sociales urbanos en la Ciudad de México: un proyecto de investigación », dans *La mujer en el sector popular urbano. América latina y el Caribe*, Santiago de Chile, Publicación de las Naciones Unidas, 1984.

appréhendant la famille uniquement comme le lieu de reproduction de la force de travail, ces travaux rendent invisible le rôle de la famille dans la reproduction du patriarcat³¹. Selon Díaz Ronner et Massolo, il est donc primordial, pour les études urbaines, de s'interroger sur le lien entre capitalisme et patriarcat, notamment en abordant la division sexuelle du travail, afin d'inclure les femmes dans les études urbaines. Partant de quelques travaux à titre d'exemple³², elles soutiennent ainsi que les femmes se retrouvent dans une position paradoxale de visibilité-invisibilité dans les études urbaines. La présence et la participation des femmes du mouvement urbain populaire (MUP) y sont mentionnées de manière sporadique, mais sont présentées comme une extension « naturelle » du travail ménager. Ce faisant, si leur labeur dans certaines tâches militantes est parfois mentionné, sa signification pour les femmes, tout comme l'impact de ce travail sur le MUP, n'est jamais expliquée³³.

Alejandra Massolo consacrera ensuite plusieurs années de travail pour combler cette lacune en études urbaines. Dans la foulée des travaux produits aux suites des tremblements de terre de 1985, et en collaboration avec Martha Schteingart, elle dirige la publication de *Participación social, reconstrucción y mujer. El Sismo de*

³¹ Dans leur article, les auteures ne proposent pas de définition claire du concept de patriarcat. S'appuyant toutefois sur les travaux d'Eva Gamarnikov (1978) et de Maureen Mackintosh (1981), elles considèrent le patriarcat comme un système d'exclusion et d'oppression des femmes qui se développe et se reproduit à travers des relations de subordination basées sur le genre des individus.

³² Díaz Ronner et Massolo basent leur critique à partir de la lecture des travaux suivants : Bernardo Navarro et Pedro Moctezuma, *Acumulación de capital y utilización del espacio urbano para la reproducción de la fuerza del trabajo. El caso de una colonia popular: San Miguel Teotongo*, (tesis de grado), Universidad Nacional Autónoma de México, 1980. ; Jaime Ortiz, *Los movimientos de colonos en México, 1970-1981*, (tesis de grado), Universidad Nacional Autónoma de México, 1982. ; Lucio Maldonado, *El movimiento urbano popular en la delegación Azcapotzalco: el caso de la Asociación civil de colonos e inquilinos democráticos de San Miguel Amantla*, (tesis de grado), UNAM-Azcapotzalco, 1982.

³³ Aux travaux identifiés par Díaz Ronner et Massolo, il est possible d'ajouter, par exemple, les articles suivants : P. Moctezuma, « El movimiento urbano popular mexicano »..., *op. cit.* ; Julio D. Dávila, « Mexico's Urban Popular Movement: A conversation with Pedro Moctezuma », *Environment and urbanization*, vol. 2, n° 1, avril 1990.

1985³⁴. Ce travail récupère et diffuse l'expérience des femmes en proposant un ouvrage collectif constitué de contributions rédigées par les femmes impliquées dans différentes organisations du MUP impliquées dans la reconstruction. Toutefois, ce n'est qu'en 1992 que l'on peut apprécier pleinement la profondeur de la réflexion de Massolo. Sans compter l'important travail de « visibilisation » des femmes que propose son livre *Por amor y coraje*, celui-ci offre également la poursuite et l'élaboration de la critique des études urbaines et de ses biais³⁵. En effet, Massolo débusque et explique la genèse du problème de l'invisibilité des femmes dans les études urbaines, qu'elle situe dans le cadre théorique de Manuel Castells. Selon Massolo, Castells ne problématise pas la reproduction des relations et des pratiques patriarcales dans la sphère de la consommation collective. En adoptant une définition restreinte de l'espace politique, le cadre de Castells ne permet pas de penser le « personnel » comme étant politique. Menant à considérer les femmes seulement comme des consommatrices, les limitations du cadre théorique de Castells empêchent de considérer l'interrelation entre le MUP et les femmes. Ces limitations empêchent également, toujours selon Massolo, de penser l'impact qu'a sur les femmes l'interaction entre les luttes urbaines et l'État, ou l'impact des expériences de conscientisation et de remise en question de la domination masculine dans les organisations sociales³⁶. *Por amor y coraje* est, à notre connaissance, la première tentative d'envergure de « visibilisation » des femmes du MUP et sans aucun doute la mieux réussie.

³⁴ Alejandra Massolo et Martha Schteingart, *Participación social, reconstrucción y mujer. El Sismo de 1985*, México D.F., El Colegio de México ; UNICEF, 1987, coll.« Documentos de trabajo », n° 1.

³⁵ Voir en ce sens, les chapitres 1 et 2 de A. Massolo, *Por amor y coraje...*, *op. cit.*

³⁶ *Ibid.*, p. 72. Sur la critique féministe des études urbaines d'Alejandra Massolo, voir également Alejandra Massolo, « Testimonio autobiográfico. Un camino de conocimiento de las mujeres y los movimientos urbanos en México », *La Ventana*, n° 1, 1995.

1.1.2.2. La mise en lumière des femmes du MUP

Massolo n'est évidemment pas la seule à adopter une perspective de genre et de s'intéresser aux femmes du MUP. La publication en 1992 de l'ouvrage collectif *Mujeres y ciudades* le démontre très bien³⁷. Plusieurs répondirent à l'appel de Massolo et tentèrent de comprendre l'impact sur les femmes de leur implication dans le MUP³⁸. Cette question devint d'ailleurs l'orientation principale des travaux sur le MUP adoptant une perspective de genre. Mais elle ne fut pas l'unique interrogation plantée par les chercheuses. Certaines, probablement influencées par le contexte ambiant, posèrent la question de la place des femmes du MUP dans le processus démocratique et la construction de la citoyenneté, qui mobilisait grandement les milieux académiques à partir des années 1990³⁹. D'autres se penchèrent sur le lien entre les femmes du MUP et le féminisme⁴⁰.

En définitive, il n'est pas sans importance de mentionner que l'ensemble des travaux sur le MUP adoptant une perspective de genre et qui ont été recensés dans ce bilan ont été réalisés par des femmes. Force est de constater que la critique d'Alejandra

³⁷ Alejandra Massolo (éd.), *Mujeres y ciudades: participación social, vivienda y vida cotidiana*, México, D.F, Colegio de México, Programa Interdisciplinario de Estudios de la Mujer, 1992.

³⁸ En plus des contributions se retrouvant dans *Mujeres y ciudades*, voir Amparo Sevilla, « La participación de las mujeres en el movimiento urbano popular », *Revista FEM*, n° 107, 1991. ; Lynn Stephen, « Women in Mexico's popular movements: Survival strategies against ecological and economic impoverishment », *Latin American Perspectives*, vol. 19, n° 1, 1992. ; María Eugenia Guadarrama Olivera, « Mujeres y movimiento urbano popular en México », *Anuario de hojas de Warmi*, n° 12, 2001.

³⁹ Alejandra Massolo, « Las políticas del barrio », *Revista Mexicana de Sociología*, vol. 56, n° 4, octobre 1994. ; Alejandra Massolo, « Mujeres en el espacio local y el poder municipal », *Revista Mexicana de Sociología*, vol. 58, n° 3, juillet 1996.

⁴⁰ Alma Rosa Sánchez Olvera, *El feminismo mexicano ante el movimiento urbano popular: dos expresiones de lucha de género, 1970-1985*, México, Universidad Nacional Autónoma de México, Campus Acatlán : Plaza y Valdés, 2002. ; Gisela Espinosa Damián, « Movimientos de mujeres indígenas y populares en México: encuentros y desencuentros con la izquierda y el feminismo », *Filosofía, política y economía en el Laberinto*, n° 29, 2009.

Massolo n'a pas été retenue, en dehors de rares exemptions, par ses collègues masculins ou encore en dehors des recherches sur les femmes. Ce silence aura d'importantes conséquences sur la compréhension du mouvement urbain populaire⁴¹, comme nous le verrons dans ce mémoire.

1.2. Problématique, questions de recherche et méthodes

Que l'on considère que le MUP ait été fondé afin de faire face aux contradictions de la ville capitaliste, ou à cause du travail des militants post-1968 et de leurs organisations politiques maoïstes, reste que la base de ce mouvement est tout aussi responsable de son avènement et de sa vitalité. C'est elle qui marchait dans les rues, bloquait les évictions de logement, vivait dans les différents quartiers défavorisés où elle affrontait la police et la précarité. Or, cette base n'a pas suscité grand intérêt des études urbaines. Si l'existence et le développement du MUP ont été expliqués à partir de perspectives analytiques « de l'extérieur » et « par le haut », force est de constater que le MUP n'a pas vraiment été étudié « par le bas ». Serait-ce parce que la base militante du MUP était composée d'une forte majorité de femmes ?

Rappelons qu'en études urbaines, seules les femmes chercheuses, à notre connaissance, se sont intéressées aux femmes du MUP, et qu'elles ont davantage été occupées à 1) la production d'une mémoire de femme, et 2) comprendre le processus de construction du sujet politique et la reconstruction de l'identité de genre. C'était là, de manière évidente, le premier pas à franchir afin de comprendre les femmes du MUP. Or, le MUP est une créature changeante et il évolue plus vite que la recherche

⁴¹ Parmi l'ensemble des travaux rassemblés dans ce bilan, seul l'ouvrage récent de Pedro Moctezuma nous semble considérer le rôle des femmes en profondeur, en établissant un dialogue constant entre leurs actions et le développement du MUP. Voir en ce sens P. Moctezuma Barragán, *La Chispa. Orígenes del Movimiento Urbano Popular en el Valle de México...*, op. cit.

ne peut le comprendre. Lorsque vint le moment d'évaluer le rôle joué par les femmes, force est de constater que les chercheuses glissaient déjà vers le moment démocratique de cette fin de siècle mexicain, et évaluaient le rôle des femmes en dialogue avec cette transition politique et la construction de la citoyenneté⁴². Ainsi, si les études sur le sujet ont à ce jour démontré comment le MUP a changé les femmes durant les années 1970 et 1980, elles ne se sont pas intéressées à la manière dont les femmes ont changé le MUP. En fait, à notre connaissance, aucune étude ne prend *les femmes* comme objet d'étude principal pour expliquer la nature et l'évolution du MUP.

De plus, en dehors des études de genres, les femmes du MUP n'ont jamais été considérées comme un élément d'explication. Au mieux, elles sont mentionnées comme « faisant partie » du mouvement au même titre que n'importe quel habitant des quartiers populaires. Au pire, elles sont totalement absentes. L'insistance sur le sujet femme dans les études urbaines adoptant une perspective de genre, et l'absence d'intérêt pour cette perspective chez le reste des chercheurs travaillant sur le MUP, est peut-être ce qui explique l'établissement de ces deux trajectoires parallèles qui ne se croisent que rarement, voir accidentellement. Aussi, en dehors de quelques travaux isolés,⁴³ il n'existe pas, à notre connaissance, de travaux tentant de faire le pont entre ces deux historiographies.

⁴² À titre d'exemple, il est possible de citer quelques travaux auxquels s'investit Alejandra Massolo dans les années 1990 : A. Massolo, « Las políticas del barrio »..., *op. cit.* ; A. Massolo, « Mujeres en el espacio local y el poder municipal »..., *op. cit.*

⁴³ A. Massolo, *Por amor y coraje...*, *op. cit.* ; P. Moctezuma Barragán, *La Chispa. Orígenes del Movimiento Urbano Popular en el Valle de México...*, *op. cit.*

Ce mémoire aura donc comme objectif de créer un pont entre ces deux lignes de force de l'historiographie. Un dialogue entre deux méthodes, soit celle de l'histoire par le bas (*history from below*) et celle de l'histoire du genre, permettra d'expliquer le MUP à partir d'un nouveau point de vue, celui de sa base militante, mais aussi de l'expliquer à partir d'un point de départ radicalement différent : celui des femmes. À la croisée de ces deux perspectives, cela implique l'acceptation d'un postulat épistémologique en faveur de l'existence de l'agentivité historique. En ce sens, nous nous appuyons sur la conception du pouvoir féminin de l'historien Jacques Guilhaumou :

Nous touchons là au problème de l'approche, à part entière, de l'agentivité du pouvoir féminin dans une conjoncture donnée, ce que nous appelons l'agentivité historique. Présentement le pouvoir féminin se décline en plusieurs temps : une tactique particulière par rapport aux structures de domination, une relative autonomie dans les choix des moyens de contrôle de sa vie, une capacité à résister au discours dominant et enfin, au niveau le plus général, une action (*historical agency*) propice au changement⁴⁴.

Évidemment, s'il est question de l'agentivité des femmes « d'en bas », il n'est pas question de rejeter l'impact du contexte économique et politique. Il ne sera pas question non plus d'omettre l'apport des organisations politiques et le rôle de « l'élite » militante, mais bien d'utiliser de nouvelles perspectives afin de proposer une histoire *intégrale* du mouvement urbain populaire (MUP). Cet impératif semble d'ailleurs d'autant plus important considérant l'absence des femmes du MUP aussi

⁴⁴ Jacques Guilhaumou, « Sur le concept d'agentivité », *Rives méditerranéennes*, vol. 1, n° 41, 2012, p. 27-28.

bien dans la récente *Historia de las mujeres en México*⁴⁵ que dans certains des travaux les plus récents sur le MUP⁴⁶, qui répètent la fameuse visibilité-invisibilité des femmes, pourtant critiquée par Díaz Ronner et Massolo dès 1984.

Comme nous le verrons, expliquer le MUP « par le bas » et à partir des femmes, permet de découvrir une autre facette de ce mouvement social. Si l'une des caractéristiques novatrices du MUP était son indépendance politique vis-à-vis du Partido Revolucionario Institucional (PRI), comme de nombreuses études l'ont démontré, une caractéristique encore plus originale, selon nous, est celle de la composition de ses membres, à majorité féminine. Passant radicalement du foyer à la rue, les femmes du MUP, qui s'organisèrent d'ailleurs en dehors du mouvement féministe, se mobilisèrent afin de faire avancer leurs propres intérêts. Elles confrontèrent ainsi les autorités municipales et leur famille en s'affranchissant partiellement des contraintes prescrites par leur rôle de genre. Une lutte qui, de surcroît, alla même jusqu'à rencontrer de la résistance à l'intérieur même du MUP, alors que l'agenda des femmes entraînait en conflit avec celui des organisations politiques de gauche qui tentaient d'articuler le mouvement urbain populaire à leurs projets politiques.

Afin d'en faire la démonstration, deux organisations du mouvement urbain populaire (MUP) ont été retenues, soit l'Unión de Vecinos de la Colonia Guerrero (UVCG) et l'Unión Popular de Inquilinos de la Colonia Morelos-Peña Morelos (UPICM-PM). Ces deux unions de voisins du centre-ville de Mexico D.F. offrent plusieurs points

⁴⁵ Patricia Galena (éd.), *Historia de las mujeres en México.*, México, Instituto Nacional de Estudios Históricos de las Revoluciones de México, 2015.

⁴⁶ R. Bautista González, *Movimiento Urbano Popular. Bitácora de Lucha. 1968-2011...*, op. cit. ; I. Betancourt, A. Velasco et L. Sagahón, *Sembrar la ciudad...*, op. cit.

d'entrée forts intéressants afin de comprendre le MUP à partir des femmes. Comme nous le verrons, les femmes y ont été particulièrement et majoritairement actives tout au long de la période étudiée. L'importance centrale de ces unions dans le processus de reconstruction post-sismique permet aussi d'évaluer le rôle des femmes à un moment où le MUP subit une forte mutation à Mexico D.F. De plus, l'UVCG ayant été l'une des organisations du MUP les plus actives et influentes à Mexico D.F., son analyse permet de postuler que le rôle des femmes n'est pas négligeable afin de comprendre la nature du mouvement urbain populaire (MUP). Enfin, l'existence d'un corpus d'études à leur sujet et la disponibilité des sources de première main ont aussi grandement motivé ce choix. La périodisation retenue s'ouvre en 1976, par la création des unions de voisins étudiées. L'année 1988, elle, fermera la périodisation, étant une année marquée par des transformations importantes chez ces organisations, causées notamment par la fin de leur projet de reconstruction post-sismique, la création de l'Asamblea de Barrios (en avril 1987),⁴⁷ et la tenue des élections présidentielles de 1988. Les tremblements de terre du 19 et 20 septembre 1985 diviseront cette période en deux, ceux-ci ayant eu un impact direct sur le militantisme de ces organisations et sur la vie des femmes de ces quartiers.

1.3. Sources

Afin de mettre en lumière l'impact des femmes sur le MUP, ce mémoire se base sur plusieurs types de sources. D'abord, les sources écrites sont composées de journaux à grand tirage, comme *El Nacional*, *La Jornada*, *El Proceso* et *Unomásuno*. Quelques documents proviennent également des organisations étudiées, comme leurs

⁴⁷ L'UPICM-PM et une partie de l'UVCG furent particulièrement actives dans la création d'Asamblea de Barrios (AB), plusieurs dirigeants des premières devenant des têtes d'affiche de la dernière. Le militantisme des unions étudiées changea alors et s'orienta sur les nouvelles luttes entreprises par AB.

pamphlets, leurs journaux, ou leurs revues. Ces documents proviennent de plusieurs centres d'archives: Archivo General de la Nación (AGN), la Biblioteca Miguel Lerdo de Tejada, la Hemeroteca Digital de la Universidad Nacional Autónoma de México et les archives de Casa y Ciudad A.C.⁴⁸. Yolanda Tello Mondragón, ex-militante de l'Unión de Vecinos de la Colonia Guerrero et d'Asamblea de Barrios, m'a aussi permis de consulter quelques documents de ses archives personnelles. J'ai également utilisé les données de l'*Anuario Estadístico del Distrito Federal* de 1984 et des recensements de 1980 et de 1990 réalisés par l'Instituto Nacional de Estadística y Geografía (INEGI) aussi bien pour dresser le contexte socioéconomique et démographique des quartiers étudiés que dans l'élaboration de mon analyse de genre. Plusieurs tableaux ont été élaborés à partir de ces données. Ensuite, un important travail de localisation des témoignages a été effectué afin de les rassembler en un corpus. La plus grande partie provient des recueils de témoignages suivants : *Aquí nos quedaremos...! Testimonios de la Coordinadora Única de Damnificados*,⁴⁹ *Soy de la Guerrero y aquí me Quedo*,⁵⁰ et *Que Veinte Años no es Nada...*⁵¹. Ces trois ouvrages, compilant les témoignages d'acteurs et actrices de la Coordinadora Única de Damnificados (CUD), de l'Unión de Vecinos de la Colonia Guerrero (UVCG) et de l'Unión Popular de Inquilinos de la Colonia Morelos-Peña Morelos (UPICM-PM) ont été réalisés dans un contexte commémoratif, en l'occurrence le 10e et le 20e anniversaire des tremblements de terre de 1985. D'autres témoignages ont été

⁴⁸ Les archives de Casa y Ciudad A.C. ne sont pas indexées. Les documents proviennent de leur bibliothèque, qui me fut ouverte, et de la sélection de certains documents triés sur le volet par leur employé Miguel Ángel Gorostieta Monjaraz. Les documents provenant de cette ONG seront mis en référence de la manière suivante : Archives Casa y Ciudad A.C., Ciudad de México.

⁴⁹ Leslie Serna (éd.), *Aquí nos quedaremos...! : testimonios de la Coordinadora Unica de Damnificados*, México, D.F., Unión de Vecinos y Damnificados 19 de Septiembre, A.C. : Universidad Iberoamericana, 1995.

⁵⁰ Georgina Sandoval (éd.), *Soy de la Guerrero y aquí me Quedo*, México, D.F., Casa y Ciudad, 2005.

⁵¹ Georgina Sandoval (éd.), *Que Veinte Años no es Nada...*, México, D.F., Casa y Ciudad, 2005.

localisés dans un numéro spécial de la revue *Esto pasó en México*⁵², dans les actes du séminaire *Actores sociales y demandas urbanas*⁵³ et dans plusieurs numéros de la revue *La Guerrero. Identidad y palabra*⁵⁴. Une autre source importante, le témoignage de Regina, qui se trouve dans le livre d'Alejandra Massolo *Por amor y coraje*, vient compléter ce corpus⁵⁵. Enfin, trois entrevues sous forme de discussion libre ont été réalisées à la Ciudad de México avec des militants du MUP. Les deux premières furent réalisées le 31 mars 2017 avec Georgina Sandoval, d'une durée de 43 minutes⁵⁶ et avec Yolanda Tello Mondragón, d'une durée de 46 minutes. Une troisième entrevue eu lieu le 2 avril 2017 avec Francisco « Paco » Saucedo et Yolanda Tello Mondragón à leur résidence de la colonia Guerrero, d'une durée 4h51min.

1.4. Plan du mémoire

Le chapitre 2 offrira une présentation et une analyse du contexte et des acteurs historiques étudiés dans ce mémoire. Deux sections composeront ce chapitre: l'une traitant de la lutte des locataires (*lucha inquilinaria*) entre 1976-1985; l'autre, des tremblements de terre du 19 et 20 septembre 1985 et de la lutte pour la reconstruction entreprise par l'UVCG et l'UPICM-PM lors de la période 1985-1988. Ces deux

⁵² Enrique de la Garza Toledo (éd.), *Esto pasó en México*, México, D.F, Editorial Extemporáneos, 1985, coll.« Documentos extemporáneos », n° 7.

⁵³ Silvia Bolos (éd.), *Actores sociales y demandas urbanas*, México, D.F, Universidad Iberoamericana : Plaza y Valdés Editores, 1995.

⁵⁴ *La Guerrero. Identidad y palabra* est une revue de quartier publiée depuis 2014 dans le but de sauvegarder la culture, la mémoire et l'identité des résidents de la colonia Guerrero. Éditée, entre autres, par le sociologue José Luis Macías (UNAM) et appuyé par l'organisation de voisins Comité ciudadano y vecinal "140 aniversario de la colonia Guerrero". Les numéros consultés sont les suivants : 1 à 11, 22, 23 et 24, publiés entre novembre 2014 et novembre 2016.

⁵⁵ Voir A. Massolo, *Por amor y coraje...*, *op. cit.*, p. 339-363.

⁵⁶ Toutefois, la majorité de l'entrevue a été perdue à cause d'une dysfonction de l'enregistreuse numérique. Seulement 11min.43sec. ont pu être sauvées.

sections du chapitre 2 serviront de base sur laquelle reposeront respectivement les analyses de genre des chapitres 3 et 4. Dans le chapitre 3, nous reviendrons sur la période de la lutte des locataires en l'expliquant à partir de l'expérience des femmes. Nous verrons ainsi que ce militantisme de voisinage provint en grande partie du rôle de genre des femmes. Dans le chapitre 4, nous analyserons le rôle et la participation des femmes dans le projet de reconstruction post-sismique organisé par l'UVCG, l'UPICM-PM et leurs alliés. Nous pourrions y observer deux éléments principaux. D'une part, en continuité avec la période précédente, les femmes de l'UVCG et de l'UPICM-PM continuèrent de représenter des actrices de premier plan, en s'impliquant dans toutes les tâches liées au militantisme de voisinage. D'autre part, nous remarquerons aussi que les femmes entretenirent une relation ambiguë avec le projet de reconstruction. Si elles influencèrent directement sa tenue et sa direction, le projet de reconstruction reconduisit également plusieurs contraintes patriarcales minant l'agentivité des femmes de l'UVCG et de l'UPICM-PM.

CHAPITRE II

TRANSFORMATIONS URBAINES ET MILITANTISME DE VOISINAGE DANS LES COLONIAS GUERRERO ET MORELOS

Dans ce chapitre, nous prendrons le temps d'expliquer et d'analyser quelques éléments cruciaux du contexte historique qui permettront de comprendre le militantisme de voisinage dans les quartiers étudiés. Cela servira d'assise à l'analyse de genre qui sera déployée dans les chapitres 3 et 4. Mais avant d'aller plus loin, deux précisions théoriques s'imposent. D'une part, dans les lignes qui suivent, il sera souvent question du concept du « droit à la ville ». Aussi, prenons quelques instants afin de cerner ce à quoi il renvoie. Initialement pensé par le philosophe et sociologue français Henri Lefebvre, celui-ci formule le droit à la ville de la manière suivante:

Droit à la vie urbaine, transformée, renouvelée [...] que l'urbain, lieu de rencontre, priorité de valeur d'usage, inscription dans l'espace d'un temps promu au rang de bien suprême parmi les biens, trouve sa base morphologique, sa réalisation pratico-sensible¹.

En d'autres termes, le droit à la ville est la *réalisation* du « droit à l'accès à la centralité urbaine, à la vie urbaine, aux lieux de rencontres, d'échanges, de rassemblement, au « ludique »². Il est important de noter que les actions et les idées des acteurs du militantisme de voisinage que nous étudierons concordent avec le droit à la ville de Lefebvre, car elles « impliqu[ent] un projet de démocratie et de

¹ Henri Lefebvre, « Le droit à la ville », *L'Homme et la société*, vol. 6, n° 1, 1967, p. 35.

² Laurence Costes, « Le Droit à la ville de Henri Lefebvre : quel héritage politique et scientifique ? », *Espaces et sociétés*, vol. 140-141, n° 1, 2010, p. 181.

renforcement de la société civile³ ». En ce sens, rappelons que Lefebvre croyait que « [s]eule la classe ouvrière peut devenir l'agent, porteur ou support social de cette réalisation⁴. » Rappelons aussi que la première édition du livre d'Henri Lefebvre *Le droit à la ville* parut en 1968. Ce livre ayant fortement influencé les études urbaines à l'époque, plusieurs des acteurs dont il sera question dans les lignes qui suivent ont baigné dans l'héritage de la sociologie militante de Lefebvre, qui appelait à construire des savoirs qui pourraient favoriser le changement social et politique, comme le propose d'ailleurs Laurence Costes :

C'est pourquoi il [Lefebvre] propose d'élaborer un programme politique de réforme urbaine à soumettre aux partis politiques, d'encourager de nouvelles formes d'architecture intégrant la dimension sociale tout en faisant appel à l'imagination, « utopie concrète », permettant à l'homme de recouvrer la ville comme « œuvre », c'est-à-dire support de pratiques sociales autonomes⁵.

Nous invitons le lecteur à garder en tête le concept et le projet que contient le droit à la ville d'Henri Lefebvre, car celui-ci se retrouvera aussi bien dans l'explication des faits historiques proposée par ce mémoire que dans la pensée et les actions des acteurs ici étudiés. D'autre part, le concept du droit à la ville sera utilisé en conjonction avec celui de la relégation spatiale, entendu à partir de la définition qu'en donne la géographe Denise Pumain, soit un processus « qui tend à exclure et regrouper des populations qui n'ont pas le choix de leur lieu de résidence, parce qu'elles sont moins favorisées ou moins bien assimilées⁶. » Ces deux concepts me

³ *Ibid.*

⁴ H. Lefebvre, « Le droit à la ville »..., *op. cit.*, p. 35.

⁵ L. Costes, « Le Droit à la ville de Henri Lefebvre »..., *op. cit.*, p. 181.

⁶ Denise Pumain, « Ségrégation », dans *Hypergéogé*, 2006, récupéré de : <http://www.hypergeo.eu/spip.php?article372>, (consulté le 12 mars 2018).

permettront ainsi de cerner clairement l'essence même du militantisme de voisinage dans les colonias Guerrero et Morelos : une lutte menée par les habitants les plus défavorisés afin de garantir leur droit de vivre dans ces quartiers centraux; en opposition aux forces qui le leur refusèrent en les déplaçant là où ils ne voulaient pas vivre.

Cela étant dit, nous pouvons maintenant aborder les éléments du contexte historique qui seront mobilisés lors de l'analyse proposée par ce mémoire. Comme nous le verrons, les organisations étudiées durent faire face à deux conjonctures historiques à l'intérieur desquelles se déroule cette bataille entre le droit à la ville et la relégation spatiale. Ces batailles, se sont la lutte des locataires (*lucha inquilinaria*) et la lutte pour la reconstruction post-sismique. Aussi, après avoir présenté brièvement les colonias Guerrero et Morelos, ce chapitre sera divisé en deux parties, qui contextualiseront respectivement les chapitres 3 et 4. D'une part, il sera question des mutations urbaines dans les colonias Guerrero et Morelos durant les années 1970, elles-mêmes responsables de la création de l'UVCG et de l'UPICM-PM. D'autre part, nous nous intéresserons à la réponse (politique) des unions de voisins face à la destruction provoquée par les tremblements de terre du 19 et 20 septembre 1985.

2.1. Les colonias Guerrero et Morelos, une caractérisation

Dans cette section, nous nous attarderons très sommairement aux caractéristiques physiques et sociohistoriques des deux quartiers de Mexico D.F. ciblés dans ce mémoire, soit les colonias Guerrero et Morelos. Celles-ci se trouvent au centre de la capitale, dans la délégation Cuauhtémoc et dans la délégation Venustiano Carranza (*voir Annexe A*). Tout comme ces délégations, les colonias Guerrero et Morelos sont contigües, ayant pour frontière commune un petit tronçon de l'avenue Santa María la Redonda.

2.1.1. La colonia Guerrero

La colonia Guerrero (*voir Annexe B*) se trouve au nord de la délégation Cuauhtémoc. Elle est délimitée par les avenues suivantes : l'avenue Ricardo Flores Magón au nord, l'avenue Hidalgo-Puente de Alvarado au sud, l'avenue Santa María la Redonda à l'est, et l'avenue Insurgentes Norte à l'ouest. Elle est coupée en deux par la diagonale formée par la prolongación del Paseo de la Reforma, construite entre 1960 et 1964⁷. En 1970, elle occupait un espace d'environ 230 hectares, sa population était de 80 240 habitants et sa densité moyenne était de 450 habitants/hectare⁸. Elle accueille une population fondamentalement ouvrière depuis sa fondation en 1872, notamment à cause de la présence importante de l'industrie ferroviaire du Ferrocarril Mexicano et du Ferrocarril Central⁹.

2.1.2. La colonia Morelos

La colonia Morelos, aussi connue et identifiée par son nom d'origine « Tepito », se trouve dans deux délégations. Sa moitié Ouest est localisée au Nord-est de la

⁷ La construction de cette immense avenue provoqua d'ailleurs l'expulsion de milliers d'habitants de la colonia Guerrero. Entre 1960 et 1970, la population de la colonia chute de 92 215 à 80 240 habitants. Pour une étude approfondie de l'impact de la construction de la prolongación del Paseo de la Reforma sur la colonia Guerrero, voir Miguel Ángel Gorostieta Monjaraz, *Política urbana en el Distrito Federal, 1952-1966. La prolongación del Paseo de la Reforma y la transformación socioespacial de la colonia Guerrero*, mémoire de maîtrise, Universidad Autónoma Metropolitana Unidad Azcapotzalco, 2016. Pour les données ici mentionnées, voir la page 207.

⁸ Ces données proviennent principalement d'Alejandro Suárez Pareyón, « La colonia Guerrero: un caso de deterioro urbano en la Ciudad de México 1a. parte », *Arquitectura autogobierno*, vol. 6, 1977. Toutefois, au lieu des 79 000 habitants proposés par Alejandro Suárez Pareyó, nous avons préféré retenir la donnée la plus récente offerte par Miguel Ángel Gorostieta Monjaraz (80 240 habitants) qui nous semblait plus crédible. Voir M.Á. Gorostieta Monjaraz, *Política urbana en el Distrito Federal, 1952-1966. La prolongación del Paseo de la Reforma y la transformación socioespacial de la colonia Guerrero...*, op. cit., p. 207.

⁹ M.Á. Gorostieta Monjaraz, *Política urbana en el Distrito Federal, 1952-1966. La prolongación del Paseo de la Reforma y la transformación socioespacial de la colonia Guerrero...*, op. cit., p. 68-70.

délégation Cuauhtémoc. Sa moitié Est, elle, se trouve au Nord-ouest de la délégation Venustiano Carranza (voir *Annexe C*). Elle est circonscrite par les rues suivantes : Canal del Norte (Eje 2 norte) et l'avenue circunvalación au Nord, Avenida del Trabajo (Eje 1 norte) au Sud, l'avenue Santa Maria la Redonda et la prolongación del Paseo de la Reforma à l'ouest et avenida ing. Eduardo Molina (Eje 3 oriente) à l'Est. Ses habitants, dont le nombre n'a pas été possible d'identifier,¹⁰ est principalement composée d'artisans et de petits commerçants depuis ses origines précolombiennes. Le marché de Tepito s'y retrouvant est l'expression la plus emblématique du commerce de rue de la capitale mexicaine, celui-ci occupait 65 000 m² de la voie publique en 1981¹¹. Le commerce de rue de Tepito, qui prend de plus en plus d'importance dans l'économie du quartier à partir des années 1970, a toutefois la particularité suivante : on y écoule une grande quantité de marchandises issues du marché noir (*fayuca*). Si le quartier est connu pour son commerce illicite, la prostitution ou la production et la consommation d'alcool dès le 19^e siècle, Tepito devint graduellement un espace de non-loi où la vente de fayuca devint l'occupation de la majorité de la population du quartier¹².

¹⁰ Puisque les données des recensements sont organisées à l'échelle de la délégation, peu de données existent sur les colonias en tant que telles. Ce faisant, afin de dresser un portrait le plus juste possible ici comme dans les prochains chapitres, nous avons croisé les données spécifiques aux colonias Guerrero et Morelos compilées par d'autres chercheurs avec celles du recensement de 1980. En ce qui concerne la population totale de la colonia Morelos, cette donnée est malheureusement introuvable à travers les sources à notre disposition.

¹¹ Taller Cinco, « Plan Alternativo para la Rehabilitación Urbana de Tepito », *Once: cuadernos de arquitectura y urbanismo*, n° 1, 1981. Guillermina Grisela Castro Nieto, « Intermediarismo político y sector informal: el comercio ambulante en Tepito », *Nueva Antropología*, vol. 11, n° 37, 1990. Voir aussi Ofelia Becerril Quintana, *La renovación urbana como proceso de segregación en el centro de la ciudad. El caso de Tepito en 1972-1987*, tesis profesional, Universidad Nacional Autónoma de México, 1992, p. 2.

¹² Selon Kristýna Omastová, la période 1974-1994 représente « l'âge d'or de la fayuca ». Elle propose également que le marché noir tepiteño a toujours été toléré par les autorités en échange de compensations monétaires et d'appuis politiques. Omastová prétend d'ailleurs que le Partido Revolucionario Institucional (PRI) profita de cet « âge d'or » afin de coopter les vendeurs de fayuca et d'en faire leur base politique dans le secteur informel à travers la Confederación Nacional de Organizaciones Populares (CNOP). Il est à noter que cette dimension du quartier Tepito n'a pas

2.2. La mutation du centre-ville de Mexico et la relégation spatiale

Avant que ne survienne la destruction provoquée par le tremblement de terre de 1985, les habitants des quartiers centraux du District fédéral (D.F.) ont souffert et ont tenté de résister à au moins trois phénomènes menaçant leur droit à la ville, soit la construction de nouvelles infrastructures urbaines, la dégradation du parc locatif et les impacts délétères de la rénovation urbaine.

2.2.1. Nouvelles infrastructures urbaines et logement populaire

La construction d'infrastructures de mobilité urbaine a transformé le visage des colonias Guerrero et Morelos. Comme il le fut mentionné plus haut, l'exemple de la construction de la prolongación del Paseo de la Reforma est particulièrement parlant. Son sillage ayant provoqué la destruction de milliers de logements, la population de la colonia Guerrero chuta de 14 975 habitants entre 1960 et 1970¹³. Ce genre de transformations, qui menaçaient le droit à la ville des habitants des colonias Guerrero et Morelos, se poursuivirent durant les années 1970. Parmi les changements ayant eu le plus d'impact se trouve la construction de lignes de métro et d'axes routiers (ejes viales), qui a mené, elle aussi, à la destruction de nombreux logements. Si certaines agences gouvernementales construisent parfois de nouveaux appartements afin de compenser l'expropriation et la destruction de ces habitations, comme c'est le cas dans la colonia Guerrero lors de la construction de l'axe 1 ouest (Eje 1 poniente) et de

été prise en compte dans cette recherche. S'il avait été possible de le faire, cela aurait probablement été pertinent, notamment afin de comprendre l'influence du PRI sur le quartier et dans les vecindades. Voir à cet effet, Kristýna Omastová, *Tepito y su transformación desde 1960 hasta el presente. Formas presentes de la cultura de la pobreza*, mémoire de maîtrise, Charles University, 2017.

¹³ M.Á. Gorostieta Monjaraz, *Política urbana en el Distrito Federal, 1952-1966. La prolongación del Paseo de la Reforma y la transformación socioespacial de la colonia Guerrero...*, op. cit., p. 207.

l'axe 1 central, la plupart des anciens résidents ne purent acquérir ces nouvelles propriétés trop coûteuses. Ils se retrouvèrent donc expulsés du quartier et se virent obligés de s'installer à la périphérie de la ville, où les loyers étaient beaucoup plus faibles¹⁴. Plusieurs habitants de la colonia Morelos subirent le même sort, comme se le remémorait Felipe Hernández, dirigeant de l'UPICM-PM : « [c]uando los Ejes Viales y el Metro, llegaron y a las gentes las sacaron, los lanzaron. [...] Fueron a parar a Ciudad Nezahualcóyotl, tenían que desplazarse para trabajar aquí a su lugar de origen¹⁵. »

Ce scénario est d'ailleurs encore frais dans la mémoire des habitants de la colonia Guerrero lorsqu'ils appréhendaient les réponses du gouvernement face au défi de la reconstruction post-sismique. C'est du moins ce que porte à croire le témoignage de Patricia Osorio, interviewée quelques semaines après le tremblement de terre à propos du décret d'expropriation, une mesure d'urgence adoptée par le gouvernement fédéral et l'une des principales revendications des sinistrés lors des premières semaines suivant la catastrophe:

« [Journaliste] ¿Cuál es su opinión acerca del decreto expropiatorio que afecta vecindades de su colonia? [Patricia Osorio] Bueno de que nos

¹⁴ Georgina Flores Juárez, Jesús Carlos Alberto et Brizuela Hernández, *Reconstruiremos con nuestras propias manos: La Guerrero*, thèse de licenciatura, Universidad Autónoma Metropolitana unidad Iztapalapa, 1988, p. 28-29.

¹⁵ Ciudad Nezahualcóyotl est une municipalité de l'État de Mexico, en périphérie de Mexico, District fédéral. Elle subit un processus d'urbanisation extrêmement intense, passant de 5590 habitants en 1950 à 1,4 million en 1980. Elle accueille ainsi des milliers de migrants, en plus de plusieurs anciens habitants de la capitale y étant refoulés. Le déplacement entre la colonia Morelos et Ciudad Nezahualcóyotl peut prendre plusieurs heures. À ce sujet, voir les ouvrages suivants : S. Gruzinski, *Histoire de Mexico...*, *op. cit.*, p. 387-388.; K.F. Maffitt, « Nueva política, social viejo contrato social: políticas de vivienda y protesta urbana en la periferia de la Ciudad de México, 1960s-1980s »..., *op. cit.* Pour le témoignage cité dans le texte, voir: Georgina Sandoval (éd.), *Que Veinte Años no es Nada...*, *op. cit.*, p. 29.

afecten, pues ya hemos tenido experiencias cuando se hicieron los ejes viales. Toda esta gente de los ejes viales, bueno pues los mandaron a la periferia ¿no? Y nuestro temor es que también nos vayan a hacer lo mismo. De que nos vayan a sacar de nuestra colonia a donde pues ya tenemos bastante tiempo viviendo y pues nuestros hijos, las escuelas que están cerca y todo eso. [Journaliste] ¿Cuál es la opinión común de los habitantes de la colonia Guerrero acerca de este problema? [Patricia Osorio] Bueno pues hay mucha desconfianza, mucha...como lo diría yo, pues confusión más que nada. Porque algunos de mis vecinos opinan que a la mejor nos van a hacer casas, casas grandes...bueno departamentos grandes con una renta que no podemos pagar. Otros opinan que no. Pues que a lo mejor nos van a sacar en fin¹⁶. »

La même préoccupation était partagée par Manuel Rivera, un représentant de l'UVCG et de la Coordinadora Única de Damnificados (CUD)¹⁷. En novembre 1985, il rappelait l'exemple des ejes viales afin de démontrer que le maintien de la population dans leur quartier d'origine était incertain, et ce malgré les promesses du gouvernement matérialisées par l'octroi de certificats :

« En cuanto a la entrega de certificados de derechos, mencionó [Manuel Rivera] que no tienen validez legal alguna, y recordó el caso de la construcción de ejes viales, cuando se distribuyeron documentos similares, sin que hasta ahora se haya otorgado la vivienda prometida a los afectados¹⁸. »

¹⁶ Réalisation et production inconnue, *Semana Laboral*, (s.d.) récupéré de : https://www.youtube.com/watch?v=jHZT_0Pq1ss

¹⁷ La Coordinadora Única de Damnificados (CUD) est une organisation parapluie créée en octobre 1985 à Mexico D.F. Le but de cette organisation était de créer un front commun en unissant les différentes organisations de quartiers et de sinistrés impliquées dans la lutte de protection du droit à la ville et pour la reconstruction des logements des victimes des tremblements de terre du 19 et du 20 septembre 1985. L'UVCG et l'UPICM-PM ont toutes deux participé activement à sa création.

¹⁸ Cristina Martin, (1985, 14 novembre) La participación ciudadana, sólo en el discurso político, *La Jornada*, p. 23.

Comme Manuel Rivera l'avait prédit, Renovación Habitacional Popular (RHP), le programme de reconstruction gouvernemental, perdit la trace de cinq cents certificats de droit à l'habitation, qui disparurent sans explications des bureaux du module 8 le mois suivant¹⁹. Trois cent cinquante d'entre eux avaient été accordés à des habitants de la colonia Morelos. Évidemment, il est impossible de savoir si certaines de ces cinq cents familles sollicitèrent un nouveau certificat. Il est tout aussi impossible de savoir si cette deuxième demande fut accordée ou non et si celle-ci permit aux familles sinistrées d'acquérir une habitation. Toutefois, considérant la nature hautement bureaucratique, partisane et vénale de RHP, il n'est sûrement pas exagéré de considérer le pire des scénarios pour certaines de ces familles²⁰. À tout le moins, c'est ce que craignait Lucas Alvarez, porte-parole de l'Unión de Vecinos y Damnificados de la Colonia Valle Gomez, qui parlait au nom des 250 familles de la Valle Gomez ayant également été victime de ce qu'il considérait être une manœuvre politique : « se trata de una maniobra política. Con esta acción, se pretende retardar la solución de los problemas de los damnificados²¹ ».

2.2.2. Détérioration du capital bâti et le logement populaire

¹⁹ Alba Elisa Lizama (1985, 7 décembre) Extravió 500 Certificados de Derechos de Habitación, *El Nacional*, segunda sección, p. 3.

²⁰ Les activités de RHP étaient si controversées que plusieurs milliers de plaintes furent acheminées à la Comisión de Gestoría y Quejas de la Cámara de Diputados. Sa présidente María Emilia Farías dénonça publiquement la corruption des fonctionnaires de RHP en janvier 1986, soit trois mois après la création du programme de reconstruction. En avril 1986, avant même que RHP n'ait construit un seul logement, Manuel Aguilera remplace José Parcero López en tant que directeur de RHP. Sur les plaintes, voir Ubaldo Díaz, (1986, 18 janvier) Desvirtúan el Programa de Renovación Habitacional, advierte Emilia Farías. Denuncia la voracidad de algunos funcionarios menores, *Unomásuno*, p. 10. Pour un témoignage de Manuel Aguilera, voir Lili Valadez (2005, 14 septembre) Programa de renovación, un sueño que se extinguió. Dans *El Universal*. Récupéré de: <http://archivo.eluniversal.com.mx/ciudad/70831.html>

²¹ Alba Elisa Lizama (1985, 7 décembre) Extravió 500 Certificados de Derechos de Habitación, *El Nacional*, segunda sección, p. 3.

Un autre phénomène menaçait l'établissement des familles à faibles revenus dans les colonias du centre de la ville, soit la dégradation de son parc locatif. La détérioration des logements populaires était due, entre autres raisons, à la conjoncture dérivant du régime des loyers gelés (*rentas congeladas*). Instauré en 1942, ce régime contraignait les propriétaires à maintenir le même loyer malgré l'inflation et la hausse des taxes, ce qui les poussait à négliger l'entretien de leurs propriétés²². Cela devint particulièrement dangereux lorsque ce phénomène touchait des *vecindades*. Les *vecindades* étaient des bâtiments datant du début du vingtième siècle et faisaient office d'habitation à loyer modique (HLM) privé²³. Elles étaient constituées de plusieurs logements d'une à deux pièces, sans salle de bain et souvent sans fenêtres. Leurs murs et leurs toits étant traditionnellement construits d'épaisses couches de terres (adobe), cette pesante structure s'alourdissait davantage durant la période des pluies à cause de la porosité de son matériau. Les nombreux écroulements de *vecindad*, parfois mortel, furent l'une des causes favorisant la relégation spatiale des habitants des quartiers centraux vers la périphérie de Mexico D.F., ceux-ci ne pouvant pas toujours y retrouver un logement abordable. Ce faisant, le manque d'entretien des *vecindades*, qu'il soit engendré par le régime des loyers gelés ou non, engendrait donc un danger réel autant au droit à la ville qu'à l'intégrité physique de ses habitants. En 1978, le Departamento del Distrito Federal (DDF) estimait à plus de dix mille le nombre de *vecindades* à l'état de ruine (*estado ruinoso*)²⁴. Ces édifices forts peu

²² Selon la définition qu'en donne l'UVCG dans le Manuel du locataire (*Manual del inquilino*) les loyers gelés sont tous les baux résidentiels et commerciaux de 300 pesos et moins contractés avant le 1^{er} janvier 1949. Voir Unión de Vecinos de la Colonia Guerrero, (1984) *Manual del inquilino*, Archives Casa y Ciudad A.C., Ciudad de México.

²³ Je remercie le politologue Julián Durazo pour la comparaison utile, qui image assez bien ce que représentait les *vecindades* de l'époque.

²⁴ Antonio Castellanos M. (1978, 9 septembre) *Decadencia urbana Provocada por Congelar Rentas: Inquilinos. Refuerzan las Vecindades Viejas*, *Últimas noticias*. [Coupure de journal] Fonds d'archives Manifestaciones, mítines y zafarranchos (1977-1981), (IPS, Caja 1725 B, exp. 6) Archivo General de la Nación.

commodes se retrouvant principalement dans les quartiers populaires du centre-ville,²⁵ les familles à faible revenu y habitant étaient donc les principales victimes de la détérioration du parc locatif de la capitale. Bref, la location devenant de moins en moins rentable et les immeubles en désuétude, les propriétaires avaient donc tendance à tenter d'en expulser leurs résidents afin de mettre fin aux loyers gelés, pour reconstruire un nouveau bâtiment ou pour vendre la propriété. Les familles qui logeaient ces appartements se virent, elles aussi, confronter au risque d'être expulsées de leur quartier.

2.2.3. Rénovation urbaine, embourgeoisement et logement populaire

Les autorités municipales et fédérales n'agissaient pas non plus en faveur des habitants des colonias Guerrero et Morelos, les plans d'urbanisme des premiers augmentant la pression subie par ces derniers. D'une part, la construction des ejes viales mentionnée précédemment fit augmenter la valeur du sol. Ayant pris comme exemple les propriétés de la rue Guerrero dans la colonia homonyme, le sociologue René Coulomb a démontré que la valeur cadastrale passa de 1250 à 5500 pesos le mètre carré après que la rue fut transformée en axe routier²⁶. Toujours selon Coulomb, cela fit élever les loyers et favorisa la spéculation foncière, rendant graduellement impossible quelque programme d'habitation accessible à la population d'origine. D'autre part, influencées par les conclusions de l'étude *Herradura de*

²⁵ En 1983, les vecindades représentent 31% des habitations de la délégation Cuauhtémoc, où se trouvent les colonias Guerrero et une partie de la colonia Morelos. Il est fort probable que ce taux soit beaucoup plus élevé si on le calculait à l'échelle de ces colonias, considérant que la délégation Cuauhtémoc accueille plusieurs autres colonias de niveaux socioéconomiques supérieurs et au capital bâti différent de celui des colonias étudiées. Sur le pourcentage de vecindad, voir Beatriz García Peralta, « Situación de la vivienda en las delegaciones afectadas por los sismos », *Revista Mexicana de Sociología*, vol. 48, n° 2, avril 1986, p. 287.

²⁶ René Coulomb, « Políticas urbanas en la ciudad central del área metropolitana de la Ciudad de México (1958-1983) », *Revista de Ciencias Sociales y Humanidades*, n° No. 9, 1983, p. 44.

Tugurios, Problemas y Soluciones menée par l'Instituto Nacional de la Vivienda (INV) en 1958, les autorités municipales avaient également tendance à vouloir transformer radicalement la vocation des quartiers populaires du centre-ville. Adoptant alors une vision hygiéniste, l'habitation populaire, matérialisée principalement par la *vecindad*, y subit alors un stress énorme, notamment lors des premiers projets de type « bulldozer » qui menèrent à la destruction de quartiers entiers²⁷. Si la philosophie resta relativement la même, l'approche changea ensuite à partir des années 1970²⁸. Troquant l'éradication pure et simple des quartiers « bidonvilles » pour une politique de rénovation urbaine. Cette nouvelle approche se matérialisa pour la première fois à travers le *Plan Tepito*, mis de l'avant dans la colonia Morelos entre 1972 et 1984. Toutefois, comme la première approche, la rénovation urbaine ne fut pas en mesure de résoudre le problème de l'habitation populaire, comme le mentionne René Coulomb :

« Se construyeron 761 departamentos, lo que significó un déficit de 399 viviendas en relación a las demoliciones efectuadas. Así, 350 familias vivían todavía en campamentos de vivienda "transitoria", diez años después, en septiembre de 1985²⁹. »

²⁷ L'étude de l'INV impute alors à la *vecindad* de nombreux maux accablant la ville : « hacinamiento, condiciones du vida infrahumana que llevan al aniquilamiento moral de sus habitantes, al vicio y a la destrucción de la familia ». Cité dans René Coulomb, « El impacto urbano del programa "Renovación Habitacional Popular », dans Priscilla Connolly, Emilio Duhau et René Coulomb (dir.), *Cambiar de casa pero no de barrio: estudios sobre la reconstrucción habitacional en la Ciudad de México*, México, D.F, Universidad Autónoma Metropolitana, División de Ciencias Sociales y Humanidades, 1991, p. 42.

²⁸ Sur la périodisation, voir Anavel Monterrubio, « Políticas habitacionales y residencialidad en el Centro Histórico de la Ciudad de México », *Argumentos*, vol. 24, n° 66, 2011.

²⁹ R. Coulomb, « El impacto urbano del programa "Renovación Habitacional Popular »..., *op. cit.*, p. 44. À propos des effets négatifs des plans d'urbanisme sur le logement populaire, dont le *Plan Tepito*, voir également A. Massolo, « ¡Que el gobierno entienda, lo primero es la vivienda! »..., *op. cit.*, p. 208-209.

Le *Plan Tepito* aggrava donc le problème du logement populaire en exacerbant le manque de logement. Pour la population locale, le déficit de logement était toutefois plus important que ne le laisse croire l'écart entre la démolition des logements d'origines et la construction de logements neufs. Comme le mentionne Ofelia Becerril Quintana, les logements construits dans le cadre du *Plan Tepito* furent bien souvent inaccessibles à la population de la colonia Morelos, car leur achat nécessitait un revenu de deux à sept fois le salaire minimum, soient des revenus très élevés pour une population vivant principalement du commerce de rue et de l'artisanat³⁰. Si les plans d'urbanisme dans le genre de celui du *Plan Tepito* empirèrent la crise du logement, ils eurent également tendance à changer la vocation des quartiers visés, notamment en encourageant la construction de bâtiments commerciaux, touristiques ou de services, ce qui inquiétait également ceux qui y vivaient. Le mode de vie et la culture locale, vecteur d'identité et d'occupation, se virent ainsi également menacés. Ce portrait pessimiste était du moins celui que dressait Armando Ramirez, de la Peña-Morelos, lorsqu'il commentait le *Plan Tepito* en 1985: « [n]o se pretendía tanto la restauración del barrio resolviendo un problema arquitectónico-urbanístico, sino aplicar una serie de estrategias políticas para desaparecer Tepito³¹. » Tout comme les ejes viales, le souvenir des impacts négatifs du *Plan Tepito* inquiétait toujours les militants de l'UPICM-PM après les tremblements de terre de 1985, comme en témoigne la couverture médiatique donnée à Manuel Rodríguez par le journal *El Porvenir*:

« Manuel Rodríguez, representante de la Unión Popular de Inquilinos de la colonia Morelos consideró que las autoridades carecen de un plan

³⁰ O. Becerril Quintana, *La renovación urbana como proceso de segregación en el centro de la ciudad. El caso de Tepito en 1972-1987...*, op. cit., p. 3-4.

³¹ María Luisa González et Alfonso Aguilar (1985, 6 novembre) Queremos Nuestro Barrio, no Pajareras : Tepiteños, *El Nacional*, segunda sección, p. 2.

preciso de vivienda para dar solución a la crisis que provocó el sismo del 19 de septiembre. Dijo que se han considerado prioritarios la construcción de jardines, escuelas y hospitales pero que en materia de casas habitación hay un vacío que de pretender llenarse con construcciones tipo plan Tepito conllevarán al fracaso³². »

Or, ces changements font poindre des opportunités d'affaires qui encourageaient les propriétaires dans leurs démarches. Le sol dédié à l'habitation ayant une valeur moindre que celui dédié au commercial, la vente des terrains devint fort intéressante, surtout pour les propriétaires de logement à faible rendement. Le terrain, toutefois, prenait de la valeur seulement s'il était vacant, permettant ainsi son changement de vocation. Cela peut expliquer pourquoi de nombreuses vecindades furent négligées : l'écroulement d'une vecindad permettant la désoccupation et le changement de vocation de la propriété. L'augmentation de la valeur du sol urbain engendrait également l'augmentation des évictions au détriment de la population locale. La législation tendait d'ailleurs à favoriser les propriétaires dans leurs démarches, comme le soutient Alejandra Massolo : « [e]s así que sólo el 1% de los juicios de desahucio fueron ganados por los inquilinos, entre 1975 y 1980³³. » L'absence de protection légale des locataires inquiétait également Jorge Jiménez Muñoz, directeur de Casa y Ciudad,³⁴ et Francisco Saucedo, militant de l'UVCG et de l'UPICM-PM qui, en 1984, dénonçaient les réformes du Code civil lors d'une entrevue donnée à la revue *El Proceso* :

³² EXC (1985, 23 octobre) Exigen cese de Regente, Expropiación una maniobra para desviar atención, *El Porvenir*, p. 4A.

³³ A. Massolo, « ¡Que el gobierno entienda, lo primero es la vivienda! »..., *op. cit.*, p. 212. Cette statistique vient toutefois d'Alvaro J. Portillo, « El arrendamiento de vivienda en la Ciudad de México », *Cuadernos Universitarios, UAM-Iztapalapa*, n° 5, 1984.

³⁴ Casa y Ciudad A.C. est une organisation non gouvernementale basée à Mexico D.F. Elle se dédie à la recherche et au développement des quartiers défavorisés des villes mexicaines. Elle fut organiquement liée à l'UVCG lors de la période étudiée. Nous reviendrons sur cette organisation plus loin dans ce chapitre.

« Jorge Jiménez advierte que la mayor parte de las propuestas legislativas que se han presentado en la Cámara de Diputados [...] dejan de lado aspectos fundamentales, como las obligaciones de los propietarios o las sanciones al inquilinato ilícito, que está muy extendido en la capital [...] Estas reformas, cuenta Francisco Saucedo, de la Unión de Colonos de la Colonia Guerrero, suprimían, de hecho, toda defensa de los inquilinos, creaban nuevas formas de control y se otorgaban más facilidades a los propietarios para los desalojos³⁵. »

Enfin, les chiffres des recensements confirment le portrait pessimiste de l'habitation dans ces quartiers, marquant une baisse importante de la population et de l'habitation dans les délégations Cuauhtémoc et Venustiano Carranza entre 1980 et 1990. Dans la première, cette baisse est de l'ordre de 814 983 à 595 960 habitants et de 200 089 à 159 712 maisons habitées. Dans la seconde, de 692 896 à 519 628 habitants et de 142 197 à 117 877 maisons habitées. En dix ans, la délégation Cuauhtémoc perdit donc 26,9% de sa population totale et la population restante occupait 20% moins de logements. La Venustiano Carranza, elle, perdit 26,1% de sa population et celle-ci occupait 17,2% moins de logements³⁶. Les locataires devaient donc composer au jour le jour avec le risque réel de perdre leur place dans les quartiers centraux de la ville,

³⁵ La Redacción (1984, 15 décembre) « En lugar de ley inquilinaria, reformas para acabar con las rentas congeladas », *Proceso*, récupéré de <http://www.proceso.com.mx/140128/en-lugar-de-ley-inquilinaria-reformas-para-acabar-con-las-rentas-congeladas>

³⁶ Malheureusement, les recensements antérieurs à 1980 ne fournissent pas de données sur le nombre d'habitants et de logements à l'échelle des délégations avec lesquelles nous pourrions comparer la baisse importante marquant la période 1980-1990. Pour les statistiques mentionnées dans le texte, voir Instituto Nacional de Estadística y Geografía (1980) *Vivienda y ocupantes, por municipio, tipo y clase de vivienda*, X Censo General de Población y Vivienda (Base de données), Serveur de données INEGI (distributeur), tableau en format Excel, récupéré le 6 septembre 2017 de <http://www.beta.inegi.org.mx/proyectos/ccpv/1980/>. Voir également: Instituto Nacional de Estadística y Geografía (1990) *Viviendas habitadas y ocupantes por delegaciones, tipo de vivienda y clase de vivienda particular*, XI Censo General de Población y Vivienda (Base de données), Serveur de données INEGI (distributeur), tableau en format Excel, récupéré le 6 septembre 2017 de <http://www.beta.inegi.org.mx/proyectos/ccpv/1990/default.html>

que ce soit à cause de la destruction, de l'écroulement ou de l'expulsion de leur logement. Cette situation générerait ainsi un stress et une tension qui s'ancraient dans la vie quotidienne. C'est dans ces conditions que se créèrent l'UVCG (en 1976) et l'UPICM-PM (en 1976 et en 1979), destinées à la protection de la population et de leur mode de vie dans les colonias Guerrero et Morelos.

2.2.4. La vecindad de Sol 168, l'UVCG et la lucha inquilinaria³⁷

Dans les lignes qui suivent, nous utiliserons une figure de cas, soit la vecindad du 168 rue Sol (colonia Guerrero), afin de faire deux choses. D'une part, cette vecindad de la rue Sol permettra d'explicitier le contexte historique décrit précédemment en utilisant un exemple concret. D'autre part, la reconstitution, certes anecdotique, mais combien parlante, d'une partie de l'histoire de cette vecindad permettra de comprendre les tenants et aboutissants du militantisme de voisinage en nous plongeant dans le contexte de la fondation de l'Unión de Vecinos de la Colonia Guerrero (UVCG)³⁸.

La vecindad de Sol 168 étant touchée par le décret de gel des loyers de 1942, ses locataires payaient un loyer fort modique lors de la période étudiée. C'est le cas, à tout le moins, du locataire du numéro 2 qui payait seulement 9 pesos mensuellement en 1981, alors que le salaire minimum quotidien de cette même année était de 183,05 pesos³⁹. Un tel loyer étant largement insuffisant afin de rentabiliser la location, il est

³⁷ Cette section s'appuie principalement sur les témoignages laissés par Esther Alacio, membre fondateur de l'UVCG, compilés dans Georgina SANDOVAL (éd.), *Soy de la Guerrero y aquí me Quedo...*, op. cit., p. 30,42,60.

³⁸ Il est à noter que certains événements peuvent être survenus dans un ordre chronologique différent de ce qui sera présenté ici. Si l'exposé suit l'ordre imposé par les sources de première main, ces dernières ne fournissent pas toujours de dates précises. Il est donc possible que cette présentation ne respecte pas en tout point la ligne du temps de l'histoire de la vecindad de Sol 168. Toutes erreurs sont évidemment imputables à l'auteur de ces lignes.

³⁹ Les informations concernant le locataire du numéro 2 de Sol 168 proviennent d'un reçu de la Nacional Financiera broché à l'intérieure d'un exemplaire du *Manual del Inquilino*, Archives Casa y Ciudad A.C, Ciudad de México. Sur l'évolution du salaire minimum, voir : Comisión Nacional

plus que probable que cela explique pourquoi la propriété ne bénéficiait pas de l'entretien nécessaire⁴⁰. En conséquence, lors de la période des pluies de l'année 1976, le toit de plusieurs habitations de la vecindad s'écroula. Ce « désastre à petite échelle », pour reprendre l'expression de la politologue Tavera-Fenellosa, devint alors un événement charnière dans l'histoire de la vecindad. Les pompiers tentèrent sans succès de faire évacuer les résidents, qui, inquiétés par la possibilité de l'expulsion, refusèrent de quitter les lieux. Ils allèrent ensuite chercher de l'aide à la paroisse Nuestra Señora de Los Ángeles, qui les avait approchés par le passé. Influencés alors par la théologie de la libération,⁴¹ les clercs de la paroisse travaillaient déjà depuis 1974 à politiser les habitants du quartier et à travailler sur des projets d'habitations populaires. Animés par la suggestion du père Arnaldo Zenteno, les locataires entamèrent un processus d'organisation avec d'autres vecindades du quartier, ce qui aboutit à la création de l'Unión de Vecinos de la Colonia Guerrero (UVCG). L'union s'installa dans un local qu'elle construisit dans la vecindad, à l'endroit où s'était écroulé l'un des appartements et adopta la devise « queremos

de los Salarios Mínimos (2016) *Salario mínimo general promedio de los Estados Unidos Mexicanos 1964-2016*, récupéré le 13 mars 2018 de :

https://www.gob.mx/cms/uploads/attachment/file/105354/Salario_Minimo_General_Promedio_de_los_Estados_Unidos_Mexicanos_1964_-_2016.pdf

⁴⁰ En fait, en se basant sur les données de la Comisión Nacional de los Salarios Mínimos, qui reculent jusqu'en 1964, il est possible d'affirmer que la Vecindad de Sol 168 souffrait de problème de rentabilité depuis longtemps. Le salaire minimum quotidien en 1964 étant de 17,79 pesos, la location du numéro 2, à 9 pesos mensuels, était donc déjà largement insuffisante 12 ans plus tôt. Voir *Ibid.*

⁴¹ La théologie de la libération est un courant théologique chrétien qui apparaît en Amérique latine à la suite du concile Vatican II (1962-1965) et de la conférence de Medellín (1968). Elle prône un travail d'analyses et de pratiques politico-religieuses influencée par une sympathie assumée et militante pour les populations les plus vulnérables: «[I]es évêques réunis à Medellín se sont rendu compte de cette situation et ont dénoncé l'injustice structurelle et la pauvreté de la plupart des pays du sous-continent, insistant sur la nécessité de leur transformation, dans un réel processus de libération et de promotion de la dignité humaine. » Geraldo De Mori, « La théologie de la libération », *Études*, n° 5, 2014, p. 3.

morir en la Guerrero pero no aplastados⁴² ». La façade de la vecindad fut d'ailleurs recouverte de ce genre de revendications (*voir l'Annexe D*). De nombreux travaux de rénovation furent ensuite organisés dans les vecindades du quartier. En collaboration avec un jésuite de la paroisse, l'UVCG publia d'ailleurs en 1977 un feuillet d'information expliquant la manière de réaliser ces travaux. (*Voir Annexe E*). Ces efforts culminèrent enfin avec un projet de rénovation majeure dans la vecindad du 199 rue Sol en 1984. Sans l'accord du propriétaire, et assisté par l'ONG Casa y Ciudad, les voisins y changèrent le toit de terre et de bois (terrado), remplacé par un toit de béton (vigüeta y bovedilla)⁴³.

Pendant ce temps, la relation entre le propriétaire et les locataires s'envenima davantage, comme le démontrent plusieurs anecdotes tirées des témoignages des résidents. Le propriétaire tenta comme il le put de libérer les logements, en envoyant, par exemple, des travailleurs endommager les logements vides⁴⁴. En réponse, les habitants de la vecindad utilisèrent pour la première fois une tactique héritée de l'Unión Popular Martín Carrera, soit celle de faire exploser trois pétards (cohetones) afin d'appeler leurs voisins à l'aide. Appuyés de leurs voisins, ils réussirent à stopper les travailleurs. Sol 168 devint alors l'un des lieux d'où étaient lancés les cohetones lorsque survenait une expulsion dans le quartier. C'est le cas, par exemple, un jour de l'année 1978, lorsque le jeune jésuite Francisco Saucedo, nouvellement installé dans la colonia Guerrero, tomba par hasard sur l'expulsion d'une femme et de sa fille malade. Une femme de l'UVCG s'approche et lui demande d'accourir à Sol 168 et d'y mentionner les cohetones. Il courut alors jusqu'à la vecindad où il cogna au

⁴² Ligia Tavera-Fenollosa, *Social movements and civil society: The Mexico City 1985 earthquake victim movement*, Thèse de doctorat, Yale University, 1998, p. 66.

⁴³ Georgina Sandoval, *Treinta años de los sismos de 1985*, México D.F., Casa y Ciudad, 2015, p. 11. Leslie Serna (éd.), *Aquí nos quedaremos... !...*, op. cit., p. 37.

⁴⁴ Georgina Sandoval (éd.), *Soy de la Guerrero y aquí me Quedo...*, op. cit., p. 40.

premier logement, celui de Lenita, l'une des fondatrices de l'union. Après avoir lancé les cohétones, elle le renvoya sur le lieu de l'éviction, où convergea ensuite une multitude de voisins qui remonta dans le logement les meubles jetés à la rue. Cette expérience poussa ensuite le jésuite inspiré par les principes de Vatican II et de la théologie de la libération à participer aux activités de l'UVCG⁴⁵. L'UVCG réussit environ cinq cents opérations de ce genre⁴⁶.

Malgré tout, l'organisation des locataires ne découragea pas le propriétaire de la vecindad dans ses démarches. En 1981, le propriétaire de Sol 168 cessa d'accepter les loyers et de délivrer des reçus pour au moins un logement (numéro 2); tactique courante pour ceux qui cherchent à mettre fin aux contrats de location et d'expulser un locataire sous prétexte de non-paiement. C'est du moins ce que prétendait l'UVCG dans son Manuel du locataire (Manual del inquilino), un manuel didactique d'autodéfense légale destinée aux locataires, qu'elle publia en 1984 en collaboration avec Casa y Ciudad et d'autres unions de voisins⁴⁷. L'activité des résidents de Sol 168 et de l'UVCG attira également l'attention des autorités lorsqu'un jour, revenant de la résidence du propriétaire de la vecindad, les locataires trouvèrent le local de

⁴⁵ Louis-Charles Cloutier Blain (2017, 2 avril). *Entrevue avec Francisco «Paco» Saucedo et Yolanda Tello Mondragón*, Mexico D.F. Voir également Francisco Saucedo (2016, 31 mai) La experiencia organizativa en la Colonia Guerrero y su trascendencia, *El Asunto Urbano*, récupéré de : <http://elasuntourbano.mx/la-experiencia-organizativa-en-la-colonia-guerrero-y-su-trascendencia/> ; Francisco Saucedo (2007, septembre) *Experiencia desde el Movimiento Urbano Popular*, communication présentée au *Foro sobre autogestión*, Universidad Autónoma de la Ciudad de México (UACM), Plantel Del Valle.

⁴⁶ Louis-Charles Cloutier Blain (2017, 2 avril). *Entrevue avec Francisco «Paco» Saucedo et Yolanda Tello Mondragón*, Mexico D.F.

⁴⁷ « Muchas veces, los dueños se niegan a recibirte tus rentas con el propósito de que te retrases en el pago y pueda tener un pretexto para demandarte y exigirte la desocupación de la vivienda. » Voir le Manual del Inquilino, p. 23. Archives Casa y Ciudad, Ciudad de México. Sur le lien entre Casa y Ciudad et la publication du Manual del Inquilino, voir : G. Florez Juárez, J. Carlos Alberto et B. Hernández, *Reconstruiremos con nuestras propias manos: La Guerrero...*, *op. cit.*, p. 67.; A. Massolo, « ¡Que el gobierno entienda, lo primero es la vivienda! »..., *op. cit.*, p. 212.

l'union saccagé par la police. Cette dernière y avait détruit le matériel de communication et les affiches, considérées subversives⁴⁸. Enfin, cette situation de lutte quotidienne se résume assez bien à travers le témoignage que donna le jésuite Francisco Ramos à Elena Poniatowska dans le local de l'UVCG après les tremblements de terre de septembre 1985 :

« Aquí nos encontramos con la Unión de Vecinos de la Colonia Guerrero, que lleva trabajando muchos años; los habitantes se han reunido en torno a la reconstrucción de sus viviendas, a raíz de una vecindad que se cayó y en la que murieron dos niños. De esto hace nueve años. Después se ha dado la lucha por la permanencia en la Guerrero en contra de las demandas de desalojo de los caseros. [...] ayudamos la Unión de vecinos de la Morelos, que están muy temerosos de que el Gobierno aproveche la circunstancia del terremoto para desalojarlos. Esta zona es muy céntrica y la gente que la habita es muy pobre; sin embargo el valor de los terrenos sin habitantes sería muy alto. La gente tiene mucho miedo porque la Delegación ha estado promoviendo este plan, que favorece a los caseros, en la ley inquilinaria, y le espanta la posibilidad de la destrucción de sus viviendas. Han oído hablar días tras días de la zona dorada, un plan gubernamental para hacer de la Alameda de Tlatelolco un gran parque con museos, edificios coloniales (los que ya existen) y una zona comercial dirigida fundamentalmente al turismo. Los colonos de la Guerrero y de la Morelos lo viven como una amenaza; son proyectos que se hacen sin consultarlos y sin proponerlos alternativas. En México, los pobres no tienen alternativas⁴⁹. »

Comme le résumait très bien le jésuite et militant de l'UVCG Francisco Ramos, le militantisme de voisinage, qui s'organisa à partir de la vecindad de Sol 168, est une manifestation de la revendication de ses habitants à leur droit à la ville. Ce militantisme s'opposait ainsi à la relégation spatiale organisée aussi bien par les

⁴⁸ Georgina Sandoval (éd.), *Soy de la Guerrero y aquí me Quedo...*, op. cit., p. 40.

⁴⁹ Elena Poniatowska, *Nada, nadie: las voces del temblor*, México, D.F, Ediciones Era, 1988, coll. « Biblioteca Era », p. 277.

autorités municipales (la délégation) à travers leurs projets de rénovations urbaines que provoquée par les tentatives d'expulsions entreprises par les propriétaires de logements. Enfin, Francisco Ramos soulève dans ce passage un autre point intéressant, celui de la relation d'entraide liant l'UVCG à l'Unión Popular de Inquilinos de la Colonia Morelos-Peña Morelos (UPICM-PM). Cette alliance sera le sujet de la section suivante.

2.2.5. L'UPICM-PM⁵⁰

L'UPICM-PM tenait son origine de la relation organique entre deux organisations préexistantes, soit la Peña Morelos (créée en 1976) et l'Unión Popular de Inquilinos de la Colonia Morelos (créée en 1979). La Peña Morelos avait pour but la sauvegarde et la mise en valeur de la culture populaire à travers l'organisation d'événements culturels comme des expositions d'art plastique ou des spectacles de danse, de musique et de théâtre. La Peña était alors particulièrement active, étant constituée de vingt-cinq membres et offrant des activités de façon hebdomadaire⁵¹. Lorsque furent construits le métro et les axes routiers, les habitants de la Morelos ne bénéficiaient pas encore des services d'une union de locataires. C'est la Peña Morelos qui négocia avec les autorités municipales. Elle réussit à obtenir des compensations monétaires plus élevées pour les habitants déplacés, mais ne put empêcher leur expulsion du quartier. Le projet de formation d'une union de locataire se concrétisa lorsqu'un membre de la Peña Morelos, habitant au 53 rue Pintores, fut menacé d'expulsion en 1979. La Peña entretenant déjà des relations avec l'UVCG, elle lui demanda son

⁵⁰ Cette section se base principalement sur le témoignage laissé par Felipe Hernández, représentant de la Peña Morelos, dans Georgina Sandoval (éd.), *Que Veinte Años no es Nada....*, op. cit., p. 27-28-29-30-33-36-37-38. Voir aussi A. Massolo, « ¡Que el gobierno entienda, lo primero es la vivienda! »..., op. cit., p. 213-215.

⁵¹ Georgina Sandoval (éd.), *Que Veinte Años no es Nada....*, op. cit., p. 29.

assistance. L'UVCG était alors déjà connu pour ses actions directes efficaces à l'encontre des tentatives d'expulsion. Or, si cette dernière était prête à leur fournir son expertise légale, elle les enjoignit en contrepartie à créer leur propre union de locataire. Les résidents du Pintos 53 s'organisèrent et formèrent ce qui devint ensuite l'Unión Popular de Inquilinos de la Colonia Morelos (UPICM). Ces deux organisations fusionnèrent ensuite le 27 septembre 1985 suite aux tremblements de terre de la semaine précédente. C'est durant ce processus que Francisco « Paco » Saucedo, militant de l'UVCG, y fut envoyé avec une brigade afin d'assister l'UPICM-PM, qui tentait de répondre aux besoins criants de la population de la colonia Morelos, très durement touchée par la destruction provoquée par les séismes⁵².

2.3. Les tremblements de terre du 19 et 20 septembre 1985

Lorsque le sol de la capitale trembla les 19 et 20 septembre 1985, les habitants des colonias Guerrero et Morelos négociaient donc déjà avec une variété de phénomènes menaçant leur droit à la ville et bénéficiaient parfois de la protection et de l'assistance de certaines organisations sociales. Le haut degré de destruction, imputable aux séismes d'une magnitude de 8.1 et 7.3 sur l'échelle de Richter, détériora toutefois drastiquement une situation en soit déjà fortement problématique. Selon Alicia Ziccardi, 65% des bâtiments affectés par le tremblement de terre étaient destinés à l'habitation⁵³. Selon les estimations de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) de l'ONU, « un total de plus de 150 000 personnes ont été sinistrées comme conséquence directe de la catastrophe [...] Dans le District

⁵² Témoignage de Francisco « Paco » Saucedo dans Leslie Serna (éd.), *Aquí nos quedaremos... !...*, *op. cit.*, p. 36-37.

⁵³ Alicia Ziccardi, « Política de vivienda para un espacio destruido », *Revista Mexicana de Sociología*, vol. 48, n° 2, avril 1986, p. 138.

fédéral, quelque 30 mille logements ont été complètement perdus et devront être démolis et environ 60 mille autres ont été endommagés⁵⁴. » Des chiffres qui vinrent alourdir le déficit de logement, calculé à 800 000 en 1984 par le Departamento del Distrito Federal (DDF)⁵⁵. Les quartiers du centre-ville furent les plus touchés, particulièrement ceux des délégations Cuauhtémoc et Venustiano Carranza, où se trouvent les Colonias Guerrero et Morelos. Selon une étude de Cecilia Rabell et de Martha Mier y Terán, sur 3100 groupes domestiques de sinistrés s'étant installés dans différents refuges et campements improvisés, 57% habitaient la Cuauhtémoc et 34% la Venustiano Carranza. Il est aussi à noter que la majorité des sinistrés interviewés habitaient une vecindad : 53,5% dans le cas des résidents de la délégation Cuauhtémoc; 74,6% pour ceux de la Venustiano Carranza. Enfin, toujours selon Rabell et Mier y Terán, ce furent les plus vulnérables qui se retrouvèrent à la rue, alors que 90% des résidents de vecindad et de cuartos de azotea⁵⁶ payaient alors moins d'un quart du salaire minimum en loyer mensuel⁵⁷.

En ce qui concerne les quartiers étudiés, la situation fut moins dramatique dans la colonia Guerrero que dans la colonia Morelos. Pour ce qui est de la colonia Guerrero, le représentant de l'UVCG Armando Palomo rapportait au lendemain du second séisme que sept vecindades furent totalement détruites et que quinze autres tenaient encore dangereusement debout⁵⁸. Selon Francisco Saucedo, ce furent les travaux de

⁵⁴ Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes, *Domages causés par le tremblement de terre au Mexique et ses répercussions sur l'économie nationale*, 1985, p. 10.

⁵⁵ A. Ziccardi, « Política de vivienda para un espacio destruido »..., *op. cit.*, p. 121.

⁵⁶ Logement se trouvant sur le toit d'un immeuble.

⁵⁷ Cecilia Rabell et Martha Mier y Terán, « Los damnificados por los sismos de 1985 en la ciudad de México: Un análisis de los grupos domésticos que acudieron a albergues y campamentos », *Revista Mexicana de Sociología*, vol. 48, n° 2, avril 1986, p. 23-25.

⁵⁸ Lázaro Serranía Álvarez (1985, 21 septembre) La Falta de Energía Eléctrica Dificulta la Remoción de Ruínas, *El Nacional*, segunda sección, p. 3.

rénovation des *vecindades* effectuées par l'UVCG depuis les années 1970 qui expliquaient le portrait sensiblement positif dans la colonia Guerrero, en comparaison à la destruction dans d'autres quartiers⁵⁹. La colonia Morelos, pour sa part, faisait partie de ces quartiers fortement affectés par le tremblement de terre, alors que 80% de ses habitations en ressortirent totalement ou partiellement inhabitables⁶⁰. Selon les calculs de l'architecte Antonio Jiménez, impliqués chez Casa y Ciudad et à l'UPICM-PM, le nombre de *vecindades* ayant eu besoin d'être reconstruites dans cette colonia était du nombre de 250⁶¹.

2.3.1. Projet de reconstruction dans la Colonia Guerrero et Morelos

Dès les premiers jours suivants les séismes, l'UVCG et l'UPICM-PM orientèrent leurs travaux sur deux axes, qui seront abordés dans les lignes qui suivent. Aux fins de l'explication, il sera fait mention, ici, de ces axes de manière distincte. Dans la réalité, toutefois, il est important de comprendre que ces efforts furent réalisés simultanément et qu'ils s'enchevêtraient dans la pensée et la pratique politique des groupes impliqués. Ces axes sont donc les suivants. D'une part, en continuité avec les efforts d'organisation déployés dans le cadre de la *lucha inquilinaria*, les unions de voisins étudiées participèrent à la construction d'un mouvement social de sinistrés, en se mettant au service de la mobilisation, de l'élaboration de revendications et à l'organisation de manifestations en faveur des victimes du tremblement de terre. Ces efforts aboutirent notamment à la création de la Coordinadora Única de Damnificados

⁵⁹ Louis-Charles Cloutier Blain (2017, 2 avril). *Entrevue avec Francisco « Paco » Saucedo et Yolanda Tello Mondragón*, Ciudad de México. Voir également Leslie SERNA (éd.), *Aquí nos quedaremos... !...*, *op. cit.*, p. 37.

⁶⁰ Maria Luisa Gonzalez et Alfonso Aguilar, (1985, 6 novembre) *Queremos Nuestro Barrio no Pajareras : Tepiteños*, *El Nacional*, segunda sección, p. 1.

⁶¹ Isabel Mayoral Jiménez (1985, 13 novembre) *Colonos de la Morelos Reconstruyen la segunda Vecindad en Tapicería 88*, *El Nacional*, segunda sección, p. 4.

(CUD) et à l'avènement du décret d'expropriation du 11 octobre 1985⁶². D'autre part, à l'instar d'autres unions de voisins, l'UVCG et l'UPICM-PM se retrouvèrent en premières lignes afin d'assister les sinistrés. Elles organisèrent des brigades de secours dès les premières heures suivant le premier tremblement de terre. Elles organisèrent également des campements ou des réparations d'urgence pour ceux dont le logement avait été détruit ou risquait de s'effondrer. Enfin, et c'est ce que cette section traitera dans les lignes qui suivront, l'UVCG et l'UPICM-PM conçurent leur propre plan de reconstruction afin de proposer une alternative aux habitants les plus vulnérables et d'ainsi assurer leur droit à la ville.

⁶² Si le décret d'expropriation fut initialement publié le 11 octobre 1985, il fut toutefois modifié le 21 octobre de la même année. Selon les données de Renovación Habitacional Popular (RHP), le nombre total de propriétés expropriées après modification fut de 4332. Selon le Departamento del Distrito Federal (DDF), le but de l'expropriation était de garantir la reconstruction et l'acquisition des logements par les locataires grâce à l'achat et la revente de ces logements par les autorités municipales. Le décret d'expropriation était donc la première étape du plan de reconstruction gouvernemental suite aux séismes de 1985. À ce sujet, voir par exemple A. Ziccardi, « Política de vivienda para un espacio destruido »..., *op. cit.*, p. 172-175. Si le décret d'expropriation peut être considéré comme la réalisation du droit à la ville des sinistrés, le sociologue René Coulomb propose toutefois que le décret fut en fait une manifestation de la continuité de la philosophie et de la pratique de la rénovation urbaine mise de l'avant depuis les années 1950. Il mentionne que la majorité des propriétés expropriées se localisait dans la *Herradura de Tugurios*, une zone identifiée et ciblée antérieurement par plusieurs programmes de rénovation urbaine et où la majorité des logements détruits ne se trouvaient pas. Il observe également que 76% des propriétés expropriées (3311 sur un total de 4332) étaient de type *vecindad*, alors que les *vecindades* représentaient moins de la moitié du capital bâti de la zone d'expropriation (à l'exception du quartier Tepito). En outre, il introduit ainsi l'idée selon laquelle les autorités tentèrent de profiter du tremblement de terre afin de poursuivre leur projet hygiéniste d'éradiquer la *vecindad* du centre-ville de Mexico D.F. Nous invitons les lecteurs à se rappeler cette critique lorsqu'il sera question, dans les prochaines pages, du plan de reconstruction proposée par l'UVCG et l'UPICM-PM, car elle concorde avec plusieurs constats de leurs militants. En ce qui concerne la thèse de Coulomb, voir : R. Coulomb, « El impacto urbano del programa "Renovación Habitacional Popular" »..., *op. cit.*, p. 59-64. Pour un exemple appuyant la validité de la critique de Coulomb, le conflit entre RHP et les habitants de la *vecindad* de Gorostiza 36 (colonia Morelos) est particulièrement parlant. À ce sujet, voir Georgina Sandoval et UPICM-PM, *Rehabilitación de Vivienda bajo la iniciativa y control social: El caso de Gorostiza 36, Tepito, México D.F.*, México D.F., Coalición Internacional para el Hábitat, 1995.

S'appuyant sur des expériences antérieures, comme le remplacement du toit de la vecindad du 199 rue Sol (colonia Guerrero),⁶³ et en collaboration avec plusieurs ONG, l'UVCG et l'UPICM-PM lancèrent le *Proyecto de Reconstrucción de las colonias Guerrero y Morelos* deux semaines après les tremblements de terre (voir *Annexe F*). S'appuyant sur des positions élaborées dans le cadre de la lucha inquilinaria, le *Proyecto de Reconstrucción* se donna deux objectifs explicites. D'une part, il prônait le maintien de la population dans son quartier d'origine et l'accès à une habitation digne et sécuritaire. De l'autre, la participation active des sinistrés à tous les stades du projet : « [e]ste proyecto lo hicimos porque queremos garantizar la participación de los afectados; que sean los mismos vecinos, a través de su organización, quienes realicen y vigilen la reconstrucción⁶⁴. » Ce projet aboutit à la rénovation de 41 logements, à la construction de 269 autres et à la construction de 10 locaux commerciaux. Un total de 1860 habitants, dont le salaire moyen était deux fois le salaire minimum, bénéficièrent du projet de reconstruction⁶⁵.

Cela étant dit, afin de comprendre comment la reconstruction affecta les femmes de l'UVCG et de l'UPICM-PM (sujet du chapitre 4), il est important de s'attarder ici à un autre objectif que se fixa le *Proyecto de reconstrucción*. Un objectif implicite qui ne fut pas ouvertement énoncé. Cet objectif était de nature politique, et s'explique par le croisement des intérêts politiques de plusieurs acteurs impliqués dans le projet,

⁶³ Comme nous l'avons mentionné précédemment dans la section 2.2.4, l'UVCG avait collaboré avec l'ONG Casa y Ciudad A.C. afin de réaliser des rénovations majeures dans cette vecindad de la colonia Guerrero où plusieurs de ses membres habitaient. Ces travaux devinrent, en quelque sorte, un projet pilote sur lequel les deux organisations s'inspirèrent afin de penser le *Proyecto de Reconstrucción de las colonias Guerrero y Morelos*.

⁶⁴ UVCG et UPICM-PM (1985) *Proyecto de reconstrucción de vivienda en las Colonias Guerrero y Morelos*, p. 2. Fonds d'archives Miguel de la Madrid Huarte (32.01.00.00, caja 4, exp. 12). Archivo General de la Nación, Ciudad de México. Ce document se retrouve également dans les archives numériques de Casa y Ciudad A.C., Ciudad de México.

⁶⁵ Georgina Sandoval (éd.), *Soy de la Guerrero y aquí me Quedo...*, op. cit., p. 10-11.

soient les membres des unions de voisins, les architectes responsables des chantiers et des militants de l'organisation politique Asociación Cívica Nacional Revolucionaria (ACNR). Le *Proyecto* impliquait la mobilisation et la politisation des habitants des quartiers ciblés en favorisant leur intégration aux unions de voisins et en refoulant l'influence et le contrôle du Partido Revolucionario Institucional (PRI) dans les colonia Guerrero et Morelos. Afin de le comprendre, nous ferons un détour par l'analyse de la nature de Casa y Ciudad A.C., l'ONG la plus fortement impliquée dans le *Proyecto de reconstrucción*.

2.3.2. Casa y Ciudad

Créée à Mexico D.F. entre 1982 et 1984, Casa y Ciudad A.C. est une ONG dédiée à l'attention de la problématique urbaine dans ses divers aspects : économique, social, architectural, technique et culturel⁶⁶. Son champ d'expertise principal est toutefois la recherche sur le logement populaire et l'élaboration de projets d'habitation. Lors de sa première décennie d'activité, Casa y Ciudad fut très intimement liée au mouvement urbain populaire. Afin de comprendre pourquoi, une attention particulière sera donnée, dans les lignes qui suivent, au contexte de sa création et au profil de certains membres. C'est ce qui permettra de comprendre la nature politique des unions de voisins étudiées dans le présent mémoire.

2.3.2.1. Casa y Ciudad : une organisation née de la lutte politique

D'une part, certains documents proposent qu'une organisation politique participa à la création de Casa y Ciudad, soit l'Asociación Cívica Nacional Revolucionaria

⁶⁶ Casa y Ciudad, (1983, 1^{er} décembre) *Boletín informativo*, no. 1, p. 3. Archives Casa y Ciudad A.C., Ciudad de México.

(ACNR). Initialement dénommée Asociación Cívica Guerrerense (ACG), l'ACG fut créée au début des années 1960 et centrée ses activités sur la démocratisation de la politique de l'État du Guerrero. Pour ce faire, l'ACG présenta des candidats aux élections municipales et étatiques contre les candidats du PRI en 1962 et 1964. Elle organisa également des grèves civiques (*paradas cívicas*) en 1962 devant la mairie de plusieurs villes de l'État du Guerrero afin de protester contre la fraude électorale. Ces actions menèrent ultimement à la démission du gouverneur. L'ACG fut toutefois victime de son succès, le PRI usant de répression afin de maintenir son contrôle sur l'État du Guerrero. Les *paradas cívicas* furent attaquées par l'armée, faisant plusieurs morts et une centaine de blessés et plusieurs militants furent emprisonnés, dont le chef de l'ACG Genaro Vásquez Rojas. Cette répression fit subir une forte mutation à l'ACG, qui entra alors dans la clandestinité et entreprit des activités de guérilla après avoir orchestré l'évasion de Vásquez Rojas en 1968. L'ACG changea alors son nom pour Asociación Cívica Nacional Revolucionaria (ACNR). L'assassinat de Vásquez Rojas en 1972 et l'exil de plusieurs membres à Cuba mit fin à ses activités⁶⁷.

L'ACNR fut toutefois refondée au début des années 1980,⁶⁸ sortit graduellement de la clandestinité et renoua avec sa première identité d'organisation politique. De

⁶⁷ Arnoldo Kraus et José Luis Chong, *La guerrilla en México: testimonios orales y artísticos*, Universidad Nacional Autónoma de México, 2005, p. 149-150. H. Combes, *Faire parti...*, *op. cit.*, p. 59. Louis-Charles Cloutier Blain (2017, 2 avril). *Entrevue avec Francisco « Paco » Saucedo et Yolanda Tello Mondragón*, Ciudad de México.

⁶⁸ En 1983 selon le témoignage de Francisco Saucedo. Louis-Charles Cloutier Blain (2017, 2 avril). *Entrevue avec Francisco « Paco » Saucedo et Yolanda Tello Mondragón*, Ciudad de México. À notre connaissance, aucune étude ne s'est penchée sur l'ACNR entre sa refondation et son incorporation en tant que courant politique à l'intérieur du Partido de la Revolución Democrática (PRD) en 1989. Aussi, il ne fut pas possible de soutenir notre analyse avec des sources secondaires portant spécifiquement sur l'ACNR. Cette section repose sur un travail totalement original basé sur le témoignage de Francisco Saucedo (2017), de Javier Hidlago dans Leslie Serna (éd.), *Aquí nos quedaremos... !...*, *op. cit.* et de la contribution indirecte d'Hélène Combes dans H. COMBES, *Faire parti...*, *op. cit.*

nouveaux membres de l'ACNR, installés à Mexico D.F., participèrent à la fondation de Casa y Ciudad. Selon Francisco « Paco » Saucedo, qui participa à la refondation de l'ACNR en même temps que de militer à l'UVCG, l'idée originale de Casa y Ciudad vient du nouveau projet d'ACNR :

« En ese tiempo en la refundación de la ACNR, empezamos a tener reuniones algunos de aquí de la [colonia] Guerrero con compañeros de otros lados, de lo que después iba a ser la ACNR, y unas de las primeras ideas era porqué no formamos una asociación civil que proporcione apoyo técnico a las luchas populares, no solamente a la vivienda sino a las luchas populares porque son referentes de un conocimiento técnico que es valioso para la gente. Entonces empezamos a idear el trabajo de Casa y Ciudad, desde el nombre. A mí me tocó este proceso⁶⁹. »

Comme le mentionne Francisco Saucedo, Casa y Ciudad fut créée par l'ACNR afin de servir d'espace d'articulation entre cette dernière et le MUP. Casa y Ciudad s'inscrit donc à l'intérieur de la pénétration et de l'articulation du mouvement urbain populaire (MUP) par des organisations politiques de gauche. Un phénomène, rappelons-le, qui fut étudié par plusieurs chercheurs⁷⁰. En créant le matériel théorique nécessaire à la compréhension des problèmes urbains et en offrant une assistance technique aux habitants des quartiers populaires, cette ONG permettait à l'ACNR d'arrimer le militantisme des unions de voisin à leurs analyses et leurs pratiques marxistes:

⁶⁹ Louis-Charles Cloutier Blain (2017, 2 avril). *Entrevue avec Francisco « Paco » Saucedo et Yolanda Tello Mondragón*, Ciudad de México.

⁷⁰ O. Núñez, *Innovaciones democrático-culturales del Movimiento Urbano Popular...*, *op. cit.*; V. Bennett et J. Bracho, « Orígenes del Movimiento Urbano Popular Mexicano »..., *op. cit.* ; J.M. Ramírez Saíz, « Aportaciones políticas del Movimiento Urbano Popular »..., *op. cit.* Leslie Serna, *¿Quién es quién en el MUP ?*, México, Ediciones ¡UnioS, 1997.

« Y decíamos nuestra lucha por la vivienda no es una lucha anti obrera. Al contrario, tiene que ver con los bienes de consumo que favorece la reproducción de la fuerza de trabajo. Todo este rollo digamos teórico, que a veces no te sirve para mucho, era querernos justificar como revolucionarios en una área que no era el sindicalismo ni los trabajos propios de producción de mercancías donde se genera la explotación y donde se va creando las condiciones objetivas para la fuerza revolucionaria. Pero decíamos: son problemas que moviliza la gente, que la organiza, que la politiza⁷¹. »

L'enchevêtrement de la lutte politique de l'ACNR et du militantisme des unions n'était toutefois pas le fruit du hasard et le témoignage de Saucedo en explique la raison. Les organisations qui bénéficièrent de l'appui de Casa y Ciudad étaient dirigées par ceux qui reformèrent l'ACNR : « o sea Casa y Ciudad se forma por la ACNR, aun cuando fuera la necesidad de las organizaciones. Pero esas organizaciones eran dirigidas por quien formamos la ACNR, la refundación⁷². » Il faut évidemment nuancer son propos. Les organisations sociales avec lesquelles Casa y Ciudad établit des liens, comme l'UVCG et l'UPICM-PM, n'étaient pas dirigées uniquement par des membres de l'ACNR. Toutefois, il est vrai que certains membres de l'ACNR codirigent simultanément ces unions de voisins. C'est le cas de Francisco Saucedo (UVCG et UPICM-PM),⁷³ mais aussi de l'architecte Javier Hidalgo de l'UPICM-PM. Son témoignage, relatant son expérience de la reconstruction, confirme lui aussi l'importance de l'ACNR dans le projet:

⁷¹ Louis-Charles Cloutier Blain (2017, 2 avril). *Entrevue avec Francisco « Paco » Saucedo et Yolanda Tello Mondragón*, Ciudad de México.

⁷² *Ibid.*

⁷³ « Yo fui fundador de Casa y Ciudad, porque Casa y Ciudad se fundó por el grupo político al que pertenecimos que era la Asociación Cívica Nacional Revolucionaria. [...] Yo fui de los fundadores pero desde la organización política porque yo era de la dirección nacional encargado del sectorial urbano popular. » Témoignage de Francisco Saucedo tiré de Louis-Charles Cloutier Blain (2017, 2 avril). *Entrevue avec Francisco « Paco » Saucedo et Yolanda Tello Mondragón*, Ciudad de México.

« Yo me quedé en la Peña Morelos [...] En ese tiempo, militaba políticamente en la Asociación Cívica Nacional Revolucionaria. Nos dimos cuenta que en la organización habíamos arquitectos, maestros de obra, albañiles, electricistas e ingenieros, y la ACNR, casi casi en pleno, se convirtió en Casa y Ciudad⁷⁴. »

D'ailleurs, si les membres de l'ACNR créèrent et investirent Casa y Ciudad, il est à noter qu'aucun statut ou règlement n'empêchait ses membres d'appartenir à une organisation politique ou à quelque mouvement social que ce soit. C'est ce que révèle l'analyse du procès-verbal de l'assemblée ordinaire de Casa y Ciudad du 29 mai 1984 dont l'ordre du jour était composé des actes fondamentaux de l'organisation, comme l'élection des postes de direction et l'approbation de ses statuts et règlements⁷⁵.

2.3.2.2. Casa y Ciudad : une organisation née du militantisme étudiant

D'autre part, il est important de souligner un autre facteur expliquant la nature politique du *Proyecto*, soit l'idéologie et la pratique politique de ses architectes. Parmi ceux-ci, se trouvaient par exemple Jorge Jiménez Muñoz, David Cervantes et Georgina Sandoval, qui s'échangèrent la direction de Casa y Ciudad durant ses dix premières années d'existence. Leur point en commun : leur formation à l'École Nationale d'Architecture-Autogobierno de l'Universidad Nacional Autónoma de México (UNAM). En fait, l'implication d'architectes unamiens semble si importante chez Casa y Ciudad, que celle-ci en vient même à se faire décrire en y faisant référence. Expliquant le *Proyecto de reconstrucción de vivienda en las colonias Guerrero y Morelos*, Armando Palomo, porte-parole de l'UVCG, mentionne à un

⁷⁴ Témoignage de Javier Hidalgo tiré de Leslie Serna (éd.), *Aquí nos quedaremos... !...*, op. cit., p. 50-51.

⁷⁵ Casa y Ciudad A.C. (1984). *Asamblea Ordinaria*. [Document numérisé]. Archives Casa y Ciudad, Ciudad de México.

journaliste d'El Nacional que : « la dirección de las construcciones es llevada por el grupo 'Casa y Ciudad' de arquitectos de la UNAM »⁷⁶. Notons aussi au passage que Javier Hidalgo, architecte impliqué dans le *Proyecto* à partir de l'UPICM-PM, avait également enseigné à l'école nationale d'architecture de 1981 à 1983⁷⁷. En quoi l'origine unamienne de ses architectes pouvait-elle avoir une incidence sur les orientations politiques du *Proyecto de reconstrucción*? Afin de saisir l'importance qu'à leur passage à l'ENA-Autogobierno, il est important de bien comprendre la nature politique de la formation qui y était donnée.

L'école nationale d'architecture (ENA) subit une transformation drastique lors des années 1970, autant au niveau de l'organisation de sa structure interne que de son enseignement. À partir de 1972, un groupe d'élèves et de professeurs se dénommant *Autogobierno* se lança dans un militantisme interne dont l'objectif était de réformer drastiquement le fonctionnement et la philosophie de l'enseignement de l'architecture à l'ENA. En quelques années, leur militantisme porta fruit avec l'adoption de nouveaux plans d'étude en 1976 et en 1978. Parmi les nouvelles lignes directrices se retrouvaient, en outre, un engagement profond pour l'autogestion de l'enseignement et sa mise en relation avec la classe populaire. Grandement influencé par l'analyse marxiste, l'enseignement est alors réorienté par une empathie assumée pour les déshérités du système capitaliste :

⁷⁶ Juan Carlos Vargas Díaz (1986, 16 janvier) Beneficiará a Afectados de Lerdo 132 la reconstrucción de sus Casas, *El Nacional*, segunda sección, p. 5.

⁷⁷ 4to Foro Mundial de Bicicleta (2015) Ponentes de todo el mundo. Dans *Javier Hidalgo Ponce – Director General De Movilidad En Miguel Hidalgo*. Récupéré de http://www.fmb4.org/es/portfolio_page/javier-hidalgo-ponce-director-general-de-movilidad-en-miguel-hidalgo/

« La ORIENTACIÓN de la enseñanza en el AUTOGOBIERNO es académica-política y vincula con la realidad social. Por ello, la temática del trabajo académico-profesional que en la escuela se genera es proveniente y tendiente a una vinculación que parta de nuestra actividad organizada con el pueblo explotado o con el Estado (siempre y cuando el trabajo de éste sea en beneficio de una comunidad popular en concreto)⁷⁸. »

Cette tendance fut confirmée en 1978 lors de la « table I : principes et objectifs » du deuxième congrès de l'ENA-Autogobierno :

« El egresado del Autogobierno deberá tener [...] El conocimiento científico de la realidad histórica y social que permita comprender el papel social de su profesión. Por lo tanto, será un arquitecto integral, actor del cambio social y no un simple técnico asimilado y sostén del sistema capitalista del país⁷⁹. »

Autogobierno se donnait donc comme tâche de former des architectes « intégraux » conscients de la fonction sociale de leur métier et de leur rôle en tant qu'acteur du changement à l'intérieur de la société capitaliste. Afin de créer cette conscience politique, la plupart des stages pratiques avaient lieu directement dans les quartiers populaires. Comme prévu, l'expérience dans ces brigades eut un impact significatif sur plusieurs élèves. Certains d'entre eux établirent des liens durables avec les organisations sociales actives dans les quartiers où ils furent déployés; des liens qui

⁷⁸ Les majuscules sont de la source originale : Autogobierno [s.d.], Nuevo Plan de Estudios. Autogobierno, Comisión Redactora de los acuerdos para la reestructuración del plan de estudios del Autogobierno, [mimeo], cité dans J.Víctor Arias Montes, « Pasajes históricos del autogobierno (1975-1984) », Raíces Digital. Fuentes para la historia de la arquitectura mexicana, no. 4, Facultad de Arquitectura, UNAM, p. 18. Récupéré de <http://fa.unam.mx/editorial/wordpress/wp-content/Files/raices/RD04/CONTENIDOS/PASAJESDELAUTOGOBIERNO.pdf>

⁷⁹ « Acta de acuerdos del Segundo Congreso del Autogobierno de la Escuela Nacional de Arquitectura » *Boletín informativo de la Asamblea Plenaria*, 30 août 1978, 4 p. Cité dans *ibid.* p. 33.

pouvait se poursuivre jusqu'après la diplomation, comme en fit mention Georgina Sandoval de l'UPICM-PM et de Casa y Ciudad :

« Aquí estamos varios que somos hijos del autogobierno, por lo menos David Cervantes y yo, de la Escuela de Arquitectura de Autogobierno que por cuestiones académicas nos obligó a entrar en las comunidades. [...] Esto finalmente nos deja una enseñanza, un aprendizaje. A veces uno hace esfuerzos académicos por seguir trabajando cuestiones que estén al servicio de las organizaciones sociales, que tengan una visión política, pero al final, algunos terminamos siendo un híbrido porque igual somos capaces de escribir dos, tres rollos y publicarlos en no sé dónde; igual estamos en una ONG o, como David y yo que en 1985 comenzamos de dirigentes urbanos a propósito de todo lo que implicó hacer el trabajo de reconstrucción. Por trabajar con la gente terminamos de dirigentes urbanos. Eres dirigente urbano y bueno, ahora yo soy base de la Asamblea de Barrios, y ando de directora de ONG [...]»⁸⁰ . »

Comme le signalait Sandoval, cette formation eut comme effet, chez certains élèves, de produire des architectes militants animés par une « vision politique ». Des « hybrides » qui alliaient leur travail d'architecte à la participation dans les organisations sociales et/ou les ONG. Dans le cas de Sandoval, cela se manifesta, entre autres, par l'intégration de la commission technique de l'Unión Popular de Inquilinos de la Colonia Morelos-Peña Morelos (UPICM-PM). Cette vision de l'architecture était également partagée par Jorge Jiménez Muñoz, qui expliquait, aux suites du tremblement de terre de 1985, la raison pour laquelle Casa y Ciudad travaillait avec les habitants des quartiers populaires :

⁸⁰ Témoignage de Georgina Sandoval tiré de Silvia Bolos (éd.), *Actores sociales y demandas urbanas...*, op. cit., p. 293-294.

« El interés primordial es [...] hacer una relación estrecha de los técnicos con los pobladores de escasos recursos que además están organizados y además tienen una perspectiva de cambio social. [...] O sea el interés primordial es fortalecer las organizaciones que existen (de los pobladores) dándoles el respaldo técnico que pueda darse ¿no? A través de conjuntar una serie de técnicos que siempre han tenido la disponibilidad de participar así este...en forma gratuita inclusive, para realizar estos trabajos. Aprovechar este interés en hacerlo⁸¹. »

Il est à noter, dans son explication, qu'il n'est pas seulement question d'assister des habitants à faibles revenus, mais bien ceux ayant une perspective de « changement social ». Comme quoi le travail de Casa y Ciudad semblait vouloir dépasser la provision d'assistance technique et tentait bel et bien de bouleverser le statu quo en renforçant, comme Jiménez Muñoz le mentionnait, des organisations sociales préexistantes.

2.3.3. Un projet de reconstruction à caractère politique

L'UVCG et l'UPICM-PM organisèrent donc la reconstruction en ayant comme principe le changement politique à l'échelle des colonias Guerrero et Morelos. Si l'UVCG, l'UPICM-PM et leurs alliés pensèrent le projet de reconstruction afin qu'il assure le droit à la ville des habitants des colonias Guerrero et Morelos, ils le firent aussi (sinon plus?) dans l'optique de transformer ses habitants en acteurs politiques. Et cette transformation, elle, devait se réaliser à travers la pratique; la conscientisation politique s'acquérant par la participation à la reconstruction.

⁸¹ Réalisation et production inconnue, *Semana Laboral*, (s.d.) récupéré de : https://www.youtube.com/watch?v=jHZT_0Pq1ss

Évidemment, plusieurs facteurs expliquent la participation de la population sinistrée dans les travaux de reconstruction. Elle était pensée dans le but de réduire les coûts de production sur les chantiers⁸². Elle était également pensée afin de créer des emplois, non seulement en offrant un travail à ceux détenant une formation utile, mais aussi en formant des chômeurs aux métiers nécessaires à la réalisation des constructions⁸³. Toutefois, au-delà des considérations économiques, cette participation semble autant sinon plus le produit d'une pensée et d'un romantisme politiques. En premier lieu, parce que cette participation était considérée comme un garde-fou politique : « que sean los mismos vecinos, a través de su organización, quienes realicen y vigilen la reconstrucción. Esta es la mejor garantía de que no habrá transas⁸⁴. » La participation des sinistrés avait donc comme fonction d'assurer la transparence du projet et d'éviter son détournement à des fins autres que celles de l'agenda populaire.

En second lieu, elle favorisait également la constitution d'acteurs politiques, comme l'explique une femme anonyme impliquée simultanément à l'UPICM-PM et à Casa y Ciudad : « [p]ara nuestras organizaciones la construcción va ligada a un carácter político, es decir, a un proceso de organización social como una responsabilidad moral de adquirir conciencia política⁸⁵. » La reconstruction servait à produire de nouveaux sujets politiques. Il n'est donc probablement pas anodin que l'UVCG

⁸² UVCG et UPICM-PM (1985) *Proyecto de reconstrucción de vivienda en las Colonias Guerrero y Morelos*, p. 3. [Brochure]. Fonds d'archives Miguel de la Madrid Hurtado (32.01.00.00, caja 4, exp. 12). Archivo General de la Nación, Ciudad de México.

⁸³ Louis-Charles Cloutier Blain (2017, 2 avril). *Entrevue avec Francisco « Paco » Saucedo et Yolanda Tello Mondragón*, Ciudad de México. Voir également le témoignage d'Armando Palomo dans Leslie Serna (éd.), *Aquí nos quedaremos... !...*, op. cit., p. 199-120.

⁸⁴ UVCG et UPICM-PM (1985) *Proyecto de reconstrucción de vivienda en las Colonias Guerrero y Morelos*, p. 2. [Brochure]. Fonds d'archives Miguel de la Madrid Hurtado (32.01.00.00, caja 4, exp. 12). Archivo General de la Nación, Ciudad de México.

⁸⁵ Témoignage anonyme tiré de A. Massolo et M. Schteingart, *Participación social, reconstrucción y mujer. El Sismo de 1985...*, op. cit., p. 106.

publiât un mois après le lancement du *Proyecto de reconstrucción*, soit en novembre 1985, deux feuillets de formation servant à établir un système démocratique à l'échelle de leur territoire ; l'un expliquant la manière de choisir un représentant de *vecindad* et l'autre portant sur la manière de mener une assemblée de *vecindad* (voir *Annexes G et H*). La construction de la conscience politique et la constitution d'une démocratie locale étaient donc liées à la *vecindad* et à sa reconstruction. Ce faisant, l'UVCG et l'UPICM-PM œuvraient à constituer une gouvernance locale en opposition au contrôle politique du PRI; une lutte de pouvoir à l'échelle de la colonia, voire de la *vecindad*, que les tremblements de terre reconfigurèrent. Cette lutte pour le contrôle territorial, caractéristique du mouvement urbain populaire (MUP), est notamment perceptible à travers l'utilisation de pancartes et de graffitis sur les façades de *vecindad*, qui servaient à afficher l'allégeance de celle-ci aux unions de voisin et à leur projet de reconstruction (voir *annexe J*). Oscar Cabrera de l'UPICM-PM racontait: « en esa disputa de espacios con el PRI, la Peña sacó un cartel que se pegaba en la entrada de cada *vecindad* y decía “En esta *vecindad* ya estamos organizados. Aquí jalamos con la Peña-Morelos”⁸⁶ ». La constitution de sujet politique et la lutte de pouvoir contre le PRI sont également perceptibles à travers le témoignage de Javier Hidalgo de l'UPICM-PM, lorsque celui-ci commentait les limites du *Proyecto* :

« Lo que planteábamos era autoconstrucción, por una concepción muy ideologizada que teníamos; al principio todo mundo muy romántico con la autoconstrucción, pero finalmente, la acabamos odiando. Pensábamos que se abarataban costos y la gente se integraba, pero el resultado fue que la gente acababan más desintegrada porque teníamos la competencia con

⁸⁶ Témoignage d'Oscar Cabrera tiré de Leslie Serna (éd.), *Aquí nos quedaremos... !...*, op. cit., p. 58. Il est à noter que Renovación Habitacional Popular, le programme de reconstruction du PRI, fit la même chose lorsqu'il entama ses activités dans les quartiers étudiés.

predios del PRI, a los que Jackson⁸⁷ metió constructoras nada más para chingarnos⁸⁸; total que se terminaban antes las de ellos, con dinero de la Cruz Roja, muy bonita, y nosotros pues todavía íbamos a la mitad. Llegó la lana⁸⁹ de Renovación [Habitacional Popular], parecía que se habían puesto de acuerdo en rodearnos: llegaban las maquinarias y trabajaban día y noche en todos los edificios que teníamos alrededor de nuestro proyecto de autoconstrucción⁹⁰. »

Selon Javier Hidalgo, lorsque les autorités municipales commencèrent à reconstruire à travers le programme Renovación Habitacional Popular (RHP), le *Proyecto* subit un stress qui obligea ses organisateurs à le réorganiser. Le manque d'expérience en gestion de chantier, les coûts supplémentaires engendrés par l'embauche exclusive des habitants du quartier, mais également le coût politique de l'avancement des chantiers de RHP poussa donc Casa y Ciudad à engager l'entreprise de construction Kopil. Son choix, toutefois, reflète encore une fois leur vision politique; l'entreprise qu'elle choisit acceptant de travailler en collaboration avec la population du quartier :

« [l]a contratación de la empresa “Kopil”, tiene como base la posibilidad de conciliación de la forma de trabajo y participación de los vecinos, la explicación del desarrollo del proceso, así como los costos mismos, que no son comerciales⁹¹. »

⁸⁷ Enrique Jackson, du Partido Revolucionario Institucional (PRI), fut le délégué de la délégation Cuauhtémoc de 1985 à 1988.

⁸⁸ Terme provenant de l'argot mexicain dont l'auteur Carlos Fuentes donna une définition extrêmement précise : « [l]e verbe *chingar* et les substantifs dérivés (*chingada*, *chingón*, *chingadera*, etc.) implique généralement le viol des choses ou des personnes. Dans le langage de la rue, c'est la plus grosse insulte [...] Un *chingaquedito* est un hypocrite qui par des voies détournées mène à bonne fin ses desseins égoïstes ou destructeurs sans en rien laisser paraître. À l'opposé, le *chingón* est l'homme qui oblige les autres à se soumettre à sa volonté en faisant étalage de force et de courage. Voir Carlos Fuentes, *La mort d'Artemio Cruz*, Paris, Gallimard, 2002, p. 184.

⁸⁹ Terme provenant de l'argot mexicain désignant de l'argent, du financement.

⁹⁰ Leslie Serna (éd.), *Aquí nos quedaremos... !...*, op. cit., p. 115.

⁹¹ Georgina Sandoval (éd.), *Soy de la Guerrero y aquí me Quedo...*, op. cit., p. 16.

Le type d'habitation que proposait le *Proyecto de reconstrucción* n'était pas anodin lui non plus, car si la conscience politique devait s'acquérir par le travail collectif, elle se (re)produisait grâce à l'espace que représentait la vecindad. Contrairement à la tendance gouvernementale caractérisée par la construction d'édifice à logement de type condominium, le *Proyecto* offrait de construire de nouvelles vecindades : « queremos hacer vecindades de nuevo tipo, rescatando lo valioso de la vida colectiva⁹². » Certes, comme l'expliquaient les architectes du projet, l'idée provint de questions techniques, démographiques, esthétiques et économiques, comme celles de construire sur les anciennes fondations afin de garantir une meilleure stabilité,⁹³ de garder la même densité de population,⁹⁴ de maintenir l'homogénéité esthétique du quartier⁹⁵ et de sauvegarder les emplois des artisans du marché informel qui dépendent de l'espace offert par la vecindad afin de travailler⁹⁶. Cependant, la vecindad était également perçue comme un lieu où se produisait la solidarité. Sa configuration obligeait la promiscuité entre les voisins, car tous ses logements donnaient sur une aire commune où étaient partagés les toilettes, les points d'eau, les *lavaderos* et les cordes à linge (voir *Annexes K et L*). Si le partage de l'espace commun ne se faisait pas sans heurts, il générait toutefois des relations qui favorisaient l'organisation sociale dans le quartier, et l'organisation politique de la gouvernance territoriale proposée par les unions de voisins. C'est du moins ce que

⁹² UVCG et UPICM-PM (1985) *Proyecto de reconstrucción de vivienda en las colonias Guerrero y Morelos*. [Brochure]. Fonds d'archives Miguel de la Madrid Hurtado, Asociaciones Civiles (32.01.00.00, caja 4, exp. 12) Archivo General de la Nación, Ciudad de México

⁹³ G. Flores Juárez, J. Carlos Alberto et B. Hernández, *Reconstruiremos con nuestras propias manos: La Guerrero...*, op. cit., p. 70.

⁹⁴ *Ibid.*

⁹⁵ Edna Elena Vega Rangel, « Algunas experiencias de organización de damnificados en la reconstrucción », dans *La Reconstrucción: del discurso épico al discurso político*, México D.F., Casa y Ciudad, 1988, p. 148.

⁹⁶ Louis-Charles Cloutier Blain (2017, 31 mars). *Entrevue avec Georgina Sandoval*, Ciudad de México.

mentionnait Francisco Saucedo, militant de l'UVCG, de l'UPICM-PM et de l'ACNR, lorsqu'il commentait le *Proyecto de reconstrucción* :

« Y era un proyecto de vecindad. Era recuperar la vecindad por todo el estilo cultural que generaba la condición del patio. El patio como espacio de extensión de la vivienda y convivencia entre los vecinos y la calle. Pero si mejorabas los servicios. O sea a cada vivienda le pusiste su baño, su lavadero. Los lavaderos estaban afuera pa'que siguiera ese tono más de convivencia y de chismes. Pero el patio, el patio central a donde todos...es nuestro espacio común⁹⁷. »

Cette interprétation de la vecindad comme espace générateur de solidarité est aussi présente dans le témoignage de Yolanda Tello Mondragón de l'UVCG :

« Podías pelearte te dijo por mil cosas pero en los asuntos en donde había algún vecino que estuviera sufriendo alguna pérdida y todo eso, pues la gente se unía para apoyar. [...] Que es algo diferente a lo que se vive en los condominios. Y es algo que nosotros luchamos mucho porque se pudiera haber conservado⁹⁸. »

La reconstruction de l'espace habité allait donc de pair avec la construction d'un vivre ensemble dont le patio de la vecindad était le lieu où se produisait la solidarité, elle-même à la base de la conscience politique. C'est du moins la manière dont le concevaient l'UVCG et l'UPICM-PM, qui représentaient justement les assemblés de voisins dans cet espace semi-public liant la maison au quartier (*voir Annexe H et I*). De surcroît, il faut également rappeler que le design des 310 logements reconstruit

⁹⁷ Louis-Charles Cloutier Blain (2017, 2 avril). *Entrevue avec Francisco « Paco » Saucedo et Yolanda Tello Mondragón*, Ciudad de México

⁹⁸ Louis-Charles Cloutier Blain (2017, 31 mars). *Entrevue avec Yolanda Tello Mondragón*, Ciudad de México.

était en partie imputable à Casa y Ciudad. Ce faisant, considérant ses orientations clairement politiques, exposées dans la section 2.3.2, il est clair que ce projet de nouvelle *vecindad* n'est pas, lui non plus, sans orientations politiques.

Enfin, et en troisième lieu, la participation des sinistrés est à la base d'une vision alternative de la ville. Son système de gouvernance alternatif permit aux habitants des colonias Guerrero et Morelos de réaliser une aspiration qui leur avait constamment été refusée par les autorités municipales : participer et influencer le devenir de leur quartier. Le *Proyecto* permettait ainsi de réaliser, à l'échelle de deux quartiers, une revendication ayant donné naissance à l'UVCG, comme l'indique la caricature « El pueblo decide sobre su Ciudad » (voir *Annexe M*) tirée du premier numéro de son journal *La voz de la Guerrero* : « Aportamos una solución a nuestro barrio y no todo nos venga de arriba sin que nos consulten⁹⁹ ». Ce faisant, le projet de gouvernance urbaine proposé par l'UVCG et l'UPICM-PM à travers le *Proyecto*, caractérisée par l'inclusion des habitants des colonias Guerrero et Morelos, passait comme étant beaucoup plus démocratique que celui du PRI. Comme de l'eau au moulin, la participation au *Proyecto de reconstrucción* faisait fonctionner ce type de gouvernance urbaine alternatif tout en démontrant la viabilité et les résultats de l'inclusion revendiquée depuis si longtemps, comme le mentionnait Jorge Jiménez Muñoz :

« Planteamos la necesidad de elaborar cuatro *vecindades*, dos en la Morelos y dos en la Guerrero, como un hecho demostrativo y como un

⁹⁹ Anonyme (1976, 19 juillet) Editorial, *La voz de la Guerrero*, no. 1, récupéré de : https://prezi.com/k_tc8zjesae3/imagenes-de-la-uvcg/

J'invite le lecteur à porter attention à la date de parution de ce premier numéro du journal de l'UVCG. La parution de celui-ci survint en pleine période des pluies (juin à septembre), lors de laquelle s'effondraient le plus de *vecindades*, elles-mêmes à l'origine de l'union de voisins.

aspecto político, en el que le demostráramos al Estado que se podía construir, que no era necesario el desalojo y dado que el Estado no intervenía, los vecinos lo tenían que hacer¹⁰⁰. »

Le témoignage de Jiménez Muñoz, architecte unamien et directeur de Casa y Ciudad est non sans rappeler le projet politique sous-jacent le concept du droit à la ville d'Henri Lefebvre, mentionnée en introduction de ce chapitre :

C'est pourquoi il [Lefebvre] propose d'élaborer un programme politique de réforme urbaine à soumettre aux partis politiques, d'encourager de nouvelles formes d'architecture intégrant la dimension sociale tout en faisant appel à l'imagination, « utopie concrète », permettant à l'homme de recouvrer la ville comme « œuvre », c'est-à-dire support de pratiques sociales autonomes¹⁰¹.

2.4. Le militantisme de voisinage: entre l'affirmation du droit à la ville et la convergence des luttes politiques?

Comme nous l'avons vu dans ce chapitre, les unions de voisins se formèrent afin de résister aux processus de relégation spatiale et ainsi affirmer le droit à la ville de leurs membres. Lors de la lutte des locataires (*lucha inquilinaria*) et de la reconstruction post-sismique, l'UVCG et l'UPICM-PM œuvrèrent afin de permettre aux habitants des colonias Guerrero et Morelos de maintenir leur mode de vie dans les quartiers centraux de Mexico D.F., et ce, à l'encontre des projets des autorités municipales et des propriétaires de logement. Elles proposèrent, par le fait même, une autre manière

¹⁰⁰ Témoignage de Jorge Jiménez Muñoz cité dans: G. Flores Juárez, J. Carlos Alberto et B. Hernández, *Reconstruiremos con nuestras propias manos: La Guerrero...*, *op. cit.*, p. 68.

¹⁰¹ L. Costes, « Le Droit à la ville de Henri Lefebvre »..., *op. cit.*, p. 181.

de comprendre et de gérer l'urbain; un modèle de gouvernance horizontal et transparent, qui contrastait avec celui imposé par les autorités municipales priistes¹⁰².

Si les habitants des colonias Guerrero et Morelos réussirent à constituer un mouvement capable d'une telle résistance, c'est notamment à cause de la convergence des idéologies et des luttes politiques de différents acteurs. Le militantisme des voisins convergeait ainsi avec celui des artistes de la Peña Morelos, des architectes de l'Autogobierno, des membres de l'Asociación Cívica Nacional Revolucionaria (ACNR) et du bas clergé de la paroisse Nuestra Señora de Los Ángeles inspirés par la théologie de la libération (TL). Il est à noter que cette convergence fut facilitée par la présence d'acteurs multipositionnés¹⁰³. L'exemple le plus flagrant est celui de Francisco Saucedo: jeune jésuite en formation influencé par la théologie de la libération, il s'investit dans l'UVCG à partir de 1977 en parallèle à ses études ecclésiastiques. Il laissa ensuite la robe et intégra l'ACNR à partir 1983 tout en participant à la création de Casa y Ciudad la même année. Enfin, simultanément à ces autres implications, il intégra aussi l'UPICM-PM à la suite des séismes de 1985. L'exemple de Saucedo est très révélateur, car il connecte en un seul cas tous les partis en présence. Si le multipositionnement de Saucedo impressionne,

¹⁰² Évidemment, il n'est pas question ici d'encenser le travail des unions de voisins en omettant les limites de leurs pensées et de leurs pratiques politiques. L'analyse de genre, qui sera utilisée dans les prochains chapitres, démontrera que ces organisations reconduisaient, de manière paradoxale, certaines oppressions à l'instar des autorités municipales qu'elles combattaient.

¹⁰³ L'analyse offerte dans ce chapitre doit beaucoup au concept du multipositionnement d'Hélène Combes : « par dirigeant multi-positionnés, nous entendons des acteurs qui occupent des positions de direction au sein d'une et parfois plusieurs organisations contestataires (mouvements sociaux, organisation sociales, etc.) et mènent parallèlement une carrière au sein du PRD. » H. Combes, *Faire parti...*, *op. cit.*, p. 14. Si ce concept permit à Combes de comprendre les liens entre le MUP et le PRD, nous l'avons trouvé particulièrement utile afin de comprendre la relation entre les unions de voisins et la panoplie d'acteurs gravitant autour d'elles. Nous avons trouvé son concept d'autant plus pertinent étant donné que l'ACNR devint un courant politique à l'intérieur du PRD en 1989. Les acteurs multipositionnés furent le point de départ afin d'identifier les différents groupes influençant le militantisme des unions étudiées.

celui d'autres acteurs, certes moins varié, démontre que ce phénomène n'est pas isolé. Comme nous l'avons vu, le multipositionnement s'observe aussi chez Georgina Sandoval. Étudiante en architecture à l'ENA-Autogobierno, le travail qu'elle y entreprit avec le MUP l'amena à intégrer l'UPICM-PM et Casa y Ciudad, une ONG investie par les membres de l'ACNR. D'autres exemples sont les architectes Javier Hidalgo et de David Cervantes. Ayant aussi passé par l'ENA-Autogobierno, ils militaient simultanément à l'UPICM-PM et à l'ACNR lors de leur participation au *Proyecto de reconstrucción*¹⁰⁴.

Si l'analyse du contexte historique présenté dans ce chapitre peut laisser croire que le militantisme de voisinage était un mouvement bigarré, l'analyse de genre, elle, dresse toutefois un portrait beaucoup plus homogène. Si une panoplie d'acteurs a été mentionnée, reste qu'à l'instar de l'historiographie, ce contexte n'a fait qu'effleurer le cœur même de ces organisations sociales. Sans vouloir nier l'impact des acteurs précédemment mentionné, il est impossible, selon nous, de comprendre le militantisme de voisinage sans s'intéresser à leurs actrices principales : les femmes. En effet, l'analyse du militantisme de voisinage prend une tout autre direction lorsque l'on adopte, afin de l'appréhender, les perspectives de l'histoire par le bas et de

¹⁰⁴ Nous avons établi le multi positionnement de Javier Hidalgo et de Georgina Sandoval à partir de leurs témoignages précédemment cités dans ce chapitre. En ce qui concerne David Cervantes, son multipositionnement fut établi en croisant le témoignage de Sandoval avec plusieurs sources. D'une part, les curriculums vitae de Cervantes permirent d'établir son implication à l'ACNR entre 1980-1986: Sistema de Información Legislativa, (s.d.) *Perfil del legislador*, récupéré de : http://sil.gobernacion.gob.mx/Librerias/pp_PerfilLegislador.php?Referencia=100 ; Red política (s.d.) *David Ricardo Cervantes Peredo*, récupéré de : <http://www.redpolitica.mx/yopolitico/perfil/david-ricardo/cervantes-peredo>. D'autre part, les sources suivantes permirent d'établir la participation de Cervantes au projet de reconstruction. Sa participation à la reconstruction de la vecindad de Goristiza 36 (colonia Morelos) est mentionnée dans : Georgina Sandoval, (1988), *Gorostiza 36*, [dactylographié], Archives Casa y Ciudad, Ciudad de México. On trouve également une photographie montrant Cervantes sur un chantier du *Proyecto de reconstrucción* dans G. Sandoval, *Treinta años de los sismos de 1985...*, op. cit., p. 30.

l'histoire du genre. Comme nous le verrons dans les chapitres suivants, délaissant les catégories neutres de « locataires » et « sinistrés », ces perspectives permettent de mettre en lumière la nature particulièrement féminine de la base militante de l'UVCG et de l'UPICM-PM tout en démontrant que la lutte pour le droit à la ville dans les colonia Guerrero et Morelos fut menée et influencée par une vaste majorité de femmes.

CHAPITRE III

LES FEMMES ET LA LUTTE DES LOCATAIRES DANS LES COLONIAS

GUERRERO ET MORELOS (1976-1985)

*Yo puedo ser jefa de hogar, empleada o
intelectual
Yo puedo ser protagonista de nuestra
historia y la que agita
La gente la comunidad, la que despierta
la vecindad*
Ana Tijoux¹

En 1983, Regina², habitante d'une vecindad de la colonia Guerrero et membre de l'Unión de Vecinos de la Colonia Guerrero (UVCG) offrait à la sociologue Alejandra Massolo un témoignage détaillé de sa participation à la lucha inquilinaria. Entre autres choses, Regina se souvenait d'une femme ayant été incarcérée pour avoir résisté à l'expulsion de son logement avec l'aide de ses voisins. Trois jours plus tard, après d'âpres négociations et la tenue d'une manifestation d'appuis au Tercero Mixto de Paz³, elle était finalement relâchée. Elle put recouvrer sa liberté et son logement en échange d'une hausse de son loyer. En ces termes, Regina se remémorait le retour à la maison de sa camarade:

¹ Ana Tijoux. (2014). Antipatriarca. Dans *Vengo* [Disque compact audio]. Nacional Records récupéré de : <https://www.youtube.com/watch?v=RoKoj8bFg2E>

² Les noms et prénoms sont tus dans le témoignage de Regina. Seuls son prénom et la première lettre du prénom de ses enfants et de son mari permettent d'identifier les principaux protagonistes de son parcours de vie. Le témoignage de Regina vient de A. Massolo, *Por amor y coraje...*, op. cit., p. 339-363.

³ Cour de justice responsable des litiges liés à la location d'habitation à prix modique. En 1983, cette cour traitait les causes dont le bail était de 417 pesos mensuels et moins. *Ibid.*, p. 356.

« Ella estuvo llorando con nosotros en su casa, y su marido molesto: nos miraba así...como diciendo “ay viejas revoltosas, hasta dónde fue a dar mi mujer por ellas”. Pero al fin y al cabo, el señor nos vino dando las gracias porque él vio que a ella nunca la dejamos sola; esa compañera dijo que ella seguía en la lucha y que seguirá aunque su familia no esté de acuerdo⁴. »

Le témoignage de Regina, qui sera étudié plus en détail, fait ressortir plusieurs éléments du militantisme féminin dans les colonias Guerrero et Morelos. S’il montre comment s’organisaient la solidarité et la lutte politique des habitants de ces quartiers, il démontre aussi clairement les sacrifices que faisaient les femmes lorsqu’elles s’engageaient à défendre leur droit à la ville. C’est ce portrait gris, balançant entre les gains et le prix du militantisme de voisinage, qui fera l’objet de ce chapitre. Le prix que devaient payer les femmes pour leur militantisme était double: s’exposer à la coercition de l’État et entrer en conflit avec sa propre famille. En fait, comme nous le verrons dans les lignes qui suivent, ces sacrifices caractéristiques de la crise du logement populaire et de la reconstruction post-sismique furent nécessaires, car les vicissitudes de la société patriarcale, dont les rôles de genre imposés aux hommes et aux femmes, se reconduisirent à l’intérieur de ces conjonctures. Et c’est à cause de leur rôle de genre que les femmes des colonias Guerrero et Morelos s’investirent massivement dans le militantisme de voisinage. Ce faisant, en nous basant sur notre étude de cas, nous proposons qu’il soit possible d’expliquer le MUP à travers l’influence qu’eurent les rôles genre sur la mobilisation de sa base (féminine). C’est en partant de ce postulat que nous aborderons ce chapitre.

⁴ *Ibid.*

Mais pourquoi s'intéresser aux femmes en particulier ? Cette emphase est d'abord le fruit de l'une des orientations méthodologiques principales de ce mémoire, qui est de proposer, en outre, une analyse « par le bas », c'est-à-dire que cette recherche s'appuie sur la voie et l'expérience des habitants des Colonia Guerrero et Morelos et de la base militante des unions de voisins étudiées. Cela étant dit, en ce qui concerne la lutte des locataires et la reconstruction dans les quartiers mentionnés, force est de constater que les femmes constituèrent la majorité des acteurs impliqués. C'est du moins ce qu'indiquent plusieurs sources primaires et secondaires qui s'entendent pour dire que le pourcentage de femme dans le MUP et dans les unions de voisins étudiées était de l'ordre de 80%. En 1996, Casa y Ciudad, sous la plume de Georgina Sandoval et Luis Cruz, mentionnait que les organisations populaires liées à l'ONG étaient composées à 80% par des femmes⁵. En 1995, lorsqu'Akemi Kamakura étudia l'évolution de l'identité de genre chez les femmes de l'UVCG, elle dénotait elle aussi que les femmes formaient 80% des membres de l'union de voisins⁶. En 1993, Edna Elena Vega Rangel, également de Casa y Ciudad, faisait aussi mention de ce pourcentage lorsqu'elle remarqua que la majorité des femmes composant le MUP ne se reflétait pas dans la composition de son leadership : « las movilizaciones urbanas están organizadas en un 80% por mujeres y 20% de hombres pero la dirigencia de las organizaciones sociales está compuesta únicamente por 27% de mujeres y el restante 63% por hombres⁷ ». Enfin, la même proportion avait aussi été notée en 1991 par Asamblea de Barrios (AB), une organisation parapluie du MUP dont la création fut

⁵ Georgina Sandoval et Luis Cruz, *¿Gestión Urbana en la Ciudad de México ?*, Mexico D.F., Habitat Internacional Coalition, 1996, p. 4.

⁶ Akemi Kamakura, *New Social Movements And Identity: In The Case Of La Colonia Guerrero*, Mémoire de maîtrise, Michigan State University, 1996, p. 57.

⁷ Edna Elena Vega Rangel, « Mujer y vida política », dans *¿...Y quien hace la ciudad?*, México D.F., Casa y Ciudad, 1994, p. 155.

notamment imputable à l'UPICM-PM: « [n]uestra organización tiene una composición de 80% de mujeres, de las cuales el 50% son cabeza de familia⁸. » Bref, en considérant l'ampleur de la participation féminine dans les organisations étudiées, il semble autant inévitable que pertinent d'adopter une analyse de genre afin de proposer une histoire par le bas de la lutte des locataires (*lucha inquilinaria*), de la lutte pour la reconstruction post-sismique et, plus largement, une histoire à l'image de ce mouvement social. Comme nous le verrons, ce sont les femmes qui furent les plus actives quand vint le temps de défendre la maison contre le propriétaire et l'huissier; ou lors des négociations avec les autorités afin de garantir leur droit à habiter et à reconstruire dans leur quartier d'origine; ou lorsque vint le temps de mener à bien le projet de reconstruction de leur demeure ; ou encore lorsqu'il fallut confronter la police, qui à l'occasion usa de coercition afin de briser ces résistances à la relégation spatiale des habitant(e)s des colonias Guerrero et Morelos.

3.1. Contexte démographique⁹

Dans cette section, nous nous attarderons à quelques éléments de la démographie des délégations Cuauhtémoc et Venustiano Carranza dans une perspective de genre. Plus précisément, nous nous attarderons à l'activité et à la nuptialité. Cela permettra de mettre en lumière l'intime relation entre les femmes et leur maison, en démontrant qu'elles étaient les (seules) responsables du travail ménager. Nous verrons également qu'elles avaient beaucoup moins tendance à avoir un partenaire que les hommes. La nature de leur travail et de la structure de leur famille, liée selon nous aux rôles de

⁸ Asamblea de Barrios (1991) *Mujeres : ¡ni un paso atrás!*, [Brochure] 1991, p. 5. Collection personnelle de Yolanda Tello Mondragón.

⁹ Les données statistiques sur lesquelles cette section repose proviennent du recensement de 1980. Sauf avis contraire, les pourcentages présentés sont tous arrondis vers le haut afin d'afficher des chiffres entiers.

genre patriarcaux, explique leur implication importante dans le militantisme de voisinage. Afin de le démontrer, nous mettrons donc en dialogue l'analyse quantitative présentée dans les lignes qui suivent, basée sur les données du recensement de 1980, avec une analyse qualitative déployée à travers deux parcours de vie qui suivront dans les sections 3.2 et 3.3. Ce portrait démographique servira également à contextualiser le chapitre 4.

3.1.1. Activité et genre

Selon le recensement de 1980, la population de la délégation Cuauhtémoc était de 814 983 habitants, dont 437 566 (54%) était des femmes. La délégation Venustiano Carranza, où se situe l'autre partie de la Morelos, avait quant à elle une population de 692 896 habitants, dont 360 096 (52%) étaient des femmes¹⁰. En ce qui a trait au travail, les femmes avaient un taux d'activité de 44% dans la Cuauhtémoc et de 36% dans la Venustiano Carranza (*voir Annexe O*)¹¹. Le taux d'activité des femmes au niveau national étant de 28%, celui des femmes de la délégation Cuauhtémoc était donc supérieur de 16 points, alors que celui des femmes de la délégation Venustiano Carranza était supérieur de 8 points. Cet écart était toutefois moins élevé lorsqu'on le compare au taux d'activité féminine de México D.F., puisque le District fédéral enregistrait le taux le plus élevé du pays (37%)¹². Ce faisant, comparer à l'ensemble

¹⁰ Instituto Nacional de Estadística y Geografía (1980), *Población total, por municipio, según sexo. Población. Ciudad de México*, X Censo General de Población y Vivienda (Base de données), Serveur de données INEGI (distributeur), tableau en format Excel, récupéré le 6 septembre 2017 de <http://www.beta.inegi.org.mx/proyectos/ccpv/1980/>

¹¹ Instituto Nacional de Estadística y Geografía (1980), *Población de 12 años y más, por municipio y grupos quinquenales de edad, según condición de actividad y sexo. Características económicas. Ciudad de México*, X Censo General de Población y Vivienda (Base de données), Serveur de données INEGI (distributeur), tableau en format Excel, récupéré le 6 septembre 2017 de <http://www.beta.inegi.org.mx/proyectos/ccpv/1980/>

¹² Instituto Nacional de Estadística y Geografía (1980), *Población de 12 años y más, por entidad federativa, sexo y grupos quinquenales de edad, según condición de actividad y tipo de inactividad*.

des femmes de la capitale, celles de la Cuauhtémoc enregistraient ainsi un taux supérieur de 7 points alors que celui de la Morelos était inférieur d'un point.

Par rapport à la composition de la population active, les femmes représentent respectivement 42% et 35% de la main-d'œuvre des délégations Cuauhtémoc et Venustiano Carranza,¹³ dépassant ainsi la proportion nationale (28%) de 14 et de 7 points¹⁴. Encore une fois, l'écart est toutefois moins élevé lorsqu'on le compare avec les travailleuses de Mexico D.F, qui composent 36% de l'ensemble de la main-d'œuvre recensée dans la capitale. Dans ce contexte, les femmes de la délégation Cuauhtémoc enregistrent un taux supérieur de 6 points alors que le taux de celles de la Venustiano Carranza est inférieur d'un point (*voir Annexe N*). Bref, malgré une présence marquée des femmes sur le marché du travail, le recensement de 1980 dépeint les femmes comme étant particulièrement inactives en comparaison aux hommes (*voir Annexe O*). En effet, si les hommes ont un taux d'inactivité de 26% et de 27% dans les délégations Cuauhtémoc et Venustiano Carranza, le chiffre augmente à 56% et 64% dans le cas des femmes. Celles-ci composent également la

Características económicas. Estados Unidos Mexicanos, X Censo General de Población y Vivienda, (Base de données), Serveur de données INEGI (distributeur), tableau en format Excel, récupéré le 30 novembre 2017 de: <http://www.beta.inegi.org.mx/proyectos/ccpv/1980/>

¹³ Instituto Nacional de Estadística y Geografía (1980), *Población de 12 años y más, por municipio y grupos quinquenales de edad, según condición de actividad y sexo. Características económicas. Ciudad de México, X Censo General de Población y Vivienda (Base de données), Serveur de données INEGI (distributeur), tableau en format Excel, récupéré le 6 septembre 2017 de <http://www.beta.inegi.org.mx/proyectos/ccpv/1980/>*

¹⁴ Instituto Nacional de Estadística y Geografía (1980), *Población económicamente activa, por rama de actividad económica, sexo y grupos quinquenales de edad, según tamaño de la localidad. Características económicas. Estados Unidos Mexicanos, X Censo General de Población y Vivienda (base de données), serveur de données INEGI (distributeur), tableau en format Excel, récupéré le 30 novembre 2017 de <http://www.beta.inegi.org.mx/proyectos/ccpv/1980/>*

majorité de la population économiquement inactive, avec un taux de 72% dans la Cuauhtémoc et de 73% dans la Venustiano Carranza¹⁵.

Cela étant dit, il est très important de nuancer ces statistiques, car si elles nous offrent un point de départ, elles reflètent injustement la réalité. Comme le rappelle Marie France Labrecque, le concept de population économiquement active (PEA), sur lequel reposent les taux précédemment mentionnés, « constitue la négation même de tout un aspect du travail des femmes en ne tenant pas compte des activités informelles et du travail ménager¹⁶. » Sans parler de l'invisibilisation du travail ménager, ces taux ne prennent pas en compte de nombreux emplois féminins échappant aux données officielles de par leur informalité, comme le commerce ambulant, l'entretien ménagé, la lessive ou la vente de nourriture fait maison. Des emplois d'ailleurs que l'on retrouve fréquemment dans les quartiers du centre-ville de Mexico D.F., et tout particulièrement dans le quartier Tepito de la Colonia Morelos¹⁷. Rappelons également que le travail informel est accompli par une large proportion de femmes, ce qui fausse encore davantage les données¹⁸. Il est donc important de considérer que ces taux doivent être amortis, autant au niveau de la composition de la main-d'œuvre que du pourcentage d'activité. Autrement dit, il est sans doute probable que les femmes soient plus présentes et plus actives sur le marché du travail que ne le laissent croire les données du recensement. Par exemple, il n'est probablement pas exagéré de

¹⁵ Instituto Nacional de Estadística y Geografía (1980), *Población de 12 años y más, por municipio y grupos quinquenales de edad, según condición de actividad y sexo. Características económicas. Ciudad de México*, X Censo General de Población y Vivienda (Base de données), Serveur de données INEGI (distributeur), tableau en format Excel, récupéré le 6 septembre 2017 de <http://www.beta.inegi.org.mx/proyectos/ccpv/1980/>

¹⁶ Marie France Labrecque, « Femmes, travail et domination masculine au Mexique » *Travail, industrie et classes ouvrières*, vol. 10, numéro 1, 1986, p.199.

¹⁷ Sur le marché informel dans la colonia Morelos, j'invite les lecteurs à consulter les travaux cités dans la section 2.1.2.

¹⁸ Marie France Labrecque, *op cit.* p. 206.

penser que les femmes composent environ la moitié de l'ensemble des travailleurs de la délégation Cuauhtémoc, considérant qu'elles y représentent 42% de la main-d'œuvre formelle recensée en 1980.

D'un autre côté, sans donner l'heure juste, reste que certains écarts sont si élevés qu'il n'est pas exagéré de penser qu'ils reflètent certaines tendances. C'est probablement le cas, par exemple, du travail ménager. Il est à noter que sur l'ensemble de la population se dédiant au travail ménager, 98% sont des femmes à l'échelle de Mexico D.F., et 97% à l'échelle du pays (*voir Annexe P*)¹⁹. Si la composition de la population dédiée au travail ménager est extrêmement inégale selon le sexe, cette forte disparité sexuelle est aussi visible lorsque l'on compare les populations dédiées au travail ménager aux autres types d'occupation selon le sexe. En effet, si 43% des femmes de Mexico D.F. et 54% de toutes femmes du pays se dédient au travail ménager, seulement 1% des hommes de Mexico D.F. et 2% de tous les Mexicains font de même (*voir Annexe Q*)²⁰. Selon le recensement de 1980, le travail ménager semble donc retomber presque exclusivement sur les épaules des femmes; une tendance que confirment d'ailleurs les témoignages à notre disposition, comme nous le verrons plus bas.

3.1.2. État civil et genre

¹⁹ Instituto Nacional de Estadística y Geografía (1980), *Población de 12 años y más, por entidad federativa, sexo y grupos quinquenales de edad, según condición de actividad y tipo de inactividad. Características económicas. Estados Unidos Mexicanos*, X Censo General de Población y Vivienda (Base de données), Serveur de données INEGI (distributeur), tableau en format Excel, récupéré le 30 novembre 2017 de <http://www.beta.inegi.org.mx/proyectos/ccpv/1980/>

²⁰ Instituto Nacional de Estadística y Geografía (1980), *Población de 12 años y más, por entidad federativa, sexo y grupos quinquenales de edad, según condición de actividad y tipo de inactividad. Características económicas. Estados Unidos Mexicanos*, X Censo General de Población y Vivienda (Base de données), Serveur de données INEGI (distributeur), tableau en format Excel, récupéré le 30 novembre 2017 de <http://www.beta.inegi.org.mx/proyectos/ccpv/1980/>

En ce qui concerne l'état civil, dans la délégation Cuauhtémoc, 58% des femmes déclarent ne pas avoir de partenaire (célibataires, séparées, veuves ou divorcées). En contrepartie, 42% sont mariées ou vivent en union libre. Dans la délégation Venustiano Carranza, ces taux sont presque ex æquo, soit de 48% et 52% respectivement (voir *Annexe R*)²¹. Des taux semblables reviennent dans une étude menée en 1985 par Julieta Quilodrán, qui s'intéresse à l'état civil des membres de 3100 groupes domestiques sinistrés lors des tremblements de terre de 1985 dont la majorité d'entre eux (90%) proviennent des délégations Cuauhtémoc et Venustiano Carranza²². Elle y note que les femmes célibataires, séparées, divorcées ou veuves y représentent respectivement 54% et 50,3%²³. En contrepartie, les femmes mariées ou en unions libres ont un taux de 46% dans la Cuauhtémoc et de 49,7% dans la Venustiano Carranza. Comme elle l'explique, son échantillon est composé par une population de 15 ans et plus, ce qui diffère du barème des « 12 ans et plus » retenu lors du recensement de 1980, ce qui a comme effet de faire diminuer quelque peu le nombre de célibataires.

3.2. La lutte des locataires: un mouvement de femmes

À en croire les auteurs et les organisations citées en introduction, qui stipulent que les organisations du mouvement urbain populaire (MUP) sont composées à 80% de femmes, il est juste d'affirmer que ce mouvement social en était un de femmes, même si leurs revendications principales ne s'articulaient pas spécifiquement autour de leur

²¹ Instituto Nacional de Estadística y Geografía (1980), *Población de 12 años y más, por municipio y sexo, según estado civil. Estado civil. Ciudad de México*, X Censo General de Población y Vivienda (Base de données), Serveur de données INEGI (distributeur), tableau en format Excel, récupéré le 6 septembre 2017 de <http://www.beta.inegi.org.mx/proyectos/ccpv/1980/>

²² Julieta Quilodrán, « El estado civil de los entrevistados », *Revista Mexicana de Sociología*, vol. 48, n° 2, avril 1986.

²³ *Ibid.*, p. 39.

condition de femme. Or, qu'est-ce qui peut bien expliquer une telle prépondérance des femmes dans les unions de voisins ? Comme nous le verrons dans cette section, la présence majoritaire des femmes s'explique par une tension de leur rôle de genre, notamment en ce qui concerne le travail, la famille et le politique.

3.2.1. Le militantisme de voisinage, le genre et la division sexuelle du travail

D'abord, les femmes de l'époque expliquent le plus souvent leur participation dans les unions de voisins par le fait que les hommes « travaillent », et qu'ils n'ont donc pas le temps de se consacrer à ce genre de militantisme²⁴. L'absence des hommes semble s'expliquer, a priori, par leur rôle à l'intérieur de la famille et de l'économie patriarcales, qui les reléguait au rôle de pourvoyeur et de travailleur salarié. Il va sans dire que de nombreuses activités se déroulaient principalement de jour ou de manière inopinée, rendant l'implication des hommes salariés difficile. Les expulsions de logements ou la reconstruction des maisons après le tremblement de terre en sont des exemples. Il est aussi possible que les hommes, tout comme les membres de leur famille, craignaient les répercussions négatives que pourrait avoir le militantisme masculin sur le revenu familial, surtout lorsque le père de famille était la seule source de revenus. On retrouve cette considération, par exemple, dans le témoignage de Pilar, une mère monoparentale ayant habité et participé activement au développement du Campamento 2 de Octubre²⁵ :

²⁴ Voir, par exemple, le témoignage de Regina (1983, México D.F.) citée dans A. Massolo, *Por amor y coraje...*, *op. cit.*, p. 360.

²⁵ Le Campamento 2 de Octubre est un quartier dont l'urbanisation s'effectue de manière irrégulière durant les années 1950. À partir de la fin des années 1960, ses occupants, qui paient pour la plupart un loyer modeste à de petits propriétaires, entrent ensuite en conflit avec les autorités municipales, qui exproprient ces terrains et tentent d'en expulser la population s'y étant installée. Le Campamento 2 de Octubre représente ainsi une autre manifestation du MUP que celle étudiée dans ce mémoire, son objectif principal étant la question du droit au sol urbain et aux services publics. Sans en être totalement déconnecté, le militantisme populaire qui s'y développa représente une

« En primer lugar nos dimos a la tarea – y eso se llevó a la discusión, - de que fuésemos las mujeres las que saliéramos al frente en todo, porque la pinche²⁶ policía a los hombres los agarraban con saña y los golpeaban. Entonces quedaba el esposo tirado en cama, madreando por los granaderos, no trabajaba, podían tener el riesgo que lo corrieran del trabajo²⁷. »

Il est fort possible que certains hommes évitèrent donc de s'impliquer dans une union de voisins, découragés par la crainte de la répression policière et ses répercussions sur leurs familles respectives. Toutefois, la maigre présence des hommes dans le MUP ne s'explique pas seulement par leur activité sur le marché du travail salarié. Le témoignage d'une militante anonyme²⁸ impliquée dans la reconstruction post-sismique révèle plusieurs raisons expliquant la composition asymétrique des membres du mouvement urbain populaire (MUP) selon le genre. Cette membre de l'Unión Popular de Inquilinos de la Colonia Morelos-Peña Morelos (UPICM-PM) reprenait notamment l'idée selon laquelle les hommes avaient un travail salarié qui les empêchait de s'impliquer. Par contre, elle soulignait également un autre type de raison, non plus de l'ordre de la contrainte extérieure, mais plutôt du choix personnel. Si certains hommes étaient occupés par leurs emplois, mentionne-t-elle, d'autres n'avaient pas l'intérêt d'y participer : « o bien tenemos un esposo que aunque no

expérience parallèle à la lucha inquilinaria, qui regroupait l'ensemble des résistances des locataires des quartiers populaires du centre-ville à partir des années 1970. À propos du Campamento 2 de Octubre, voir *Ibid.*, p. 215-242.

²⁶ Adjectif provenant de l'argot mexicain. Dans le cas précis, il sert à qualifier péjorativement la police avec mépris.

²⁷ A. Massolo, *Por amor y coraje...*, op. cit., p. 257.

²⁸ Le témoignage de cette femme vient de l'article suivant : Georgina Sandoval et Teresa Quintero, « La lucha de la mujer por una sociedad nueva : Unión de Inquilinos de la Colonia Morelos-Peña Morelos », dans *Participación social, reconstrucción y mujer. El sismo de 1985*, México D.F., Colegio de México. Tous les témoignages de femme s'y retrouvant sont anonymes.

tenga empleo está cansado y le duele el cuerpo para trabajar en la obra²⁹». Cela étant dit, qu'est-ce qui pourrait expliquer le fait que certains hommes ayant « le temps » de s'impliquer ne le font pas ?

En fait, certaines chercheuses affirment que la prépondérance des femmes dans le MUP s'explique principalement à travers les rôles de genre prescrit par la société³⁰. La participation massive des femmes s'explique donc par le fait qu'elles y trouvaient un véhicule à travers lequel elles cherchaient la solution à plusieurs problèmes s'inscrivant à l'intérieur des domaines de compétence traditionnellement féminins. María Eugenia Guadarrama Olivera, par exemple, propose que les femmes, en tant que responsables de la consommation des biens et des services de leur famille, aient eu tendance à s'impliquer dans le MUP lorsque ce rôle devint de plus en plus difficile à remplir en contexte de crise, comme c'est le cas dans les années 1970 et 1980 au Mexique³¹.

La maison étant le bien à la base de la consommation familiale, en plus d'être traditionnellement sous la responsabilité des femmes qui devaient s'assurer des tâches entourant son entretien et son bon fonctionnement, cela peut donc expliquer pourquoi les femmes étaient fortement majoritaires dans le MUP : elles projetaient leur rôle traditionnel dans la sphère publique, en devenant responsables de la protection et de

²⁹ *Ibid.*, p. 76.

³⁰ María de Lourdes García Vázquez, « El olvido de lo obvio: las mujeres en la construcción del hábitat popular », dans *Aproximaciones a la historia del urbanismo popular. Una mirada desde México*, México, Universidad Nacional Autónoma de México, 2014.; M.E. Guadarrama Olivera, « Mujeres y movimiento urbano popular en México »..., *op. cit.*

³¹ M.E. Guadarrama Olivera, « Mujeres y movimiento urbano popular en México »..., *op. cit.*, p. 79. En ce qui nous concerne, la crise du logement populaire mentionnée dans le chapitre précédent, et/ou la crise économique de 1982 et les politiques d'austérité, pourraient expliquer l'engagement des femmes dans les organisations étudiées.

la reconstruction de la maison à travers leur militantisme³². En fait, comme le soulève Alejandra Massolo, ce militantisme fut possible et s'articula grâce au brouillage des frontières entre le privé et le public au niveau du quartier; un brouillage, paradoxalement, que produisaient les rôles de genre patriarcaux:

« Sobre todo el espacio local, asociado a la vida cotidiana de la familia y las tareas domésticas, es el mundo público más accesible y con el que están más familiarizadas: el barrio, la comunidad vecinal y la localidad representan los lugares donde las mujeres se han desenvuelto y proyectado sus roles, intereses, habilidades y luchas. La adscripción social y cultural a los roles genéricos de madre-esposa-ama de casa resultó ser paradójicamente, tan restrictiva como permisiva de tal suerte que el control y limitación a la inmediatez espacial facilitaron el entrenamiento y activa participación femenina en la gestión de los asuntos públicos cotidianos, en asociaciones vecinales y redes de solidaridad comunitaria, demostrando capacidad de influencia, liderazgo y eficiencia política³³. »

Ainsi, on comprend donc pourquoi les unions de voisins intègrent beaucoup plus de femmes que d'hommes : 42% des femmes de 12 ans et plus vivant à Mexico D.F. avaient comme principale occupation le travail domestique en 1980 (contre de 0,8% des hommes)³⁴ et le militantisme à l'intérieur du MUP est fortement liés aussi bien à l'espace local (le quartier) qu'à la consommation familiale (dont les femmes étaient responsables).

³² Inversement, on pourrait peut-être penser que certains hommes ne se sentaient pas interpellés par ce genre d'activités qui ne cadraient pas dans la définition traditionnelle de leur rôle de genre.

³³ Alejandra Massolo, « Las Mujeres y el Habitat Popular cooperación para la sobrevivencia o para el desarrollo », *Anuario de Hojas de Warmi*, n° 10, 1999, p. 80.

³⁴ Instituto Nacional de Estadística y Geografía (1980), *Población de 12 años y más, por entidad federativa, sexo y grupos quinquenales de edad, según condición de actividad y tipo de inactividad. Características económicas. Estados Unidos Mexicanos, X Censo General de Población y Vivienda* (Base de données), Serveur de données INEGI (distributeur), tableau en format Excel, récupéré le 30 novembre 2017 de <http://www.beta.inegi.org.mx/proyectos/ccpv/1980/>

3.2.2. Le militantisme de voisinage et la structure familiale

Toutefois, une autre question s'impose. Comment expliquer la prépondérance des femmes si une bonne partie de celles-ci assument, comme leurs homologues masculins, un travail salarié (formel ou informel) en plus de devoir assumer le travail ménager ? Le fait est que les femmes qui y participaient étaient souvent des mères monoparentales. Rappelons qu'Asamblea de Barrios (AB) notait en 1991 que la moitié de leurs membres féminins, c'est-à-dire 40% du total de ses membres, était chef de famille³⁵. Une information que confirme également le témoignage anonyme d'une femme de l'UPICM-PM impliqué dans le *Proyecto de reconstrucción*: « Aunque en el proceso de construcción de vivienda resulta que quienes más participamos somos las mujeres, pues nos encontramos que un alto índice de mujeres somos solas y además con hijos y somos además el sostén económico de la familia³⁶. » Or, comme le mentionnent Brígida García et Olga Rojas, les femmes reconnues comme étant chefs de famille sont généralement celles qui n'ont ni maris ni conjoint à la maison³⁷. Dans les délégations Cuauhtémoc et Venustiano Carranza, sur toutes les femmes en haut de 12 ans en 1980, 17 % et 13% d'entre elles étaient séparées, divorcées ou veuves³⁸. Rappelons d'ailleurs que le barème des « 12 ans et

³⁵ Asamblea de Barrios (1991) *Mujeres : ¡ni un paso atrás!*, [Brochure] 1991, p. 5. Collection personnelle de Yolanda Tello Mondragón.

³⁶ G. Sandoval et T. Quintero, « La lucha de la mujer por una sociedad nueva : Unión de Inquilinos de la Colonia Morelos-Peña Morelos »..., *op. cit.*, p. 76.

³⁷ « Es conocido que la jefatura declarada (persona reconocida como tal por los miembros del hogar) generalmente sólo permite identificar como jefas a las mujeres sin marido o compañeros en el hogar » Brígida García et Olga Rojas, « Los hogares latinoamericanos durante la segunda mitad del siglo XX: una perspectiva sociodemográfica », *Estudios Demográficos y Urbanos*, n° 50, 2002, p. 275.

³⁸ Instituto Nacional de Estadística y Geografía (1980), *Población de 12 años y más, por municipio y sexo, según estado civil. Estado civil. Ciudad de México*, X Censo General de Población y Vivienda (Base de données), Serveur de données INEGI (distributeur), tableau en format Excel, récupéré le 6 septembre 2017 de <http://www.beta.inegi.org.mx/proyectos/ccpv/1980/>

plus » utilisé dans le recensement fausse probablement la réalité, considérant qu'il soit peu probable qu'une fille de 12 ans soit veuve ou divorcée. En l'absence de données plus précises par tranche d'âge, il importe de considérer que ces taux sont sûrement plus élevés chez les femmes dont l'âge est plus propice au mariage et à la procréation. Cela étant dit, il est fort possible que l'implication féminine dans les unions de voisins étudiées relevât d'une double stratégie permettant à la fois de protéger ou d'acquérir la maison tout en bénéficiant d'un réseau favorisant le support et l'entraide entre femmes monoparentales. Inversement, les hommes seuls, qui n'ont généralement pas la charge des enfants, avaient probablement moins besoin de ce genre de réseau. Il est aussi à noter que le nombre d'hommes séparés, veufs ou divorcés était bien en deçà de celui des femmes, avec un taux de 4% dans la délégation Cuauhtémoc et de 2,5% dans la Gustavo A. Madero³⁹.

3.2.3. Le militantisme de voisinage, le genre et le politique

Enfin, si les femmes investissaient davantage les unions de voisins, c'est aussi parce qu'elles leur étaient beaucoup plus accessibles que la politique institutionnelle. Comme le rappelle Massolo, le « chauvinisme masculin de la politique » conçoit les femmes comme des intruses en ce domaine⁴⁰. Cette tendance à l'exclusion des femmes et à leur réclusion à la sphère privée est d'ailleurs observable à Mexico D.F. lors de la reconstruction post-sismique de 1985. Les représentants de la Coordinadora de Residentes de Tlatelolco (CRT), une union de voisins provenant d'une colonia contigüe à la colonia Guerrero, s'opposaient alors à l'annonce de la Secretaría de Desarrollo Urbano y Ecología (SEDUE) selon laquelle une vingtaine d'édifices à logements endommagés par les tremblements de terre devraient être démolis. Les

³⁹ *Ibid.*

⁴⁰ A. Massolo, « Mujeres en el espacio local y el poder municipal »..., *op. cit.*, p. 135.

résidents, pensant que leurs logements devraient plutôt être réparés, tentèrent d'en savoir plus auprès de SEDUE. Or, lorsqu'une commission de la CRT, composée d'une majorité de femmes, se rendit aux bureaux de la SEDUE, ses architectes refusèrent de répondre à leurs questions « porque dijeron que no iban a hablar de cuestiones técnicas ante amas de casa⁴¹ ».

Cet exemple, confirmant encore une fois la présence majoritaire des femmes dans le mouvement urbain populaire (MUP), permet ainsi de jeter un bref regard sur la relation entre les fonctionnaires et les femmes militantes des quartiers populaires. Ce genre d'attitude condescendante et arbitraire se retrouve également chez les fonctionnaires de Renovación Habitacional Popular (RHP) durant le processus de reconstruction d'une vecindad de la colonia Guerrero, comme nous le verrons dans le chapitre 4.

3.3. Les femmes et la lucha inquilinaria à travers deux parcours de vie

Comme nous venons de le voir, le militantisme des femmes du MUP s'explique à partir de contraintes patriarcales, de nature économique, familiale et politique. Trois facteurs principaux, liés à leur rôle de genre, expliquent donc la prépondérance des femmes dans le militantisme de voisinage: la projection et la reconduction de la division sexuelle du travail de la sphère privée à la sphère publique, le besoin d'un réseau de soutien aux mères monoparentales et la recherche d'un espace d'engagement politique accessible aux femmes. Ce portrait de l'implication féminine dans le militantisme de voisinage sera illustré dans les lignes qui suivent à travers le parcours de vies de deux femmes de l'UVCG.

⁴¹ Rebeca Lizárraga R. « Se opondrán a planes arbitrarios de demolición en los edificios afectados, advierten los tlatelolcas » (1986, 3 février) *Unomásuno*, p. 11.

3.3.1. Vicky⁴²

Bien que succinct, le parcours de vie de Vicky en dit long sur le militantisme des femmes du MUP. Son implication dans l'union était d'abord une question d'autodéfense, voire de survie, mais elle y trouva ensuite non seulement la manière de résoudre le problème de consommation le plus élémentaire de sa famille, soit celui de l'insécurité et de l'instabilité de leur hébergement, mais également un véhicule d'accomplissement personnel et politique, comme elle le disait elle-même « ventaja es haber aprendido a defenderme para poder luchar por lo que tengo ahora, mi casa y muchas enseñanzas que la Unión me ha dado⁴³. »

Analphabète, mère de huit enfants, Vicky travaillait comme domestique dans les multifamiliaux du complexe Tlatelolco, au nord de la colonia Guerrero. La vecindad où elle habitait, au 138 rue Sol (colonia Guerrero) n'avait rien de confortable. Le toit de son logement de quatre mètres carrés coulait. Les toilettes, à l'extérieur des logements, étaient partagées non seulement par tous les résidents de la vecindad, mais aussi avec des rats qui apeuraient ses enfants. Elle s'impliqua à l'Unión de Vecinos de la Colonia Guerrero (UVCG) peu après la mort de son époux. Elle ne pouvait alors amortir la perte de son salaire et ne pouvait plus payer son loyer. L'administrateur de la vecindad tenta de l'expulser, en plus de la harceler sexuellement. L'UVCG lui vint alors en aide, non seulement en évitant qu'elle ne soit évincée de son logement, mais

⁴² Il a été possible de dresser le parcours de vie de Victoria « Vicky » Cruz grâce au croisement de deux sources. D'une part, grâce à son témoignage et à celui de sa fille Rosa Palma compilés dans Georgina Sandoval (éd.), *Soy de la Guerrero y aquí me Quedo...*, op. cit., p. 29-30-40-41-42-59-60. D'autre part, Ligia Tavera-Fenollosa, dans sa thèse de doctorat, offre également quelques détails précieux sur la vie de Vicky. Voir: L. Tavera-Fenollosa, *Social movements and civil society: The Mexico City 1985 earthquake victim movement...*, op. cit., p. 65.

⁴³ Georgina Sandoval (éd.), *Soy de la Guerrero y aquí me Quedo...*, op. cit., p. 59.

également en le solidifiant et en le rénovant. Compte tenu de sa situation familiale, sa participation était d'abord sporadique : « [c]omo yo era padre y madre, tenía que trabajar, a veces iba [a la Unión] y a veces no⁴⁴. » Son implication s'intensifia toutefois avec le temps. Elle devint « comisionada de vecindad », chargée de la mobilisation des habitants du quartier. Ses propres voisins de vecindad, d'abord réticents aux invitations de Vicky, commencèrent à s'impliquer dans l'union lorsque les écroulements de vecindad devinrent plus fréquents dans le quartier. Elle participa aux blocages d'expulsions et rejoignit plusieurs commissions, dont celle de l'organisation et celle des femmes. Son implication alla jusqu'à déborder les frontières de la colonia Guerrero, participant, par exemple, à la construction de l'alliance entre l'UVCG et l'Unión Popular Martín Carrera; ou en participant aux manifestations de la Coordinadora Nacional del Movimiento Urbano Popular (CONAMUP). Ses enfants s'impliquèrent également en distribuant des tracts ou en participant aux blocages, aux manifestations, aux assemblées et aux travaux menés par l'union.

Lorsque survinrent les tremblements de terre en septembre 1985, la vecindad où logeait la famille de Vicky fut fortement endommagée et celle-ci s'installa temporairement au local de l'UVCG, qui se trouvait à un pâté de maisons. Vicky et ses enfants participèrent aux brigades de secours de l'UVCG, vivant, après tout, dans le local où elles s'organisaient et se coordonnaient. La vecindad de sol 138 où habitait Vicky fut finalement expropriée le 21 octobre 1985. Les témoignages ne mentionnent malheureusement pas comment se déroulèrent les travaux de reconstruction. Les sources permettent toutefois de savoir que l'UVCG reconstruisit à neuf 10 logements de la vecindad du Sol 138 à travers le *Proyecto de Reconstrucción*. Vicky devint ainsi

⁴⁴ *Ibid.*, p. 41.

propriétaire de sa maison, qu'elle occupait encore en 2005, lorsqu'elle formula le témoignage sur lequel ce parcours de vie fut élaboré⁴⁵.

L'UVCG permit ainsi à Vicky non seulement de résister à son expulsion, rénover, reconstruire et acquérir la propriété de son logement, mais aussi à s'épanouir dans la sphère publique en militant politiquement tout aussi bien à l'échelle du quartier qu'à celle de la ville. On peut donc dire que pour cette mère monoparentale de 8 enfants, le militantisme de voisinage s'avéra représenter une stratégie gagnante afin de répondre à ses besoins et à ceux de sa famille⁴⁶. Si la mort de son mari a rendu la vie de Vicky probablement difficile à certains égards, il semble toutefois expliquer et faciliter son intégration et sa participation active dans l'UVCG. Or, le scénario est bien différent pour les femmes qui ont un partenaire. Comme nous le verrons dans la section suivante, force est de constater que le rôle de genre joué par les femmes en couple, rôle qui les motiva à s'impliquer dans une union de voisins, était vécu de manière bien différente. À la différence des femmes seules, les femmes qui partageaient leur vie avec un conjoint ou avec leur famille élargie étaient confrontées, la plupart du temps, à renégocier leur rôle de genre avec ces derniers, ce qui expliquait simultanément la prépondérance des femmes dans les unions de voisins et la difficulté qu'avaient les femmes à s'y épanouir.

3.3.2. Regina⁴⁷

⁴⁵ *Ibid.*, p. 59.

⁴⁶ Il est à noter qu'elle apprend également à lire après avoir intégré l'union. L. TAVERA-FENOLLOSA, *Social movements and civil society: The Mexico City 1985 earthquake victim movement...*, *op. cit.*, p. 65.

⁴⁷ Le long témoignage formulé en 1983 à Mexico D.F. et sur lequel se base cette section provient de l'ouvrage suivant : A. MASSOLO, *Por amor y coraje...*, *op. cit.*, p. 339-363.

Le parcours de vie de Regina, dont une petite partie a été citée en ouverture de ce chapitre, permet, lui aussi, de comprendre l'impact que pouvait avoir le militantisme des femmes, aussi bien sur leur famille que sur leur quartier. À la différence de celui de Vicky, le parcours de Regina permet notamment de saisir en profondeur et en détail aussi bien les implications privées que les implications publiques de son militantisme.

La conscientisation de Regina, comme elle l'appelait, débuta en 1974 lorsque s'effondra une *vecindad* de son quartier, la colonia Guerrero. Elle s'y précipita et, avec d'autres voisins, tenta d'y secourir les résidents. Malheureusement, ils n'y retrouvèrent que les corps sans vie d'un homme, de trois femmes et de quatre enfants. C'est à partir de ce moment que Regina s'enquerra de l'activité militante dans le quartier. Elle observa d'abord le travail effectué par la paroisse Nuestra Señora de Los Ángeles en collaboration avec les organisations non gouvernementales COPEVI et CENVI. Puis, déçue de leur projet de coopérative, elle participa avec d'autres à la fondation de l'Unión de Vecinos de la Colonia Guerrero (UVCG) en 1976⁴⁸. Les premières années de l'union lui semblèrent difficiles. L'UVCG n'intéressait pas ses

⁴⁸ En collaboration avec les associations civiles Centro Operacional de Vivienda y Poblamiento (COPEVI) et le Centro de la Vivienda y Estudios Urbanos (CENVI), la paroisse Nuestra Señora de Los Angeles réalisa en 1975 la construction de la coopérative de logement *Unidad de Habitación Cohuatlán*. Toutefois, au bout du compte, ce projet ne put inclure que les participants les plus fortunés et ne put répondre aux besoins en habitation populaire d'une grande partie des habitants du quartier. Sur l'ensemble des participants, 89% payaient un loyer mensuellement de 300 pesos et moins. Le 11% restant, lui, payait entre 301 et 400 pesos mensuellement. Or, la Coopérative Cohuatlán n'offrit aucun logement dont le loyer fut de 300 pesos et moins, et seulement 5.5% des logements avaient un loyer de 301 à 400 pesos. C'est donc dire que les loyers de 94,5% des logements construits ne correspondaient pas aux loyers payés initialement par les participants, ceux-ci coutant de 401 à plus de 1000 pesos mensuellement. Plusieurs voisins impliqués dans le projet, déçus par son exclusivité, décidèrent de former l'UVCG. Sur le projet de l'*Unidad de Habitación Cohuatlán*, voir Yves Hardy, « Guerrero, Mexico City. Tenement renters buy and rebuild their Mexico City homes », dans Bertha Turner (dir.), *Building Community: a third world case book*, London, 1988.

voisins car elle ne pouvait améliorer les conditions de vie de leurs membres de manière significative. Au mieux, elle pouvait solidifier la structure des vecindades ou bloquer les expulsions, mais elle ne pouvait offrir de nouveaux logements. Lors de cette phase ingrate, toujours selon Regina, ce sont les femmes qui portèrent l'UVCG sur leurs épaules : « [I]as más arriesgadas éramos nosotras las mujeres; los hombres sí nos apoyaban, pero continuamente las mujeres ahí estábamos..., pues los hombres más bien se iban a trabajar y nosotras éramos las que enfrentábamos todo eso⁴⁹. » Armando Palomo, qui devint un cadre actif et porte-parole de l'UVCG après son intégration à l'union en 1980, fut d'ailleurs formé par ces femmes :

« Fuimos mis hermanos y yo, y nos encontramos con un grupo de gente estudiando sobre cosas jurídicas. Fue impresionante para nosotros que las señoras nos hayan dado nuestra primera clase de defensa inquilinaria. Fue tan impresionante que nos quedamos⁵⁰. »

Afin d'être en mesure de conscientiser plus de voisins, Regina décida de s'instruire à travers les programmes d'éducation populaire de l'union. Ses nouvelles connaissances et l'espace de socialisation offert par l'UVCG la menèrent toutefois à entrer en conflit avec le monde qui l'entourait. Elle affronta le propriétaire à plusieurs reprises, devenant la voix de sa vecindad ; ou encore, elle défendit ses voisins contre les huissiers ou les fonctionnaires de la délégation. Toutefois, le combat ne se tint pas seulement dans la sphère publique, mais aussi dans la sphère privée, à l'intérieur même sa famille. C'est que l'engagement dans l'UVCG eut un impact direct sur la structure patriarcale régissant son unité familiale. Il mit à l'épreuve le modèle de la famille traditionnel de trois manières : 1) en réorganisant la division sexuelle du

⁴⁹ A. Massolo, *Por amor y coraje...*, op. cit., p. 350.

⁵⁰ Leslie Serna (éd.), *Aquí nos quedaremos... !...*, op. cit., p. 23. Le soulignement ne provient pas de la source originale mais est plutôt le fait de l'auteur de ce mémoire.

travail, 2) en rompant définitivement la réclusion de Regina à la sphère privée, 3) en corrodant l'autorité de la figure patriarcale de sa famille.

D'abord, il remet en question la division sexuelle du travail, notamment en ce qui avait trait à la répartition inégale du travail ménager et la « double journée de travail ». Regina racontait :

« Mi marido llegaba a las dos de la mañana y yo me paraba a darle de cenar. Si llegaba muy cansado me decía: “mientras me das de cenar, caliéntame agua para que me laves los pies, ¿no?” ¿Cómo la ve?...Nunca protesté porque decía yo: “pobrecito, viene bien cansado” Llegaba yo de trabajar y tenía que lavar, hacer mi quehacer; los pisos eran de madera y así embarazada me ponía yo a tallar el suelo con la escobeta. Sábados y domingos me la pasaba planchando: ¡esos eran mis descansos! Planchar los overoles de mi marido⁵¹. »

Comme le mentionnait Yolanda Tello Mondragón, membre de l'UVCG, l'intégration d'un espace investi par une majorité de femmes permettait à celles-ci de parler de leurs expériences communes, ce qui provoquait chez certaines l'avènement d'une prise de conscience des injustices à l'intérieur du foyer :

« El grupo de mujeres en donde pues ahí aprendimos que a veces nos golpeaban. A veces nos maltrataban ¿no? O que no nos dejaban estar en las asambleas. Pero decíamos: “si tú estás trabajando, alguien tiene que estar defendiendo a la vivienda. Entonces este esquema se tradujo en algunos talleres que se dieron que se transmitía información a la gente. Porque decíamos: “A ver tenemos que estudiar porque todos somos iguales”⁵². »

⁵¹ A. Massolo, *Por amor y coraje...*, op. cit., p. 346.

⁵² Louis-Charles Cloutier Blain (2017, 31 mars). *Entrevue avec Yolanda Tello Mondragón*, Ciudad de México.

Regina aurait-elle vécu ce genre d'expérience à l'intérieur de l'union ? Si oui, ces échanges auraient-ils produit ce retour critique sur son exploitation domestique ? Ce qui est certain à tout le moins, c'est que son implication dans l'union provoqua des conflits qui obligèrent Regina à formuler une telle critique. Nous y reviendrons dans quelques instants.

Si le témoignage de Regina ne permet pas de savoir jusqu'à quel point sa critique du travail ménager redéfinit la division du travail dans la famille, il permet toutefois de découvrir que son militantisme rompt au moins deux autres contraintes qu'imposaient les rôles de genre de la famille traditionnelle,⁵³ soit la relégation de la femme à la sphère privée et sa dépendance économique envers le patriarche désigné. Il est possible de le remarquer dans la manière dont Regina racontait ses conflits avec son mari M.⁵⁴ :

« Para mí la Unión es una cosa muy grande; en primera por mi necesidad de saber cosas. Hay mujeres que son muy quietas, que se conforman con estar en su hogar; yo no, siempre he sido muy callejera, muy inquieta. No me gusta estar en mi casa – nunca me ha gustado estar dentro de mi casa. Aun así de casada, mi marido se iba y yo me salía, me iba a dar vueltas [...] Mi mamá me regañaba mucho por eso: me decía que mi marido lo iba a saber y que un hombre siempre piensa que la mujer “lo hace tonto al hombre”. Mi marido nunca pensó eso hasta que entré en la Unión: “esa Unión...ya me robaron a mi mujer” –dice. “Yo ya no tengo mujer, mi mujer me la robó la Unión” –dice a sus hijos. Se pone muy melancólico

⁵³ Soit celui de pourvoyeur pour les hommes, caractérisé par son insertion au salariat et à la sphère publique; et celui de ménagère pour les femmes, caractérisé par sa relégation à la sphère privée et à la non-rémunération de la majorité de son travail.

⁵⁴ Le nom des membres de la famille de Regina n'est pas divulgué dans l'ouvrage d'Alejandra Massolo. Seule la première lettre identifie chacun d'eux. La lettre M. identifie son mari.

cuando empezó a notar que yo andaba pa'llá y pa' cá, que llegaba y no me encontraba⁵⁵. »

L'union lui permit de s'épanouir en dehors du foyer en s'éduquant, en socialisant et en jouant un rôle politique. L'UVCG devint ainsi le prétexte afin de faire tomber les barrières la séparant de la sphère publique, pour ainsi découvrir ce que son interrelation avec le social et le politique pouvait engendrer autant au niveau personnel qu'à celui de son quartier. Si les digressions de Regina dans la sphère publique étaient auparavant tolérées par son mari, celles-ci devinrent la source de conflits lorsqu'elles s'intensifièrent à cause de son militantisme. Ce dernier l'espionnait ou la suivait lors de ses déplacements, soupçonnant qu'elle puisse le tromper. Il lui ordonna de cesser sa lecture, allant même jusqu'à détruire ou voler ses livres. Ces conflits perdurèrent jusqu'au jour où il tenta de l'obliger à quitter l'union. L'implication de Regina à l'UVCG devenant intolérable aux yeux de son mari, il la somma de choisir entre son mariage et son militantisme, comme l'illustre le passage suivant:

« Hasta que después me dijo: “la Unión o nosotros.”

—No me pongas en esa decisión, porque te vas a ir pa'tras. [...] si me pones a escoger: la Unión... Mientras no esté manca, puedo irme con mis amigas, me darán de comer, otra me dará café y lavaré ajeno.

—¿Cómo dices?!

—La Unión, sí⁵⁶. »

⁵⁵ A. Massolo, *Por amor y coraje...*, op. cit., p. 352-353.

⁵⁶ *Ibid.*

Regina ne céda pas. Elle évoqua plutôt la solidarité féminine comme moyen de palier à son absence, rompant ainsi avec la dépendance économique que pouvait engendrer le modèle de la famille traditionnelle mexicaine.

Enfin, l'implication de Regina dans l'UVCG corroda l'autorité de la figure patriarcale de famille traditionnelle, et l'idée que se faisait M. de son rôle à l'intérieur de la famille. Le témoignage de Regina le révèle une première fois lorsqu'elle racontait la manière dont son mari réagit lorsqu'elle confronta son propriétaire et un huissier venu expulser illégalement sa voisine :

« Luego mi marido me reclama: “¿por qué te andas metiendo tú si la gente no te lo va a agradecer?, ¿cuánto sacastes?, ¿cuánto te pagaron?

—Bueno papá —le dijo mi hijo—, date cuenta que si corren a la señora al rato nos van a correr a nosotros, y no vamos a encontrar una casa más barata; ‘ora, si tú ya tienes dónde llevarnos a otro lado mejor, pos nos vamos.

—Ya vamos a durar poco aquí, ya no me gusta aquí. Pero que tu madre ya no se ande metiendo en líos.

Yo ya no le contesto, ya no le digo nada. Sigo platicando con mis hijos, les doy de comer...y luego dice:

—Sí, ya sé que no me estás tomando en cuenta todo lo que digo, ¡ya no valgo nada en esta casa⁵⁷! »

Ainsi, M. semblait concevoir la perte d'autorité sur ses enfants et sur sa femme comme la disparition de son rôle de chef de famille et de son utilité familiale; ce que semble du moins sous-entendre l'affirmation récurrente « ¡ya no valgo nada en esta casa!». Dans le même ordre d'idée, Regina se souvenait du point tournant menant, en quelque sorte, à la dissolution de l'autorité patriarcale régissant son foyer. Cette

⁵⁷ *Ibid.*, p. 352.

dernière n'ayant pas accepté de quitter l'UVCG à la faveur de son mari, il joua donc une dernière carte, en faisant passer au vote le militantisme de Regina. Il demanda alors à ses enfants de se prononcer sur le militantisme de leur mère. À son grand regret, cependant, ceux-ci se rangèrent tous derrière Regina. Isolé, il menaça ses enfants de partir et opta pour un quart de travail de nuit, mettant fin à sa posture d'autorité. Regina racontait : « Y ese turno tiene [...] [S]iempre les dice a mis hijos : “ es que tu madre ya no es mi mujer”. Él estaba acostumbrado a que él es el hombre, que él mandaba, que era como el rey, ¿no? Y ya no: se me quitó la costumbre⁵⁸...»

Comme le démontre le témoignage de Regina, les conflits familiaux engendrés par l'implication des femmes dans une union de voisins transformèrent les rapports d'autorité régissant l'économie familiale au quotidien. Son témoignage permet également de comprendre pourquoi les femmes s'impliquaient dans une union de voisins même si elles étaient déjà très occupées par leur double journée de travail : l'union leur permettait de s'épanouir au niveau personnel en rompant les barrières prescrites par leur rôle de genre. Évidemment, il faut se garder de transposer l'expérience de Regina à l'ensemble des femmes des colonia Guerrero et Morelos. Comme il en a déjà été mention lors que fut abordé le parcours de vie de Vicky, les femmes seules ne devaient pas composer avec ce genre de violence à l'intérieur même de leur foyer, quoiqu'elles puissent probablement avoir subi l'hostilité de leurs parents et voisins. La personnalité est aussi un autre facteur pouvant faire fluctuer les expériences vécues par les femmes des unions de voisin. Aussi, certaines femmes ne furent pas en mesure de renégocier leur rôle de genre afin de l'arrimer à leur militantisme. Nous pourrions d'ailleurs l'observer dans le chapitre suivant, qui permettra de découvrir que les expériences que vécurent les femmes lors de la lucha

⁵⁸ *Ibid.*, p. 355-356.

inquilinares tendaient à se répéter lors de la reconstruction post-sismique dans les colonias Guerrero et Morelos.

CHAPITRE IV

LES FEMMES ET LA LUTTE POUR LA RECONSTRUCTION DANS LES
COLONIAS GUERRERO ET MORELOS : ENTRE LA RUPTURE ET LA
CONTINUITÉ (1985-1988)

*La señora, frente a una vecindad de
Tepito, en la calle de Aztecas, debía
tener ochenta y cinco años la señora,
sentada en un banquito, para la
reconstrucción, y tenía un cuadernillo ¿Y
sabe seño que está haciendo? Estoy
viendo los camiones que entran. Cuatro
de arena, cuatro...porque nos van a
robar ¿eh? ¿Ustedes saben? Dicen que
van a poner diez de varrilla y después se
roban ¿sí? No más por eso estoy aquí.*
René Coulomb¹

Quelques jours après les tremblements de terre du 19 et du 20 septembre 1985, la communauté paysanne de Huayacocotla, dans les montagnes de l'État de Veracruz, envoyait du bois d'œuvre dans la colonia Guerrero afin que ses habitants puissent effectuer des travaux de réparation d'urgence. Quand les camions chargés de l'importante ressource arrivèrent au local de l'Unión de Vecinos de la Colonia

¹ Témoignage de René Coulomb (10 juin 2012) tiré d'Héctor Quiroz Rothe (réal.), Laboratorio Hábitat Social, Universidad Nacional Autónoma de México (prod.) (2013) *Testimonios para la historia del urbanismo popular en la Ciudad de México : Dr. René Coulomb, UAM-A*, récupéré de : <https://www.youtube.com/watch?v=YiNJatopNQA&t=518s>

Guerrero (UVCG), ce furent les femmes de l'union qui les déchargèrent, comme se le rappelait l'une d'elles, surnommée Conchita :

« Llegaron los camiones de Huayacocotla cargados de madera. No había hombres y, ni modo, como siempre, las mujeres nos pusimos a descargar decenas de polines que nos ayudaron mucho tanto en las obras de apuntalamiento de urgencia como e[n] las de hacer casetas provisionales². »

Comme le témoignage de Conchita le souligne, les femmes étaient donc encore à l'avant-plan lorsque survinrent les tremblements de terre de 1985 afin d'organiser les efforts de reconstruction de l'union de voisin. Cette présence n'est pas surprenante considérant l'ampleur du militantisme féminin dans la lucha inquilinaria. Or, si les séismes de 1985 provoquèrent une reconfiguration drastique de la lutte pour le droit à la ville dans les colonias Guerrero et Morelos, notamment en y catalysant et en transformant le militantisme de voisinage à travers la lutte pour la reconstruction, qu'en est-il de la majorité de femme qui s'impliquait alors dans les unions de voisin? Car force est d'admettre, en prenant en considération le contexte antérieur aux tremblements de terre, qu'on ne peut pas vraiment comprendre les années de la reconstruction sans passer par le prisme de l'expérience féminine. Comme nous le verrons, si les tremblements de terre reconfigurèrent les luttes de l'UVCG et de l'UPICM-PM, ils bouleversèrent par le fait même le militantisme des femmes. Une analyse de la reconstruction en termes de genre permet ainsi de démontrer que les femmes furent encore très présentes lors de la reconstruction, et que les rôles de genre y furent aussi bien renégociés que reconduits. De surcroît, nous soutenons que cette

² Le témoignage de Conchita, comme celui d'Eugenia Vázquez Carbajal (surnommée la More) qui sera traité plus loin dans ce chapitre, vient de l'ouvrage suivant: Georgina Sandoval (éd.), *Soy de la Guerrero y aquí me Quedo...*, op. cit. Pour le passage cité, voir la p. 31.

tension entre rupture et continuité dans le militantisme féminin influença profondément le visage de la reconstruction dans les colonias étudiées. Nous verrons donc que le tremblement de terre, qui représente certes un événement charnière pour tous les militants de l'UVCG et de l'UPICM-PM, provoqua l'avènement d'un militantisme féminin aussi paradoxal que significatif sur le devenir de ces quartiers. Afin d'en faire la démonstration, ce chapitre sera divisé en deux sections principales. D'une part, nous analyserons le *Proyecto de reconstrucción* en utilisant une perspective de genre. Cela permettra aux lecteurs de comprendre que ce projet fut le fruit d'une tension paradoxale entre les femmes, leurs familles, les unions de voisins et l'Asociación Cívica Nacional Revolucionaria (ACNR); une tension qui mena à des résultats ambigus lorsqu'on les analyse à partir du point de vue des femmes. D'autre part, deux cas de figure permettront de faire la démonstration de ce portrait mitigé. Le premier sera composé du parcours de vie d'Eugenia Vázquez Carbajal, qui devint membre de l'UVCG en 1985 lors de la reconstruction post-sismique. Le deuxième cas de figure sera une analyse de genre de la bataille de la rue Abasolo du 17 juin 1987. Nous y verrons alors que les femmes continuèrent de représenter les protagonistes principales des actions directes des unions lors de la période de reconstruction.

4.1. Le *Proyecto de reconstrucción* et les femmes: dialogue équivoque et influence réciproque.

Dans les lignes qui suivent, nous analyserons le *Proyecto de reconstrucción* sous deux angles différents, soit à travers les témoignages des participantes et à travers le type de construction proposé : la vecindad. L'analyse de genre, déployée dans ces deux sous-sections, soutiendra l'idée selon laquelle les femmes et le projet de reconstruction ont entretenu une interrelation ambivalente tout en s'influencant réciproquement.

4.1.1. La reconstruction: entre l'émancipation et la reconduction du patriarcat : l'expérience des femmes de l'UPICM-PM

Comme il fut mentionné dans le chapitre précédent, l'UVCG, l'UPICM-PM et plusieurs ONG dont Casa y Ciudad organisèrent la reconstruction en fonction d'une vieille revendication populaire et d'un romantisme politique, soit celle de la participation active des habitants des colonias Guerrero et Morelos dans la gestion et le développement urbain. Afin de profiter du programme de reconstruction de ces unions, les habitants de ces colonias devaient donc s'impliquer à tous les stades de la reconstruction de leur logement. Mais qui, à l'intérieur de la famille, s'impliquait (ou voulait s'impliquer) dans le *Proyecto de reconstrucción* ? Force est de constater que dans bien des cas, c'étaient les femmes. Or, comme nous le verrons dans les lignes qui suivent, l'impact de cette implication semble plutôt équivoque.

Afin d'en arriver à ce constat, nous avons analysé les témoignages anonymes de plusieurs femmes qui proviennent de l'article ethnographique de Georgina Sandoval et de Teresa Quintero, écrit en préparation à l'atelier « La participación social en la reconstrucción, con particular referencia al papel de la mujer », organisé par le Programa Interdisciplinario de Estudios de la Mujer (PIEM) du Colegio de México les 5, 6 et 7 novembre 1986³. Ces témoignages, malgré leur concision, sont très révélateurs de l'expérience de plusieurs femmes impliquées (ou non) dans la reconstruction organisée par l'Unión Popular de Inquilinos de la Colonia Morelos-Peña Morelos (UPICM-PM). Rappelons qu'ils ont été formulés au moment même que se tenait le *Proyecto de reconstrucción*. Afin de démontrer l'ambiguïté de leurs

³ Voir G. Sandoval et T. Quintero, « La lucha de la mujer por una sociedad nueva: Unión de Inquilinos de la Colonia Morelos-Peña Morelos »..., *op. cit.*

expériences, nous les avons regroupés dans les catégories suivantes : expériences émancipatrices, expériences reconduisant le patriarcat et expériences ambivalentes.

4.1.1.1. Émancipation

D'abord, certaines femmes insistaient principalement sur le fait que le projet de reconstruction leur permit de surpasser les limitations de leur rôle de genre traditionnel. Ce faisant, elles soulignaient surtout leurs accomplissements et leur évolution dans la sphère publique : « [n]o obstante limitaciones evidentes, se da por primera vez la participación política y social de la mujer⁴. » À l'instar de Regina lors de la lucha inquilinaria, cette femme expliquait donc que la reconstruction eut un potentiel de transformation extrêmement puissant, car elle aurait permis l'entrée des femmes dans le monde social et politique pour une première fois. Une autre mentionnait que l'union permit d'expérimenter un nouveau type de relation, cette fois égalitaire, entre les hommes et les femmes : « [e]ntre los compañeros de la Unión se participa por igual, por medio de un respaldo mutuo⁵. » Il est à noter d'ailleurs qu'elle exprimait ce sentiment d'égalité à travers la locution « compañeros ». Cette stratégie discursive n'est d'ailleurs pas anodine, car elle portait avec elle cette charge égalitaire qui tendait à briser, jusqu'à un certain point, la hiérarchisation entre les hommes et les femmes.

4.1.1.2. Reconduction du patriarcat

Ensuite, il est intéressant de noter que d'autres femmes ont tenu un discours très différent, proposant plutôt que les structures patriarcales régissant leur quotidien se

⁴ Les témoignages tirés des actes de l'atelier du PIEM sont tous anonymes. Pour ce passage précis, voir *Ibid.*, p. 76.

⁵ *Ibid.*, p. 75.

reproduisirent à travers leur (non) participation à la reconstruction, et ce pour plusieurs raisons. Parfois, ce furent leurs époux qui ne les laissaient pas s'impliquer comme elles l'auraient voulu : « [a] veces los propios esposos impiden el desarrollo de la mujer dentro de la Unión argumentando celos. ¿Será? No quieren que se tenga acceso a la información⁶. » Comme dans le cas de Regina, cette femme semblait expliquer le comportement des époux par le fait que ces derniers craignaient, ou entretenaient de la jalousie, face au développement et à l'instruction des femmes. Une autre mentionnait que l'hostilité des époux inspirait de la peur, ce qui empêchait plusieurs femmes de s'impliquer : « [l]os esposos no dejan trabajar en la Unión, y para no tener problemas mejor no participamos⁷ ». Craignant la réaction de leurs maris, certaines femmes décidaient donc de ne pas s'impliquer dans l'UPICM-PM. D'autres ont mentionné que ces comportements provenaient de l'éducation, qui reconduisait les rôles de genre patriarcaux de deux manières. D'une part, ayant intériorisé les contraintes patriarcales, certaines femmes s'autolimitaient elles-mêmes : « [a] veces nosotros mismas, por cómo fuimos educadas, por costumbre, no queremos participar⁸ ». D'autre part, l'éducation des garçons à l'intérieur de la famille expliquerait elle aussi les limites de l'engagement féminin dans la reconstruction : « [l]a oposición de los hombres a que su mujer participe es un reflejo del machismo; machismo que provocan las propias madres⁹ ». Ces femmes étaient donc conscientes aussi bien de l'existence que de l'impact qu'avaient leur mari ou les hommes qui les entouraient sur leur militantisme et ses limites. Les témoignages de ces femmes démontrent également que la reconstruction, à l'instar de la lucha inquilinaria, amena certaines femmes à se positionner sur les contraintes patriarcales régissant leur vie privée et publique.

⁶ *Ibid.*

⁷ *Ibid.*

⁸ *Ibid.*

⁹ *Ibid.*

4.1.1.3. Expériences ambivalentes

Enfin, à mi-chemin entre les deux positions antérieures, une militante mentionnait avec exhaustivité la manière dont l'implication des femmes dans la reconstruction représentait, en quelque sorte, une expérience balançant entre l'émancipation et l'oppression:

« Las mujeres, aparte de atender al esposo (las que lo tienen), los hijos, la casa, la comida, tener pequeñas actividades, redituables económicamente, ahora como si no tuviéramos qué hacer, resulta que tenemos que trabajar en la obra, y hay algunas que exigen hasta 8 horas de trabajo diario, en donde llegamos a cargar sacos de cemento, además de la participación en la Unión, llegando a suceder a veces que cualquiera de estas tantas actividades nos cansan. Algunas encuentran en la organización su canal de expresión, de tal forma que en él se desarrollan, llegando a tener una gran claridad política. La organización la motiva; no sucede así, generalmente, con la familia, aunque también hay que decir lo mismo en el caso de los compañeros¹⁰. »

On retrouve ici, finalement, le prix du militantisme que devaient payer plusieurs femmes : passer de la double à la triple journée de travail, en additionnant le travail ménager, le travail salarié, et le travail militant, qui comprenait aussi bien les assemblées que le travail de chantier. Et si ce n'était pas assez, à cette triple journée de travail s'ajoutaient les conflits à l'intérieur de la famille et la coercition de l'État (comme nous l'avons vu avec l'exemple de Regina et que nous verrons plus bas en ce qui concerne la bataille d'Abasolo).

4.1.2. Les femmes et les espaces politiques

¹⁰ *Ibid.*, p. 76.

Les témoignages des femmes de l'UPICM-PM impliquées dans la reconstruction décrivent donc un militantisme « aigre-doux ». Si ce militantisme se caractérisait par une conscientisation politique et une certaine remise en question de leur rôle de genre, ces femmes se butèrent également à des contraintes importantes, voire violentes, qui les empêchaient de s'y épanouir. Or, c'est la relation paradoxale entre deux éléments du *Proyecto* qui explique, selon nous, aussi bien cette ambivalence que l'impact des femmes sur la reconstruction. Ces éléments, se sont les types d'espaces (physiques et politiques) produits par le projet et circonscrits par ses orientations idéologiques.

4.1.2.1. La vecindad et l'inclusion des femmes au politique

D'une part, les 310 logements reconstruits par le *Proyecto*, de type vecindad, favorisèrent l'intégration et la participation des femmes au politique. Comme nous l'avons vu dans le chapitre 2, la construction de sujets politique était non seulement pensée à travers la participation aux travaux de construction, mais également à travers le type d'espace construit, qui devait servir de prolongement à la pratique politique et reproduire cette politisation. Dans ce processus, le patio de la vecindad était la pierre angulaire, comme le mentionnait Francisco Saucedo de l'UVCG et de l'UPICM-PM : « [e]ra recuperar la vecindad por todo el estilo cultural que generaba la condición del patio¹¹. » Le patio, où se rencontraient les voisins quotidiennement, était pensé comme le lieu où devait se (re)produire la politisation des habitants des colonias Guerrero et Morelos, comme nous pouvons l'observer dans les représentations des assemblées de vecindad de l'UVCG et l'UPICM-PM (voir *Annexes H et I*). Or, le patio des vecindades était un lieu principalement investi par les femmes, car il était

¹¹ Louis-Charles Cloutier Blain (2017, 2 avril). *Entrevue avec Francisco « Paco » Saucedo et Yolanda Tello Mondragón*, Ciudad de México.

l'espace où s'effectuaient les travaux ménagers les plus récurrents, comme la lessive (voir *Annexes K et L*). Ce n'est donc pas par hasard que les « vecindades de nuevo tipo »¹², où la salle de bain quitte le patio et pénètre à l'intérieur de chacun des logements, maintiennent toutefois les *lavaderos* dans cet espace semi-public. Le but était bien, en notre sens, de maintenir cette sociabilité féminine, à la base même des relations de proximité et de la politisation de la base militante des unions de voisin (c.-à-d. les femmes). Une intention que semble sous-entendre les propos de Saucedo : « [I]os lavaderos estaban afuera pa'que siguiera ese tono más de convivencia y de chismes¹³. »

Il semble donc clair que le militantisme de voisinage, lors de la reconstruction organisée par l'UVCG et l'UPICM-PM, était un dialogue entre la base féminine et l'organisation des pratiques politiques des unions. Une articulation qui alla jusqu'à se répercuter sur le capital bâti reconstruit après les tremblements de terre. Une articulation politique du rôle de genre des femmes dans le but de les mobiliser et d'en faire des actrices du changement social et politique à travers leur relation à l'espace. Ce cas précis confirme d'ailleurs la validité de l'une des contributions majeures d'Alejandra Massolo, qui proposait justement que l'espace local, le plus accessible aux femmes du MUP, produisît paradoxalement aussi bien leur rôle de genre patriarcal qu'un espace d'accomplissement politique :

« Sobre todo el espacio local, asociado a la vida cotidiana de la familia y las tareas domésticas, es el mundo público más accesible y con el que

¹² UVCG et UPICM-PM (1985) *Proyecto de reconstrucción de vivienda en las Colonias Guerrero y Morelos*, [feuillet] Fonds d'archives Miguel de la Madrid Huarte (32.01.00.00, caja 4, exp. 12). Archivo General de la Nación, Ciudad de México.

¹³ Louis-Charles Cloutier Blain (2017, 2 avril). *Entrevue avec Francisco « Paco » Saucedo et Yolanda Tello Mondragón*, Ciudad de México.

están más familiarizadas [...] La adscripción social y cultural a los roles genéricos de madre-esposa-ama de casa resultó ser paradójicamente, tan restrictiva como permisiva de tal suerte que el control y limitación a la inmediatez espacial facilitaron el entrenamiento y activa participación femenina en la gestión de los asuntos públicos cotidianos, en asociaciones vecinales y redes de solidaridad comunitaria, demostrando capacidad de influencia, liderazgo y eficiencia política¹⁴. »

Le changement politique, par contre, n'avait pas le même sens chez tous les acteurs impliqués dans le *Proyecto* et dans les unions de voisins. Le changement y était débattu et inspirait une lutte d'idées. Si les femmes furent mobilisées à travers l'articulation de leur rôle de genre, leur utilisation de l'espace politique était circonscrite par l'idéologie des unions. Aussi, lorsque celle-ci utilisèrent l'espace politique créée par les unions afin de questionner leur condition de femme et leur rôle de genre, elles se butèrent à la résistance des chefs militants et à leur idéologie.

4.1.2.2. Le marxisme et l'exclusion des femmes du politique

Il ne faut donc pas oublier que la reconduction des contraintes patriarcales était aussi le reflet des orientations politiques de ceux ayant pensé le *Proyecto de reconstrucción en las Colonias Guerrero y Morelos*. Comme nous l'avons vu dans le chapitre 2, l'UVCG, l'UPICM-PM et Casa y Ciudad accueillaien toutes des membres de l'Asociación Cívica Nacional Revolucionaria (ACNR), une organisation politique d'inspiration marxiste-maoïste. Or, rappelons qu'à l'automne 1987, l'ACNR refusait de considérer la condition spécifique des femmes dans l'orientation de leur travail politique, comme le démontre le compte rendu de ces trois militantes cívicas

¹⁴ A. Massolo, « Las Mujeres y el Habitat Popular cooperacion para la sobrevivencia o para el desarrollo »..., *op. cit.*, p. 80.

lorsqu'elles revinrent du IV encuentro feminista latinoamericano y del Caribe tenu au Mexique du 18 au 25 octobre 1987 :

« En nuestra organización no hemos sentido la necesidad de discutir [a]cerca de la situación específica de la mujer como línea de trabajo. Básicamente porque en general coincidimos que la lucha desde cada uno de nuestros trabajos por lograr una PATRIA NUEVA es conjunta (hombres y mujeres) e incluso, por qué no decirlo, por prejuicios hacia el feminismo¹⁵. »

Cette position avait déjà été défendue un an auparavant, le 7 novembre 1986, dans le cadre de la table ronde clôturant l'atelier *La participación social en la reconstrucción, con particular referencia al papel de la mujer*. La discussion avait alors été divisée en deux parties, en l'occurrence « la femme » et « l'autoconstruction ». Lors de la partie traitant des femmes, la discussion tourna rapidement autour de la constitution d'une commission de femmes à l'intérieur des unions de voisins, afin d'y traiter de leurs conditions spécifiques. Le débat qui s'y tint est très révélateur de l'idéologie des cadres de ces organisations. Une femme (anonyme), doublement impliquée chez Casa y Ciudad et à l'UPICM-PM, s'opposait alors à la pertinence de la création d'une commission de femme, car cela représenterait, selon elle, « un desgaste interno en las organizaciones ¹⁶ ». Soutenant qu'une commission de femme affaiblirait la cohésion des unions, elle favorisait plutôt l'investissement des femmes aux assemblés. Cette position fut fortement critiquée non seulement par les représentantes d'autres organisations populaires, mais également par une femme de l'UPICM-PM, qui soutenait que les structures de

¹⁵ ACNR, (1987, octobre-novembre) *Boletín Urbano* no. 7, p. 1. Archives Casa y Ciudad, Ciudad de México.

¹⁶ A. Massolo et M. Scheingart, *Participación social, reconstrucción y mujer. El Sismo de 1985...*, op. cit.

l'union limitaient la participation des femmes : « [m]uchas mujeres que vamos a las asambleas no podemos participar porque no tenemos conocimientos técnicos¹⁷. » Si les positions de ces deux membres de l'UPICM-PM différaient, c'est que ces femmes étaient très différentes l'une de l'autre. D'une part, on peut facilement s'imaginer que celle doublement impliquée chez Casa y Ciudad et à l'UPICM-PM ait passé par l'université dans un domaine technique, intégré ces organisations par militantisme politique et qu'ainsi, ne cadrerait pas dans le rôle de genre partagé par la majorité des femmes de son époque. En contrepartie, la femme qui s'opposait à elle se sentait beaucoup plus aliénée par le rôle de genre qui lui était prescrit, et s'impliquait plutôt pour répondre à des besoins criants de consommation familiale, comme son témoignage semble le démontrer :

« En las colonias populares, la mayoría somos personas de poca cultura, no tenemos conocimientos, nos falta relación social, ampliar nuestro círculo social. Entonces las mujeres tenemos que aprovechar el tiempo para poder participar fuera de las labores del hogar. La mayoría quedamos en la calle, sin hogar, sufrimos un cambio emocional, nos vimos obligadas a participar [...] por la vivienda¹⁸. »

L'analyse intersectionnelle permet ici, à travers les positions de ces deux femmes de l'UPICM-PM, de faire ressortir les contraintes patriarcales imposées par l'idéologie du *Proyecto* sur la base féminine des unions de voisins; c'est-à-dire sur ces « personas de poca cultura » qui se sentaient incapables de participer aux assemblées auxquelles elles étaient invitées. Ces exemples permettent aussi de montrer que les participant(es) du projet de reconstruction n'avaient pas nécessairement les mêmes intérêts et que les ramifications politiques du *Proyecto de reconstrucción*, expliquées

¹⁷ *Ibid.*, p. 108.

¹⁸ *Ibid.*, p. 105.

dans le chapitre 2, ont probablement empêchées les organisations de voisins d'arrimer le projet aux besoins et aux conditions de vie de la base militante féminine qui formaient d'ailleurs une majorité des membres actifs et une minorité des dirigeants.

Une question reste toutefois à poser. Si les cadres multipositionnés étaient inspirés par l'impératif maoïste d'un retour et d'une politisation des masses populaires, qu'est-ce qui les empêchait d'être attentifs à l'une des principales préoccupations de leur base (féminine), soit les problèmes spécifiques des femmes aussi bien à l'intérieur de la maison que dans les unions de voisins ? Force est de constater que la réponse à cette question semble se retrouver dans l'arrimage théorique de la pensée révolutionnaire (d'inspiration marxiste) avec le militantisme de voisinage. Comme le mentionnait Francisco Saucedo, les militants politiques de l'ACNR avaient dû repenser leur approche à la théorie afin de justifier leur travail révolutionnaire à l'intérieur du militantisme de voisinage. Or, c'est précisément leur manière de concevoir la maison qui empêchait ces militants de comprendre et de travailler à partir des oppressions patriarcales qui s'y reconduisaient. À l'instar de Manuel Castells, ils considéraient la maison seulement à partir de la consommation collective, elle-même garante de la reproduction de la force de travail. C'est du moins ce qui ressort de la description de cette réorientation offerte par le cadre multipositionné Francisco Saucedo, alors simultanément impliqué à l'UVCG, à l'UPICM-PM et membre de la direction nationale de l'ACNR chargé du secteur urbain populaire :

« Yo me acuerdo que nos metimos a estudiarlo. Y decíamos: bueno, si las dos clases fundamentales son el proletariado y la burguesía, entonces ¿qué hacemos en las colonias? Estamos perdiendo el tiempo. Entonces descubrimos aquello de que el capital tenía un ciclo: la producción, la circulación, el consumo, y concluimos que el movimiento urbano estaba en la esfera del consumo porque la vivienda y las condiciones en las

colonias producen la fuerza de trabajo, generan condiciones para la reproducción¹⁹. »

Il est frappant de constater à quel point Saucedo, sans le citer explicitement, reprenait directement la théorie de Manuel Castells afin de justifier le travail de l'ACNR à l'intérieur de l'UVCG et de l'UPICM-PM. Une théorie justement critiquée par Alejandra Massolo, qui signalait que ses limites empêchent de penser l'interrelation entre le mouvement urbain populaire (MUP) et les femmes. Ne problématisant pas la reproduction du patriarcat dans la sphère de la consommation collective et en adoptant une définition restreinte de l'espace politique, le cadre théorique de Castells empêche de penser le « personnel » comme étant politique. L'arrimage au militantisme de voisinage de la pensée et de la pratique révolutionnaire de l'ACNR entraine donc en conflit avec l'utilisation, par les femmes, de l'espace politique créé par les unions de voisins afin de se questionner et de travailler à partir de leurs conditions de genre spécifique.

Cette considération n'est pas sans conséquence, car elle explique, selon nous, aussi bien les limites imposées au militantisme féminin que les limites de l'historiographie. Si Castells semble avoir influencé les militants de l'ACNR, il a définitivement influencé les études urbaines, comme nous l'avons vu dans le bilan historiographique. De surcroît, il est aussi à noter que plusieurs travaux sur le MUP ont été effectués par des chercheurs impliqués aussi bien dans les milieux académiques que dans le MUP et/ou dans une organisation politique de gauche marxiste²⁰. Il est donc possible, en

¹⁹ Leslie Serna (éd.), *Aquí nos quedaremos... !...*, op. cit., p. 28.

²⁰ Il est possible de donner l'exemple des chercheurs suivants : Leslie Serna, sociologue et ex-militante de l'Unión de Inquilinos y Damnificados del Centro; René Coulomb, sociologue et membre fondateur de l'ONG Centro de la vivienda y estudios urbanos (CENVI) ; Pedro Moctezuma Barragán, PhD en planification et développement et membre fondateur de la

notre sens, que la concordance théorique entre chercheur et objet d'étude explique l'invisibilité tenace du rôle et de l'impact des femmes dans le MUP. Une invisibilité que ce mémoire tente de corriger.

4.2. Les femmes comme principales protagonistes de la lutte de reconstruction

Si les femmes de l'UVCG et de l'UPICM-PM étaient paradoxalement aussi bien mobilisées que limitées à travers le *Proyecto de reconstrucción*, elles furent malgré tout très actives lors de la lutte pour la reconstruction. C'est ce que nous révèlent deux cas de figure, dont l'analyse permettra d'illustrer la manière dont les femmes influencèrent le militantisme de voisinage à la suite des tremblements de terre de 1985. D'une part, la reconstruction de la vecindad de Sol 46 (colonia Guerrero) nous permettra de comprendre la manière dont les femmes vécurent et influencèrent le *Proyecto de reconstrucción*. D'autre part, nous utiliserons l'analyse de genre afin d'appréhender les événements entourant l'expulsion de la famille López Cisneros d'une vecindad endommagée par les séismes dans la colonia Guerrero. Ce faisant, il sera démontré que les femmes étaient toujours les actrices principales des actions directes entreprises lors de la lutte pour la reconstruction dont le but était de garantir le droit à la ville des habitants des colonias Guerrero et Morelos.

4.2.1. Reconstruction, lutte politique, et genre : le cas de « la More » et de la vecindad de Sol 46²¹

CONAMUP ; Georgina Sandoval, architecte, ex-cadre de l'UPICM-PM, ex-militante d'Asamblea de Barrio et membre active de l'ONG Casa y Ciudad.

²¹ Ce cas de figure a été élaboré à partir des témoignages de résidents de la vecindad de Sol 46, en l'occurrence Víctor Martínez, Eugenia Vázquez Carvajal « La More », Zinué Mendoza, Enrique Hidlago Ríos, Estela Vázquez Vega et Rogelio Martín Martínez Castillo compilés dans Georgina SANDOVAL (éd.), *Soy de la Guerrero y aquí me Quedo...*, op. cit., p. 27-28-29-37-38-39-40-50-51-

Malgré la proximité du local de l'Unión de Vecinos de la Colonia Guerrero (UVCG) située au 168 rue Sol (à cinq coins de rue), la vecindad du 46 rue Sol n'était pas affiliée à l'union lorsque survinrent les séismes. Certains de ses habitants ignoraient même l'existence de l'union. Absente du premier décret d'expropriation du 11 octobre 1985, la propriété y fut ensuite ajoutée lorsque parut la révision du décret le 21 du même mois. L'inclusion de la vecindad fut un soulagement pour les habitants de Sol 46, car l'immeuble avait subi des dommages importants et une construction neuve était nécessaire. Les habitants étaient toutefois divisés, ne pouvant se mettre d'accord sur le choix du programme de reconstruction. Certains habitants, organisés par une résidente dont le cousin travaillait pour Renovación Habitacional Popular (RHP), entreprirent des négociations avec le programme gouvernemental. D'un autre côté, sous l'initiative de Víctor Martínez, membre de l'UVCG résidant de la vecindad, d'autres voisins entreprirent parallèlement des discussions avec l'union et envisageaient plutôt la reconstruction à travers le *Proyecto de reconstrucción*. Sol 46 devint alors le lieu d'une lutte entre les partisans des deux projets, poussant parfois les voisins à la violence physique. Les voisins tinrent finalement une assemblée afin de régler leur différend par le vote. Toutefois, le résultat déchirant ne permit pas de résoudre le problème. Au sortir de l'assemblée, le résultat était ex æquo, comme en témoigne Víctor Martínez : « Tuvimos un recuento en una junta y quedamos con que el predio estaba dividido al 50%, exactamente al 50%²² ». Ce résultat, toutefois, tenait en équilibre grâce à l'abstention d'un locataire. Cette indécision perdura d'ailleurs jusqu'au dernier moment, lorsque RHP convoqua les habitants de la vecindad afin de prendre une décision finale, par le vote, dans leurs bureaux. Víctor Martínez

52-53-54-55-56-57-58. Ces témoignages semblent avoir été recueillis par Víctor Martínez, membre de l'UVCG. Il est à noter qu'aucun habitant ayant plutôt opté pour RHP et ayant été expulsé de la colonia Guerrero n'a été interviewé. L'histoire de cette vecindad, présentée dans cette section, est donc liée aux souvenirs de certains membres de l'union qui y sont restés.

²² *Ibid.*, p. 37.

racontait: « [e]mpezamos a votar uno por uno, íbamos empatados y quedó hasta el último la persona que no se decidía y todavía ahí en renovación no tenía una decisión²³ ». Les enjeux étaient alors évidemment très grands, car son choix allait affecter non seulement sa propre vie, mais l'avenir de tous ses voisins. Mais au-delà du processus de vote en lui-même, qu'est-ce qui pouvait bien provoquer un si grand tiraillement chez cette personne ne pouvant enfin décider ? Poser cette question, c'est aborder le sujet de ce chapitre, car le conflit entre les intérêts des deux groupes de voisins, tout comme la lutte d'influence territoriale que se livrait l'UVCG et le PRI dans cette vecindad, allait être scellé par une femme.

Eugenia Vázquez Carvajal, surnommée « *la More* », était prise sous un feu croisé entre ses voisins, entre l'UVCG et RHP, mais aussi à l'intérieur de sa famille, entre elle et ses beaux-parents. Lorsque survinrent les séismes, *la More* vivait avec ses beaux-parents, son époux Benjamín, son fils adolescent, plusieurs enfants et un bambin d'un mois. À l'exception de son fils aîné et de son beau-père restés à Mexico D.F. afin d'aider à retrouver les corps sous les décombres, la terreur inspirée par les séismes poussa sa famille à s'installer provisoirement dans une maison appartenant à sa belle-mère, à Tula, dans l'État d'Hidalgo. Son époux parti ensuite au Venezuela pour une raison dont les sources ne font pas mention. Seul support de sa famille, elle s'installa ensuite au campement Apollo, dans la colonia Guerrero, pour une raison aussi inexplicable²⁴. Elle y cohabita avec des membres de l'UVCG. Malgré les conditions de vie extrêmement difficiles, elle y fut séduite par l'organisation et la

²³ *Ibid.*, p. 38.

²⁴ Peut-être la cohabitation avec ses beaux-parents devint-elle difficile en l'absence de son mari ? Il faut aussi mentionner que la peur de la relégation spatiale était bien réelle chez les sinistrés. Aussi, une grande partie d'entre eux campèrent en face, voir même sur les ruines de leur anciens logements afin de s'assurer qu'ils ne soient pas déplacés à l'extérieur du quartier. Il est donc possible d'insinuer qu'Eugenia Vázquez Carvajal retourna camper dans les rues de la colonia Guerrero afin de s'y assurer un logement.

solidarité. Elle participa notamment à la reconstruction du 132 rue Lerdo, premier chantier du *Proyecto* dans la colonia Guerrero. Dans l'entretemps, son beau-père entama des démarches avec RHP, tout comme plusieurs autres de ses voisins. La tension monta alors entre les voisins de sa vecindad. Elle dut se positionner. Encouragée et appuyée par Víctor Martínez, cette femme devenue cheffe de famille monoparentale et sympathisante de l'UVCG décida alors de revendiquer, en son nom, la reconstruction d'un logement supplémentaire, distinct de celui de ses beaux-parents. Ce faisant, elle allait ainsi à l'encontre de l'opinion de sa belle-mère, qui favorisait plutôt la reconstruction d'un logement unique accueillant toute la famille. Étant sympathisante de l'union, pourquoi alors hésiter à opter pour le Proyecto ? D'abord, les relations de pouvoir à l'intérieur du foyer y ont probablement à voir pour quelque chose. Comme le mentionne María Eugenia Guadarrama Olivera, les femmes vivant à l'intérieur de l'unité familiale d'origine de leur époux ont tendance à devoir endurer des relations affectives difficiles dues au fait qu'une hiérarchie s'établit entre elles et leurs beaux-parents. Les belles-filles voient donc souvent leur charge de travail ménager augmenter, car elles sont contraintes d'effectuer une quantité de tâches rejetées par l'ensemble de l'unité familiale « como un “pago” por ser recibidas²⁵. » En l'absence de son mari, *la More* du donc confronter seule ses beaux-parents, qui non seulement s'opposaient à ses aspirations politiques, mais aussi à son projet de quitter définitivement leur foyer. Cette situation délicate poussa d'ailleurs Víctor Martínez à s'en mêler, comme le témoignait Eugenia Vázquez Carvajal (*la More*):

« Tú Víctor, fuiste el que nos impulsaste y nos hiciste conocer la Unión [...] porque mi suegro ya había hecho trámites con Renovación, entonces ya nos reunimos y me acuerdo muy bien, y además “te agradezco”, nunca

²⁵ M.E. Guadarrama Olivera, « Mujeres y movimiento urbano popular en México »..., *op. cit.*, p. 84.

te lo había dicho, de que en ese entonces mi suegra, quería que todos estuviéramos juntos en una sola casa, y entonces tú le dijiste “Cuquita, es que Benjamín ya tiene a su familia y ahorita es la oportunidad de que cada quien tenga su casa”, y pues a pesar de ella, tú luchaste e interviniste para que nosotros tuviéramos una vivienda aparte²⁶. »

La renégociation du rôle de genre et du pouvoir de *la More* à l'intérieur de sa famille se croisait donc avec la lutte de reconstruction. D'ailleurs, sans prêter d'intentions à Victor Martinez, alors représentant de la Vecindad de Sol 46 à l'UVCG, se pourrait-il que celui-ci articule cette lutte familiale afin que l'union gagne sa lutte d'influence contre RHP à l'échelle de cette propriété? C'est du moins de cette manière que Martínez décrivait l'impact de cette lutte privée : « y una persona que vivía con su suegro ahí quería una casa aparte, entonces esa persona era quien podía decidir si el predio se quedaba con la Unión o el predio se iba con Renovación²⁷. » Du sort de cette lutte familiale devait se résoudre la bataille entre l'UVCG et RHP. Il est malheureusement impossible de documenter davantage l'histoire familiale de *la More* afin de comprendre ce croisement entre famille et politique. Ce qui est certain, toutefois, c'est qu'un deuxième facteur faisait également hésiter *la More* jusqu'au dernier moment. Lorsque RHP convoqua les résidents de Sol 46 afin de régler le dossier une fois pour toutes, ses fonctionnaires allèrent d'une déclaration qui déconcerta l'ensemble des résidents de la vecindad : RHP ne garantissait plus la relocalisation des perdants dans la colonia Guerrero. Víctor Martinez racontait :

« Llegado el momento nos fuimos a Renovación, nos pusieron en una mesa redonda a todos los titulares de las viviendas y antes de que fuera la votación, que nos dice la persona que estaba al frente de la reunión “Hay una consideración aquí, gane quien gane, se queda en el predio; pierda

²⁶ Georgina Sandoval (éd.), *Soy de la Guerrero y aquí me Quedo...*, op. cit., p. 38.

²⁷ *Ibid.*, p. 37.

quien pierda, a todos los vamos a regar en donde haya lugar. En la Guerrero, en la Morelos, en la Doctores, o en donde sea.” Entonces, todos empezaron a protestar diciendo “si todos nos queremos quedar en la Guerrero”, “bueno, ése es el precio que tienen qué pagar por no ponerse de acuerdo, que tienen qué pagar por no estar organizados en una situación tan crítica²⁸.” »

Cette déclaration est lourde de conséquences, car au dernier moment, RHP annonça que les logements qu’ils offriraient aux résidents de Sol 46 pourraient très bien se retrouver dans un autre quartier. Lorsque *la More* dut enfin trancher, elle se vit ainsi confrontée au fait que sa décision sous-entendait la possible expulsion du quartier de la moitié de ses voisins, peu importe le projet choisi. D’une part, si elle décidait de voter pour le *Proyecto de reconstrucción*, elle s’assurait un logement distinct et assurait une maison aux sympathisants de l’union, mais les voisins ayant opté pour RHP, dont ses beaux-parents, avaient de fortes chances d’être relocalisés en dehors de la colonia Guerrero. D’autre part, si elle votait pour RHP, elle maintenait l’unité de sa famille en délaissant le logement distinct et jetait ses *compañeros* dans l’incertitude la plus complète, ces derniers devant probablement rester dans la rue ou bien se résigner à accepter une maison de RHP « donde haya lugar ». Bref, RHP obligea Eugenia Vázquez Carvajal à choisir entre sa famille et l’Unión de Vecinos de la Colonia Guerrero (UVCG). Elle finit par choisir l’UVCG. La vecindad de Sol 46, où elle put acquérir un logement, fut reconstruite dans le cadre du *Proyecto de reconstrucción en las Colonias Guerrero y Morelos*. Les 16 familles ayant voté pour RHP furent effectivement relocalisées en dehors de la colonia Guerrero.

Le cas d’Eugenia Vázquez Carvajal (*la More*) et de la vecindad du 46 rue Sol est fort intéressant, car il permet de constater comment s’influencent réciproquement la lutte

²⁸ *Ibid.*, p. 38.

de reconstruction et la mutation du rôle de genre des femmes impliquées dans le *Proyecto*. *La More*, mère monoparentale politisée par sa vie de campement et son travail sur le chantier de Lerdo 132, première vecindad reconstruite par le *Proyecto*, en vint à remettre en question le pouvoir à l'intérieur de sa famille et saisie l'opportunité offerte par le militantisme de voisinage afin d'obtenir sa propre maison. D'un autre côté, cela se répercuta sur la lutte d'influence opposant l'UVCG et RHP à l'intérieur de cette vecindad, à un point où les fonctionnaires gouvernementaux utilisèrent la menace d'expulsion afin de briser l'opposition que leur offraient une partie des résidents de la vecindad. *La More* opta pour le projet de l'UVCG malgré la menace de la relégation spatiale à l'endroit de sa famille et de ses voisins, confirmant ainsi la politisation des habitants de la vecindad à travers le *Proyecto*. Une politisation que confirme le témoignage de sa voisine de vecindad Estela Vázquez Vega, qui mentionnait l'importance centrale du travail de chantier dans la production de la solidarité :

« [P]ero en ese tiempo se manejaba que era autoconstrucción, ya que nosotros teníamos que entrarle con la mano de obra, nosotros demolimos el predio, pero era una lucha padre²⁹, fue algo bonito, porque vas por algo tuyo, pero también vas a apoyar a demás familias y más familias también se unían, se solidarizaban³⁰. »

Le *proyecto de reconstrucción* permet donc de politiser certaines femmes et d'ainsi constituer de nouveaux acteurs politiques, comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent avec la lucha inquilinaria. Et comme dans le chapitre précédent, l'exemple de la vecindad de Sol 46 démontre aussi que ce militantisme féminin avait un prix : celui d'un affrontement avec la famille et avec l'État. Si, dans ce cas précis, le prix

²⁹ Adjectif de l'argot mexicain qualifiant quelque chose d'agréable, de génial.

³⁰ Georgina Sandoval (éd.), *Soy de la Guerrero y aquí me Quedo...*, op. cit., p. 39-40.

fut la relégation spatiale de la moitié des résidents de la vecindad, la coercition de l'État peut se manifester de manière beaucoup plus violente, comme nous le verrons dans la section suivante.

4.2.2. Les femmes et la bataille du 17 juin 1987³¹

Les femmes influencèrent donc directement le processus de reconstruction proposée par les unions de voisins étudiées, aussi bien en influençant la nature du *Proyecto* qu'en s'y impliquant à tous les niveaux. La reconstruction populaire impliquait toutefois un autre volet, que l'exemple de la vecindad de Sol 46 n'a seulement qu'effleuré, soit celui de la lutte avec les autorités municipales et fédérales. Or, comme lors de la lucha inquilinaria, les femmes étaient encore aux premières lignes des actions directes entreprises afin de garantir la reconstruction de leur quartier et résister à la relégation spatiale qui se poursuivait lors de la période de reconstruction dans les colonias Guerrero et Morelos. Ce fut le cas, par exemple, le 17 juin 1987 lorsque fut expulsée la famille López Cisneros d'une vecindad endommagée par les tremblements de terre sur la rue Abasolo (colonia Guerrero)³². Vers huit heures du

³¹ Cette section a été réalisée grâce au croisement des sources suivantes : les témoignages de Francisco Saucedo et de Yolanda Tello Mondragón recueillis par Louis-Charles Cloutier Blain (2017, 2 avril). *Entrevue avec Francisco « Paco » Saucedo et Yolanda Tello Mondragón*, Ciudad de México ; le témoignage de José Luis Macías, membre de l'UVCG, publié dans les numéros 1 à 8 de la revue *La Guerrero. Identidad y palabra*, parus entre novembre 2014 et juillet 2015 ; le témoignage de Yolanda Tello Mondragón dans Yolanda Tello Mondragón, « Así evitamos el desalojo », *La Guerrero, identidad y palabra*, n° 3, février 2015.; l'article de Guillermo Martín, « Abasolo 2: Crónica de una agresión anunciada », dans *La reconstrucción: del discurso épico al discurso político*, Mexico D.F., Casa y Ciudad, 1988.

³² Les sources sont confuses en ce qui concerne l'adresse exacte de la vecindad en question. Guillermo Martín prétend que l'expulsion eut lieu au 2 rue Abasolo dans G. Martín, « Abasolo 2: Crónica de una agresión anunciada »..., *op. cit.* José Luis Macías, pour sa part, propose plutôt qu'elle eut lieu au 4 rue Abasolo dans José Luis Macías Guerrero, « Un recuento familiar. Aquella lucha inquilinaria (VII) », *La Guerrero, identidad y palabra*, n° 7, juin 2015. Les autres sources ne mentionnent tout simplement pas l'adresse de la vecindad et ne font que se référer à la rue Abasolo.

matin, le propriétaire³³ se rendit à la vecindad, accompagné de l'huissier Pablo Flores et de déménageurs afin de vider le logement aussi bien de ses locataires que de leurs biens³⁴. Les résidents de cette vecindad avaient déjà réussi à bloquer une première tentative d'expulsion avec l'aide de leurs voisins. Aussi, trois pétards (cohetones) furent lancés depuis le toit d'une vecindad voisine afin d'avertir le quartier qu'une seconde expulsion avait lieu sur la rue Abasolo et que l'aide du voisinage était nécessaire afin de la bloquer. Or, cette fois-ci, les voisins qui y accoururent ne purent s'en approcher. Trois cents policiers antiémeutes (*granaderos*) de la délégation Cuauhtémoc s'étaient préalablement déployés autour de la vecindad, appuyés par un hélicoptère, afin d'assurer le succès de l'expulsion et d'empêcher quiconque de s'approcher. Les voisins qui s'entassaient dans les rues Luna et Abasolo devenaient alors des témoins impuissants, ne pouvant qu'observer les meubles tirés à la rue par-dessus les épaules des policiers.

C'est à ce moment qu'arrivèrent les femmes de Sol 199, une vecindad qui avait récemment quitté l'UVCG³⁵. Malgré leur départ, les habitants de Sol 199 avaient convenu qu'ils continueraient à supporter les blocages d'expulsion lorsque nécessaire. Ce fut le cas le 17 juin 1987. Le témoignage de Yolanda Tello Mondragón

³³ Il n'est pas clair si la propriétaire Elodia García Viuda de Cruz était présente lors de l'expulsion, ou si elle fut représentée par quelqu'un d'autre. Ce qui est certain, toutefois, c'est qu'une personne présente faisait office de propriétaire.

³⁴ G. Martín, « Abasolo 2: Crónica de una agresión anunciada »..., *op. cit.*, p. 218.

³⁵ Les sources n'indiquent pas avec précision les raisons de la désaffiliation de la vecindad de Sol 199. Cependant, il est connu qu'une division eut lieu à l'intérieur de l'UVCG en 1987, causée par un conflit en lien avec la reconstruction. Parmi ceux qui quittèrent alors l'union se trouvait Francisco Saucedo et Yolanda Tello Mondragón, tous deux résidents du Sol 199. Ces derniers s'impliquèrent ensuite dans ce qui allait devenir l'Asamblea de Barrios (AB), créée le 4 avril 1987. Lors de la bataille d'Abasolo le 17 juin 1987, la vecindad de Sol 199 était affiliée à AB. Mentionnons également au passage que les résidents de la vecindad de Sol 199 avaient, eux aussi, résisté aux tentatives d'expulsion entreprises par leur propriétaire après les tremblements de terre, et ce, malgré l'expropriation de la vecindad. À ce sujet, voir Isabel Mayor Jiménez (1985, 27 décembre), Casero de Inmuebles Expropiados Persisten en Lanzar a Inquilinos, *El Nacional*, p. 3.

décrit son arrivée et celle de ses voisines de la vecindad Sol 199. Il est à noter qu'il est fort révélateur de l'impact des femmes dans les actions directes menées par l'UVCG dans la colonia Guerrero :

« Los granaderos ya tenían rodeada la casa sin dejar acercarse a nadie. Cuando llegamos las de Sol 199, se escuchó a los chavos decir “Ahora sí, ya se va a parar el desalojo, ya vienen las doñas de Sol”!; y efectivamente las compañeras de la Unión de Vecinos ya estaban dando la batalla³⁶. »

À en croire Tello Mondragón, son groupe de voisines avait une réputation de combattante, ce qui révèle l'importance du militantisme féminin dans la colonia. La place des femmes devait en effet être centrale, puisque c'est une délégation formée de femmes qui s'organisa afin d'ouvrir un dialogue avec la propriétaire et l'huissier³⁷. Leur tentative de pénétrer à l'intérieur de la vecindad fut toutefois durement réprimée par les granaderos, qui les repoussèrent à coup de matraque. Cette violence policière est, selon toutes les sources, ce qui provoqua l'émeute qui s'en suivit. Voisins et policiers s'affrontèrent à coup de bâton et de pavé. Les femmes participèrent activement lors de cette bataille, à en croire le témoignage de Francisco Saucedo : « y como estábamos afuera en el 87, en junio, plena reconstrucción, había mucha piedra y llegaban las señoras con sus enaguas “! Aquí compañeras ¡Aquí hay, aquí hay [piedras]³⁸!” » À l'aide de leur jupe, les femmes ramassaient les pierres et les redistribuaient afin de les utiliser contre les policiers. Pendant ce temps, les déménageurs commencèrent à détruire les meubles des locataires, ce qui poussa

³⁶ J'invite les lecteurs à noter le genre féminin du terme « compañeras ». Le soulignement est de l'auteur de ce mémoire. Le témoignage vient de Y. Tello Mondragón, « Así evitamos el desalojo »..., *op. cit.*, p. 20.

³⁷ G. Martín, « Abasolo 2: Crónica de una agresión anunciada »..., *op. cit.*, p. 218.

³⁸ Louis-Charles Cloutier Blain (2017, 2 avril). *Entrevue avec Francisco « Paco » Saucedo et Yolanda Tello Mondragón*, Ciudad de México.

Yolanda à tenter une nouvelle incursion avec une autre voisine. Sautant une clôture, celles-ci réussirent à pénétrer à l'intérieur de la *vecindad* à partir d'un balcon. Mais elles ne purent parler à l'huissier, car elles furent sorties du logement par la force. Cette nouvelle agression envers les militantes catalysa à nouveau la lutte des voisins, ceux-ci brisant ensuite la formation des policiers, comme le témoigne Tello Mondragón : « [a]l ver que le pegaban a la compañera Agustina, los compañeros empezaron a romper la formación de granaderos, logrando así que éstos y los dueños dejaran de romper los muebles³⁹. » Les policiers furent finalement obligés de se replier et usèrent alors de gaz lacrymogènes afin de permettre leur manœuvre. Le bilan, enfin, est lui aussi révélateur de la présence des femmes dans ce genre d'action directe. Sur les 30 blessés identifiés par les sources se trouvaient trois policiers, mais également une jeune fille de 11 ans, une adolescente de 14 ans, et une femme du nom de Guadalupe Rojas⁴⁰. Ces deux dernières furent hospitalisées à cause de blessures reçues lors de la bataille.

En définitive, c'est l'intensité des femmes de la délégation de négociation qui, finalement, encouragea les voisins à confronter les policiers afin de faire respecter le droit à la ville des résidents d'Abasolo. Lors de la bataille, les femmes combattirent les policiers à l'instar de leurs camarades masculins. Et comme nous l'avons vu avec le parcours de vie de Vicky dans le chapitre 3, les enfants étaient également présents lors des actions directes menées par les unions de voisins. Cette présence des enfants est, en notre sens, un autre indice qui mène à penser que le MUP peut bel et bien s'expliquer à travers l'amalgame de la sphère publique et privée des femmes au foyer; à travers la pénétration du politique dans la maison, et de la famille dans la rue. Un

³⁹ Y. Tello Mondragón, « Así evitamos el desalojo »..., *op. cit.*, p. 21.

⁴⁰ [Auteur inconnu] (17 juin 1987) Broncon en la Guerrero, *El Universal Gráfico*, cité dans Y. Tello Mondragón, « Así evitamos el desalojo »..., *op. cit.*

amalgame qui explique la présence active des femmes et la raison de leur transformation en protagoniste principale du militantisme de voisinage dans les colonias Guerrero et Morelos.

L'analyse de genre permet donc de découvrir que la reconstruction organisée par l'UVCG et l'UPICM-PM dans les colonias Guerrero et Morelos à la suite des tremblements de terre ne reconfigura pas drastiquement le militantisme des femmes de ces quartiers. En effet, notre étude de cas permet de découvrir que l'expérience vécue par la majorité de femmes impliquées dans ce projet de reconstruction populaire ressembla à l'expérience vécue antérieurement par les femmes militant dans les unions de voisins avant les séismes, notamment en ce qui avait trait aux actions directes. Cela étant dit, il est quand même possible d'identifier deux mutations du militantisme féminin lors de la période de la reconstruction. D'une part, comme nous l'avons vu dans la section 4.1.1.3, la participation obligatoire au *Proyecto de reconstrucción* eut l'effet d'alourdir considérablement le quotidien des femmes, les faisant passer de la double à la triple journée de travail. À la responsabilité de la sphère domestique et au travail salarié, s'ajoutait ainsi le travail de chantier. Un travail supplémentaire dont le but, ironiquement, était de transformer ses bénéficiaires en acteur du changement, par l'acquisition d'une conscience politique. Cette surcharge de travail, qui retombait sur la base militante (à majorité féminine) est sans doute l'une des manifestations les plus évidentes des intérêts politiques divergents entre les femmes de la base et les cadres des unions (à majorité masculine). Elle démontre l'impact néfaste du rejet des conditions spécifique des femmes comme ligne de travail. Un rejet assumé d'ailleurs par l'ACNR, organisation maoïste influençant les cadres de l'UVCG, l'UPICM-PM et Casa y Ciudad. D'autre part, les sources à notre disposition permettent de prétendre que les tremblements de terre du 19 et 20 septembre 1985 ont eu davantage un effet quantitatif que qualitatif sur le militantisme féminin de ces quartiers. Aussi, s'ils n'ont pas eu un effet

significatif sur les rôles de genre et sur le militantisme féminin préexistant, ils semblent toutefois avoir poussé de nouvelles femmes, n'ayant parfois jamais entendu parler des unions de voisins, à s'impliquer dans le militantisme de voisinage. Le cas de *La More* en est un exemple⁴¹. Toutefois, elles se butèrent aux mêmes obstacles que les femmes avant elles, impliquées dans la lutte des locataires (*lucha inquilinaria*). Parfois, elles subirent l'hostilité de leur famille, principalement caractérisée par la violence conjugale. Elles durent également supporter les contraintes et les violences politiques aussi bien de leurs compagnons de lutte que des architectes et fonctionnaires de RHP ou de la police municipale. Lors de la reconstruction, force est de constater que se reconduisit un militantisme féminin « aigre-doux », balançant entre la remise en question et la reconduction du statu quo patriarcal; balançant entre les gains et l'aliénation.

⁴¹ Notre étude de cas a toutefois ses limites, car la question de la représentativité des cas retenus est tout à fait légitime et pertinente. Aussi, dans le cadre de ce mémoire, il fut impossible d'entreprendre une analyse basée sur un plus grand nombre de femmes afin de pouvoir jauger l'ampleur de l'intérêt que développèrent les femmes pour leur condition de genre lors de leur participation à la lutte pour la reconstruction. L'utilisation d'un questionnaire aurait été une méthode, par exemple, qui aurait permis d'enrichir grandement l'analyse ici proposée.

CONCLUSION

En définitive, ce mémoire appréhenda le mouvement urbain populaire (MUP) à partir d'une perspective originale, soit sa base militante composée majoritairement de femmes. Il s'efforça ainsi de faire le pont entre les études urbaines et les études de genre, qui se sont rarement croisées afin d'analyser le MUP. Notre étude de cas offre ainsi une nouvelle manière d'interpréter ce mouvement social. Si le militantisme de voisinage de l'UVCG et de l'UPICM-PM s'explique par la convergence des engagements politiques d'une variété d'acteurs tels des architectes engagés, des clercs animés par la théologie de la libération (TL) ou des membres de l'Asociación Cívica Nacional Revolucionaria (ACNR), ce militantisme s'explique également par une forte participation de femmes se mobilisant à partir de leur rôle de genre. Les perspectives de l'histoire par le bas et de l'histoire du genre, utilisées afin de mener l'analyse de notre étude de cas, nous permirent donc d'affirmer que le mouvement urbain populaire fut (aussi) un mouvement de femme, et ce, malgré qu'il n'ait pas été organisé autour de conditions ou de revendications spécifiques aux femmes.

Notre étude de cas réactualise donc la question de la paradoxale visibilité-invisibilité des femmes du MUP. Une question qui fut posée dès 1984 par Lucia Díaz Roner et Alejandra Massolo¹ et qui est toujours d'actualité considérant la reproduction de cette visibilité-invisibilité des femmes dans les récentes publications traitant du mouvement urbain populaire. Une question, enfin, que ce mémoire proposa d'aborder à nouveau, et ce, de plusieurs manières.

¹ L. Díaz Ronner et A. Massolo, « La participación de las mujeres en los movimientos sociales urbanos en la Ciudad de México: un proyecto de investigación »..., *op. cit.*

En un premier temps, il confirme la validité des travaux entrepris sur les femmes du MUP en étude de genre. Il réaffirme donc, à l'instar de la sociologue Alejandra Massolo², que le militantisme de voisinage eut un impact aussi significatif que limité sur l'évolution du rôle de genre des femmes. En ce sens, notre étude de cas permet de démontrer que les militantes de l'UVCG et de l'UPICM-PM vécurent l'expérience équivoque d'un militantisme « aigre-doux ». Les unions offraient des espaces politiques à l'intérieur desquelles les femmes pouvaient réaliser des gains matériels et politiques tout en renégociant leur rôle de genre. Toutefois, ces espaces politiques limitaient la portée des remises en question du patriarcat, et ce, pour deux raisons : 1) les unions de voisins mobilisaient les femmes à partir de leur rôle de genre traditionnel 2) les unions, et particulièrement les cadres (majoritairement masculin), adoptaient une idéologie politique marxiste qui entraînait en conflit avec la remise en question du patriarcat. Si l'ACNR semblait s'inspirer des travaux de Castells afin de justifier l'articulation du militantisme de voisinage à leur lutte révolutionnaire, elle empêchait par le fait même de considérer la maison comme un lieu privilégié de la reconduction du patriarcat et ne permettait pas de penser le personnel comme politique. Ainsi, les femmes ne confrontèrent pas seulement la résistance des autorités municipales et du secteur privé, mais aussi celle de leur propre organisation, qui limitait parfois la portée de leurs revendications. De surcroît, en plus de ces limites, il est important de rappeler que certaines femmes participaient aux activités d'une union de voisins afin de *remplir* leur rôle de genre. Face à la crise du logement populaire dans les colonias Guerrero et Morelos, plusieurs femmes furent mobilisées, si ce n'est qu'elles s'engagèrent elles-mêmes dans une union, en pensant y trouver le moyen de s'occuper adéquatement de la sphère domestique. Rappelons que les conditions de vie

² A. Massolo, *Por amor y coraje...*, op. cit.

étaient très difficiles dans les quartiers populaires de Mexico D.F., et que les femmes y habitant devaient faire des miracles, comme le disait la sociologue Sánchez Olvera, afin de subvenir aux besoins de leur famille³. Habitant des logements en ruine, parfois sans accès à l'eau courante ou à l'électricité, la lutte pour l'autopréservation passait donc avant la remise en question du patriarcat. Cela pourrait-il expliquer aussi bien l'existence de ce militantisme « aigre-doux » que son absence dans les études les plus récentes sur le MUP⁴? En l'absence d'un militantisme anti-patriarcal clairement assumé aussi bien par les femmes que par les unions de voisins, la place centrale des femmes fut ainsi dissoute dans les catégories neutres de « locataire » et de « sinistré ».

Notre étude de cas offre ainsi plusieurs pistes afin de (re)penser la paradoxale visibilité-invisibilité des femmes du MUP. D'abord, il soumet l'idée selon laquelle celle-ci est le fruit d'une tension entre synergie et antagonisme à l'intérieur des unions de voisins, entre le militantisme féminin et les orientations politiques maoïstes; une tension qui entraîna une situation aussi permissive que restrictive pour les femmes.

Ensuite, ce mémoire propose de problématiser la concordance des influences théoriques (et de ses limites) entre les acteurs historiques et les chercheurs (qui parfois sont les mêmes personnes). Rappelons encore une fois que la justification

³ A.R. Sánchez Olvera, *El feminismo mexicano ante el movimiento urbano popular...*, op. cit., p. 169.

⁴ Nous pourrions également poser la question autrement : l'invisibilité tenace de ces femmes serait-elle attribuable au fait qu'elles s'organisèrent en dehors du mouvement féministe ? Pour un dialogue entre le mouvement féministe et les femmes du MUP, nous dirigeons les lecteurs vers l'ouvrage d'A.R. Sánchez Olvera, *El feminismo mexicano ante el movimiento urbano popular...*, op. cit.

théorique de l'ACNR était calquée sur le cadre théorique de Manuel Castells, qui eut une influence majeure sur les études urbaines, discipline ayant produit la majorité des travaux sur le MUP. Or, le cadre théorique de Castells fut critiqué par les études de genre, car il ne permet pas de problématiser la relation entre capitalisme et patriarcat et parce qu'il offre une définition restreinte du politique ; deux limites qui ne permettent pas de penser la place et l'influence des femmes dans le MUP. L'intime relation entre chercheurs et acteurs, qui se manifeste notamment à travers la relation quasi organique entre les ONG d'études urbaines et le MUP, est peut-être l'une des raisons expliquant la visibilité-invisibilité tenace des femmes du MUP : chercheurs et acteurs partagent des postulats théoriques qui jettent un voile sur la participation des femmes et ses impacts.

Enfin, les perspectives théoriques retenues afin d'élaborer notre analyse, soit celle de l'histoire par le bas et celle de l'histoire du genre, offrent aussi un éclairage nouveau sur la question de l'invisibilité des femmes du MUP. Serait-elle le fruit d'une orientation androcentrique, attribuable à une attention marquée des chercheurs pour l'élite militante? Rappelons que si la majorité des membres des unions de voisins était des femmes, la majorité des cadres, elle, était formée d'hommes. S'intéresser spécifiquement au leadership du MUP induirait-il les chercheurs à ne pas dresser un portrait représentatif de ce mouvement? C'est d'ailleurs une préoccupation qui fut formulée par Alejandra Massolo dès 1983 et reprise par la sociologue Alma Rosa Sánchez Olvera en 2002. Cette dernière notait alors que la construction du savoir et de la mémoire collective du MUP est déficiente et déformée par ses leaders (masculins) et par les intellectuels, qui se sont approprié l'explication⁵.

⁵ *Ibid.*, p. 160.

D'une certaine manière, ce mémoire offre donc autant (sinon plus?) de perspectives de recherche que de nouveaux savoirs. L'étude de cas, les sources et la périodisation retenue ont néanmoins leurs limites. Établir des parcours de vie à partir de l'histoire orale aurait pu permettre d'engager beaucoup plus directement l'histoire des militantes et peut-être saisir leur implication dans des organisations de femme interreliées à leur union de voisins, comme la Regional de Mujeres del Movimiento Urbano Popular. Dans un autre ordre d'idée, il est également à noter que l'expérience des femmes des colonias Guerrero et Morelos semble prendre une tout autre direction lorsqu'elles intègrent l'Asamblea de Barrios (AB), créée officiellement en avril 1987. À l'instar de la Regional de Mujeres à l'échelle nationale, la commission de femme qui fut créée à AB offrit un espace qui connectait les femmes de nombreuses organisations du MUP à Mexico D.F., notamment par l'organisation de trois « Encuentro de Mujeres de los Barrios de la Ciudad de México ». Aussi, il serait particulièrement pertinent de mettre en relation ce mémoire avec des recherches portant sur les femmes d'Asamblea de Barrios ; des recherches qui n'ont pas été entreprises à notre connaissance et qui offriraient probablement un nouveau regard sur le MUP au tournant des années 1990.

ANNEXE A

División por Delegaciones del Distrito Federal



09 DISTRITO FEDERAL

- 002 AZCAPOTZALCO
- 003 COYOACAN
- 004 CUAJIMALPA DE MORELOS
- 005 GUSTAVO A. MADERO
- 006 IZTACALCO
- 007 IZTAPALAPA
- 008 MAGDALENA CONTRERAS, LA
- 009 MILPA ALTA
- 010 ALVARO OBREGON
- 011 TLAHUAC
- 012 TLALPAN
- 013 XOCHIMILCO
- 014 BENITO JUAREZ
- 015 CUAUHTEMOC
- 016 MIGUEL HIDALGO
- 017 VENUSTIANO CARRANZA

Figure 2.1. Division de Mexico D.F par délégation. Source : Instituto Nacional de Estadística Geografía e Informática, Anuario Estadístico del Distrito Federal, México D.F., Tome 1, 1985.

ANNEXE B

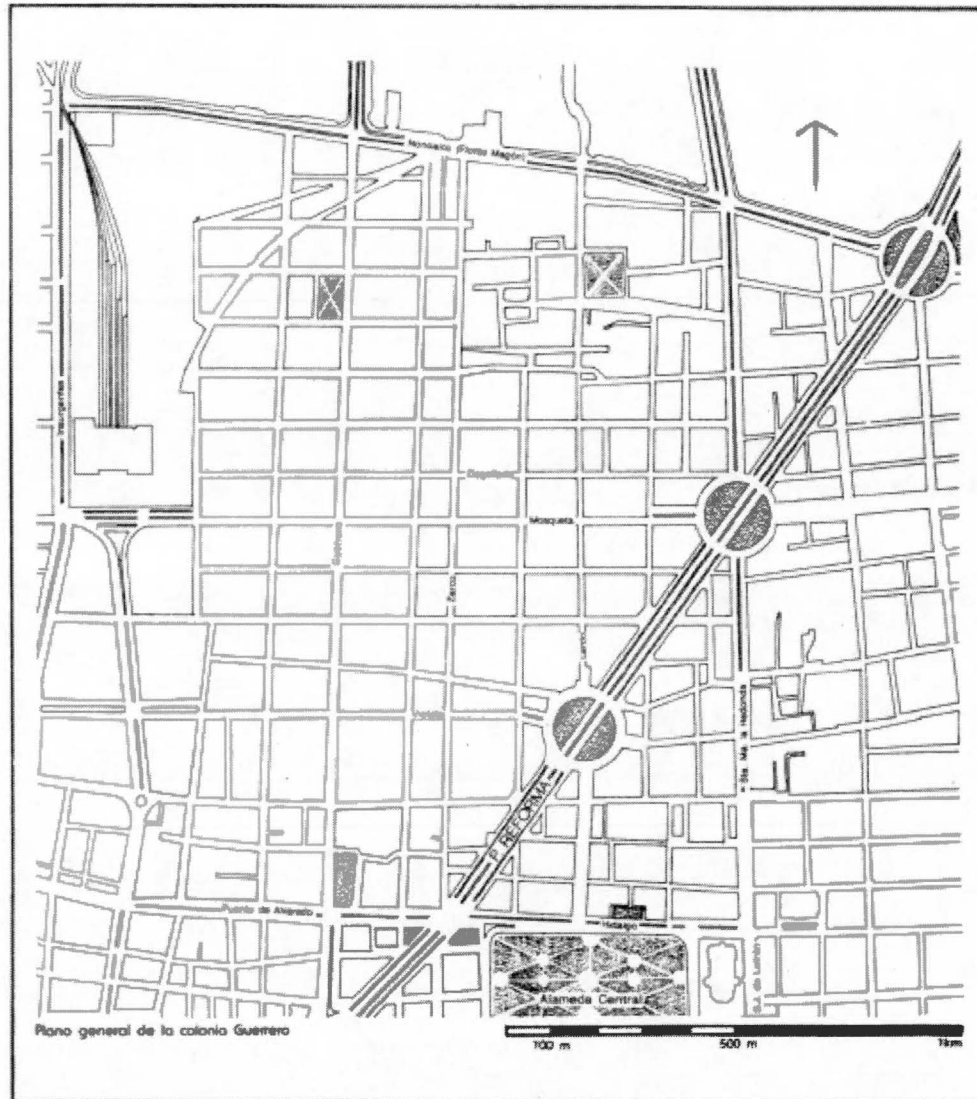


Figure 2.2. La colonia Guerrero en 1977. Source : Alejandro Suárez Pareyón, *op cit.* p. 26.

ANNEXE C

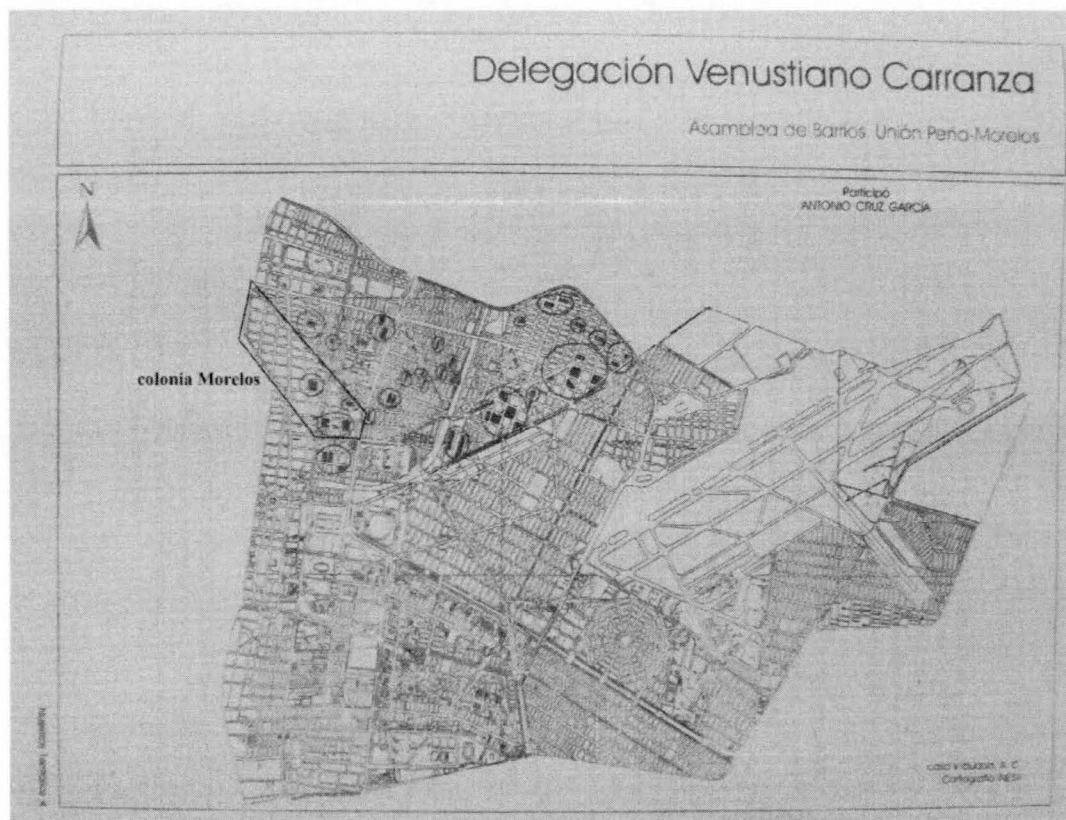


Figure 2.3. Territoires revendiqués par l'UPICM-PM et par AB dans la délégation Venustiano Carranza en 1995. Source : Asamblea de Barrios et UPICM-PM, « Historia del territorio », dans *Nuestros Territorios*, Mexico D.F., Casa y Ciudad, 1995. L'encadrement de la colonia Morelos a été ajouté à la carte originale par l'auteur de ce mémoire.

ANNEXE D



Figure 2.4. La vecindad du 168 rue Sol, colonia Guerrero, délégation Cuauhtémoc, México D.F. (Photographie non datée). Source: Archives Casa y Ciudad, Ciudad de México.

ANNEXE E

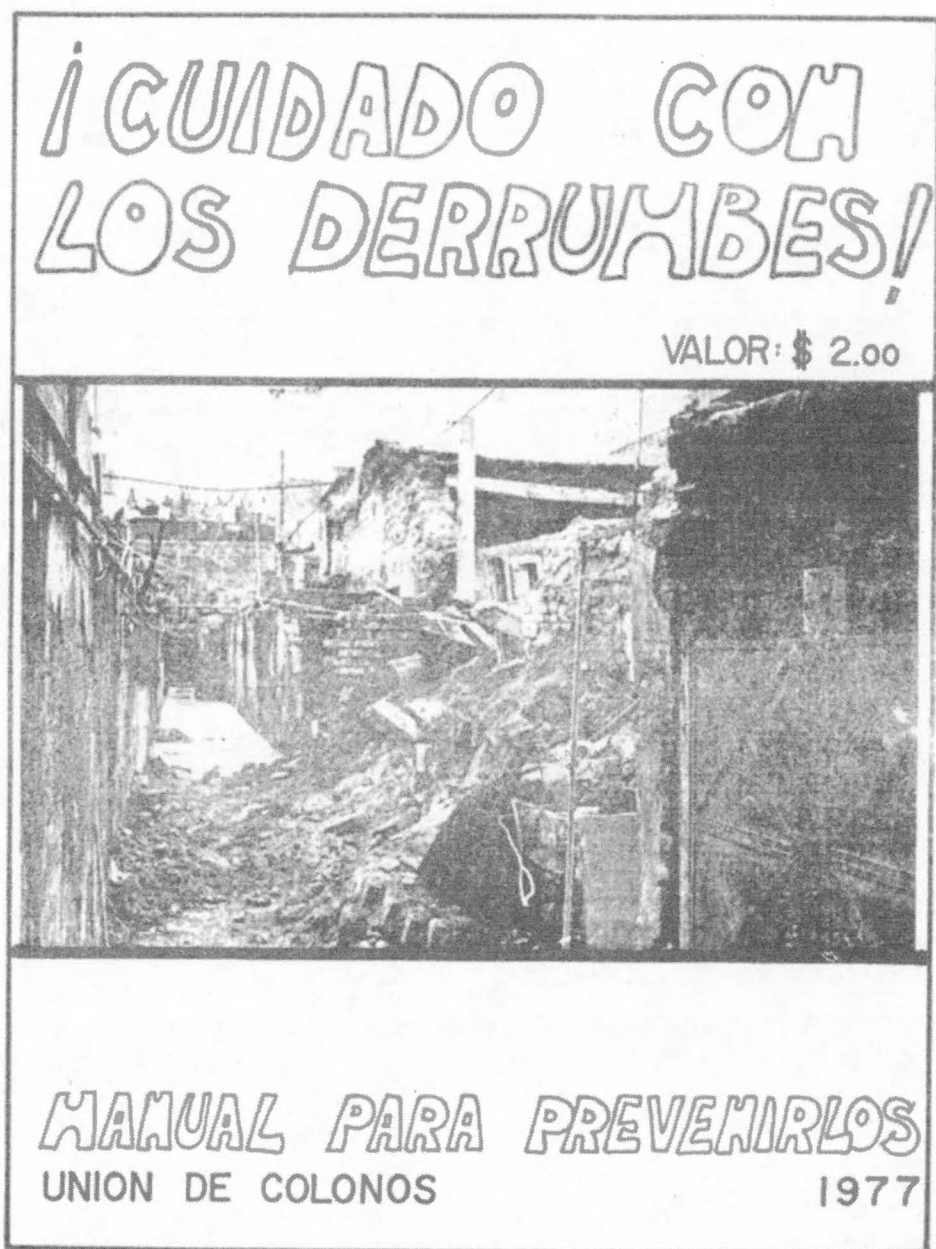


Figure 2.5. Couverture du feuillet ¡Cuidado con los derrumbes! Source : UVCG, (1977) ¡Cuidado con los derrumbes!, [Brochure] Fonds d'archives Miguel de la Madrid Hurtado, Asociaciones Civiles (32.01.00.00, caja 4, exp. 12) Archivo General de la Nación, Ciudad de México.

ANNEXE F



Figure 2.6. Couverture du feuillet explicatif du projet de reconstruction de l'UVCG et de l'UPICM-PM. Source : UVCG et UPICM-PM (1985) *Proyecto de reconstrucción de vivienda en las Colonias Guerrero y Morelos*, [Brochure] Fonds d'archives Miguel de la Madrid Hurtado (32.01.00.00, caja 4, exp. 12). Archivo General de la Nación, Ciudad de México.

ANNEXE G



Figure 2.7. Couverture du feuillet de formation no. 1 (UVCG). Source: UVCG (1985) *Representantes de vecindad, Folletos de formación no. 1*, [Brochure] Fonds d'archives Miguel de la Madrid Hurtado (32.01.00.00, caja 4, exp. 12). Archivo General de la Nación, Ciudad de México.

ANNEXE H



Figure 2.8. Couverture du feuillet de formation no. 2 (UVCG). Source : UVCG, (1985) Asambleas de Vecindad, Folletos de Formación no. 2 [Brochure] Fonds d'archives Miguel de la Madrid Hurtado (32.01.00.00, caja 4, exp. 12). Archivo General de la Nación, Ciudad de México

ANNEXE I



Figure 2.9. Couverture du premier numéro des *Cuadernos de Comunicación* de l'UPICM-PM. Source : Georgina Sandoval, *Treinta años de los sismos de 1985*, México D.F., Casa y Ciudad, 2015, p. 31.

ANNEXE J

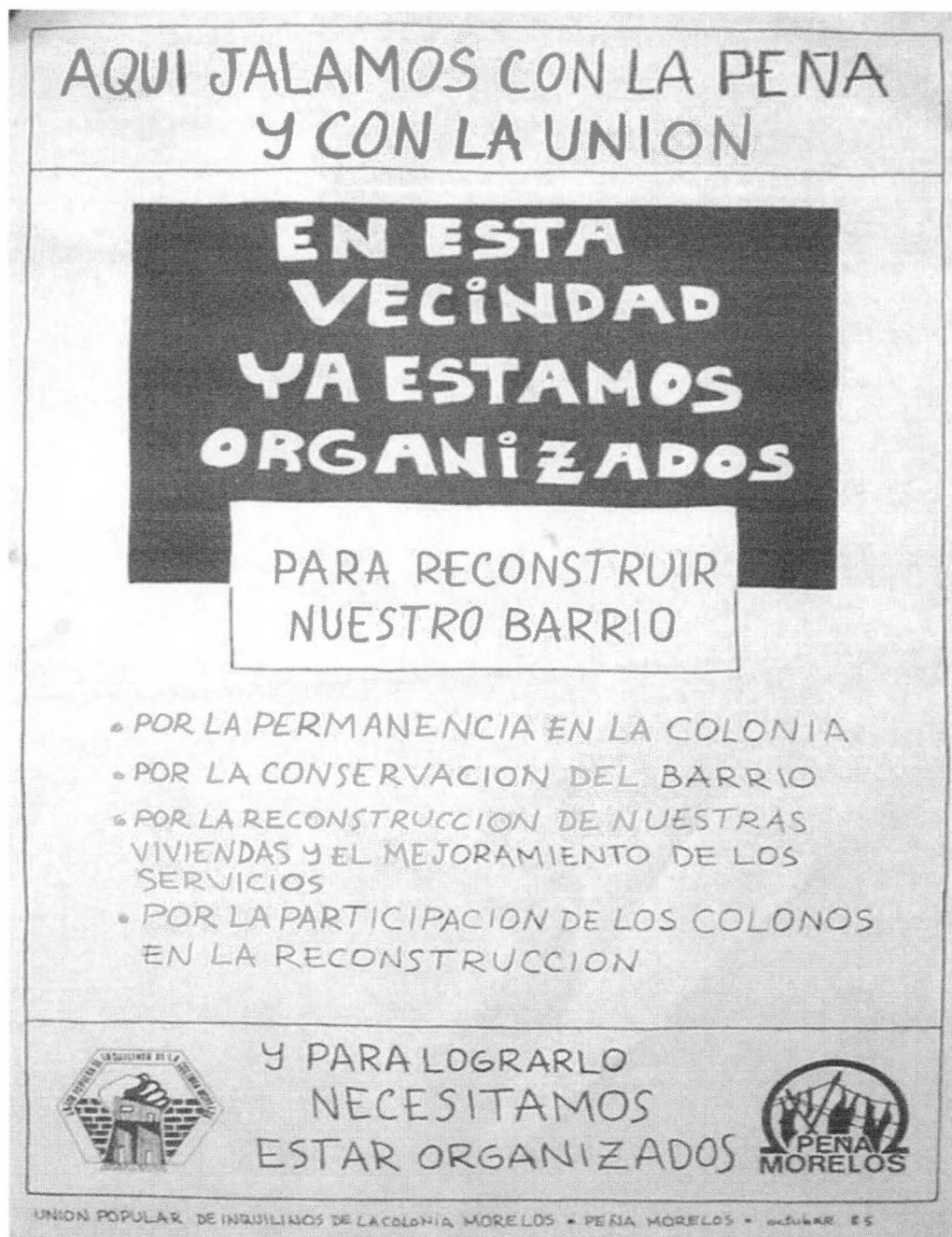


Figure 2.10. Affiche de l'UPICM-PM (octobre 1985). Source : Georgina Sandoval, *Treinta años de los sismos de 1985*, México D.F., Casa y Ciudad, 2015, p. 31.

ANNEXE K



Figure 2.11. Le patio de la vecindad, les femmes et le travail ménager (1). Source : Yves Hardy, « Guerrero, Mexico City. Tenement renters buy and rebuild their Mexico City homes », dans Bertha Turner (dir.), *Building Community: a third world case book*, London, 1988, p.132.

ANNEXE L



Figure 2.12. Le patio de la vecindad, les femmes et le travail ménager (2). Source : Archives Casa y Ciudad, Ciudad de México tirée de Georgina Sandoval, *Treinta años de los sismos de 1985*, México D.F., Casa y Ciudad, 2015, p. 6.

ANNEXE M

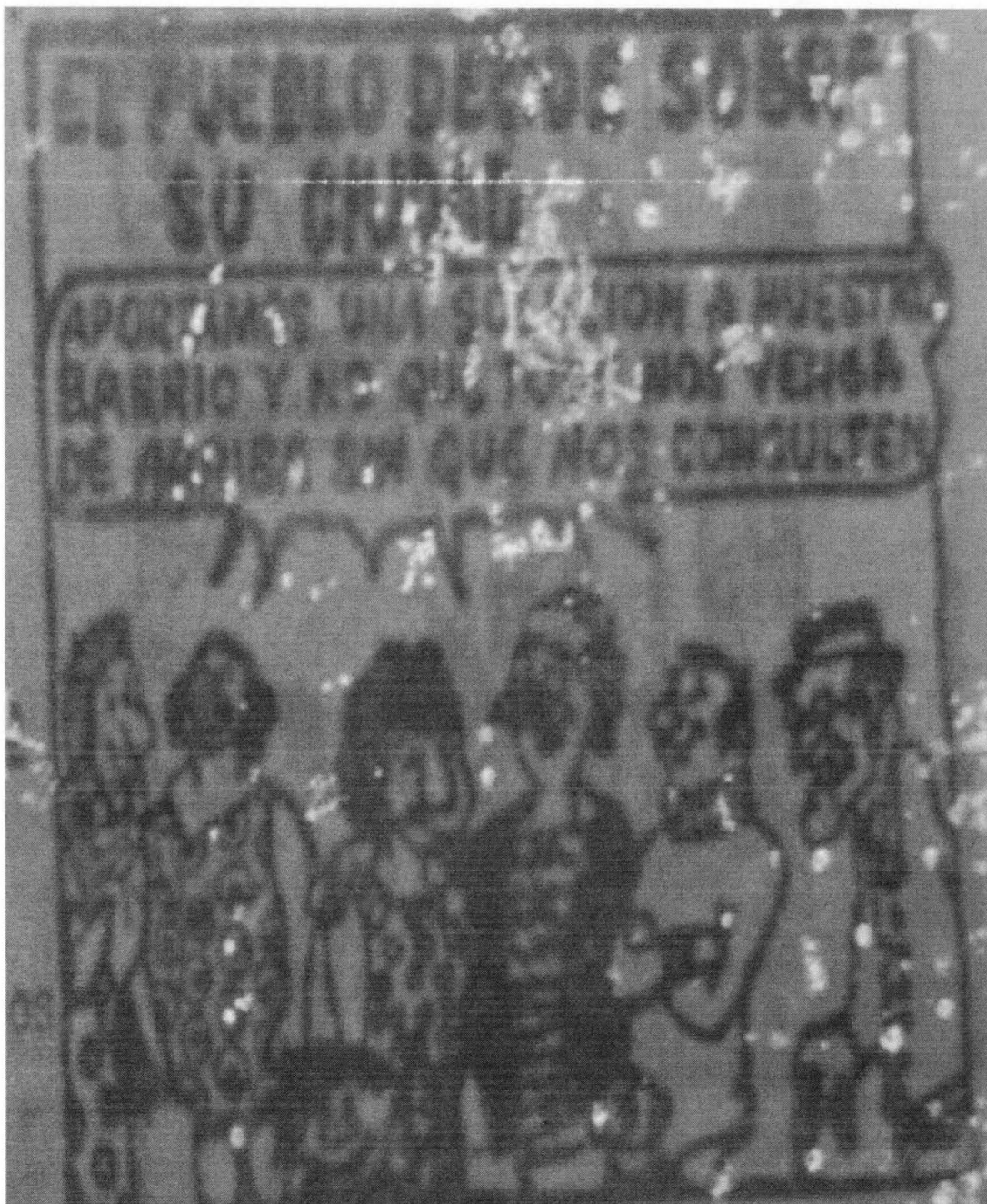


Figure 2.13. Caricature « El pueblo decide sobre su ciudad » Source : Anonyme (1976, 19 juillet) Editorial, *La voz de la Guerrero*, no. 1, récupéré de : https://prezi.com/k_tc8zjesae3/imagenes-de-la-uvcg/

ANNEXE N

TABLEAU 3.1. COMPOSITION DE LA POPULATION ACTIVE SELON LE SEXE EN 1980 ¹			
	HOMMES	FEMMES	TOTAL
Délégation Cuauhtémoc	205 478 (58%)	149 267 (42%)	354 745 (100%)
Délégation Venustiano Carranza	169 883 (65%)	93 465 (35%)	263 348 (100%)
Mexico D.F.	2 110 685 (64%)	1 201 896 (36%)	3 312 581 (100%)
Total national	15 924 806 (72%)	6 141 278 (28%)	22 066 084 (100%)

¹ Instituto Nacional de Estadística y Geografía (1980), *Población de 12 años y más, por municipio y grupos quinquenales de edad, según condición de actividad y sexo. Características económicas. Ciudad de México*, X Censo General de Población y Vivienda (Base de données), Serveur de données INEGI (distributeur), tableau en format Excel, récupéré le 6 septembre 2017 de <http://www.beta.inegi.org.mx/proyectos/ccpv/1980/> ; Instituto Nacional de Estadística y Geografía (1980), *Población económicamente activa, por rama de actividad económica, sexo y grupos quinquenales de edad, según tamaño de la localidad. Características económicas. Estados Unidos Mexicanos*, X Censo General de Población y Vivienda (base de données), serveur de données INEGI (distributeur), tableau en format Excel, récupéré le 30 novembre 2017 de <http://www.beta.inegi.org.mx/proyectos/ccpv/1980/>

ANNEXE O

TABLEAU 3.2. CONDITION D'ACTIVITÉ DES 12 ANS ET PLUS SELON LE SEXE EN 1980 ¹						
	HOMMES			FEMMES		
	Actif	Inactif	Total	Active	Inactive	Total
Délégation Cuauhtémoc	205 478 (74%)	73 303 (26%)	278 781 (100%)	149 267 (44%)	190 926 (56%)	340 193 (100%)
Délégation Venustiano Carranza	169 883 (73%)	62 185 (27%)	232 068 (100%)	93 465 (36%)	167 011 (64%)	260 476 (100%)
México D.F.	2 110 685 (73%)	787 883 (27%)	2 898 568 (100%)	1 201 896 (37%)	2 072 681 (63%)	3 274 577 (100%)
Total national	15 924 806 (75%)	5 293 357 (25%)	21 218 163 (100%)	6 141 278 (28%)	15 987 552 (72%)	22 128 830 (100%)

¹ *Ibid.*

ANNEXE P

TABLEAU 3.3. COMPOSITION DE LA POPULATION INACTIVE DÉDIÉE AU TRAVAIL MÉNAGER SELON LE SEXE EN 1980 ¹			
	HOMMES	FEMMES	TOTAL
Mexico D.F.	25 752 (2%)	1 396 629 (98%)	1 422 381 (100%)
Total national	395 686 (3%)	11 934 464 (97%)	12 330 150 (100%)

¹ Instituto Nacional de Estadística y Geografía (1980), *Población de 12 años y más, por entidad federativa, sexo y grupos quinquenales de edad, según condición de actividad y tipo de inactividad. Características económicas. Estados Unidos Mexicanos*, X Censo General de Población y Vivienda (Base de données), Serveur de données INEGI (distributeur), tableau en format Excel, récupéré le 30 novembre 2017 de <http://www.beta.inegi.org.mx/proyectos/ccpv/1980/>

ANNEXE Q

TABLEAU 3.4. POPULATION INACTIVE DÉDIÉE AU TRAVAIL MÉNAGER COMPARÉE À D'AUTRES TYPE D'OCCUPATION SELON LE SEXE EN 1980 ¹						
	HOMMES			FEMMES		
	Travail ménager	Autre type d'inactivité	Active	Travail ménager	Autre type d'inactivité	Active
Mexico D.F.	25 752 (1%)	762 131 (26%)	2 110 685 (73%)	1 396 629 (43%)	676 052 (21%)	1 201 896 (37%)
Total national	395 686 (2%)	4 897 671 (23%)	15 924 806 (75%)	11 934 464 (54%)	5 053 088 (18%)	6 141 278 (28%)

¹ Dans la catégorie « autre type d'inactivité » se retrouve la somme des catégories suivantes : étudiant, retraité, rentier, handicapé et autre. Instituto Nacional de Estadística y Geografía (1980), *Población de 12 años y más, por entidad federativa, sexo y grupos quinquenales de edad, según condición de actividad y tipo de inactividad. Características económicas. Estados Unidos Mexicanos*, X Censo General de Población y Vivienda (Base de données), Serveur de données INEGI (distributeur), tableau en format Excel, récupéré le 30 novembre 2017 de <http://www.beta.inegi.org.mx/proyectos/ccpv/1980/>

ANNEXE R

Tableau 3.5. L'ÉTAT CIVIL DE LA POPULATION DE 12 ANS ET PLUS SELON LE SEXE EN 1980 ¹						
Sexe	DÉLÉGATION CUAUHTÉMOC					
	Célibataire	Marié ou en union libre	Séparé	Divorcé	Veuf	Total
Hommes	132 918 (47,6%)	133 583 (47,9%)	3 177 (1,1%)	3 073 (1,1%)	5 985 (2,1%)	278 781 (100%)
Femmes	141 304 (40,9%)	141 380 (41,5%)	12 292 (3,6%)	7 785 (2,2%)	37 245 (10,9%)	340 193 (100%)
Sexe	DÉLÉGATION VENUSTIANO CARRANZA					
	Célibataire	Marié ou en union libre	Séparé	Divorcé	Veuf	Total
Hommes	106 619 (45,9%)	118 013 (50,8%)	2 153 (0,9%)	994 (0,4%)	4 241 (1,8%)	232 068 (100%)
Femmes	102 499 (39,3%)	124 482 (47,7%)	8 327 (3,1%)	3 129 (1,2%)	21 881 (8,4%)	260 476 (100%)

¹ D'une part, les pourcentages de ce tableau n'ont pas été arrondis vers le haut afin d'afficher des nombres entiers comme les pourcentages de la section 3.1 et des autres tableaux. La raison est celle d'uniformiser ces données avec celles provenant de l'étude de J. Quildorán, « El estado civil de los entrevistados »..., *op. cit.* Cette dernière travaillant avec des nombres décimaux, il allait de soi de faire de même afin de proposer un dialogue cohérent entre les données de Quildorán et celles recueillies dans le recensement de 1980 par l'auteur de ces lignes. D'autre part, ce tableau n'inclut pas la catégorie d'état civil « non spécifié » puisque le nombre de répondants y ayant eu recours est négligeable (45 et 48 pour les hommes de la Cuauhtémoc et de la Venustiano Carranza respectivement ; 187 et 158 chez les femmes.) Voir Instituto Nacional de Estadística y Geografía (1980), *Población de 12 años y más, por municipio y sexo, según estado civil. Estado civil. Ciudad de México*, X Censo General de Población y Vivienda (Base de données), Serveur de données INEGI (distributeur), tableau en format Excel, récupéré le 6 septembre 2017 de <http://www.beta.inegi.org.mx/proyectos/ccpv/1980/>

BIBLIOGRAPHIE

FONDS D'ARCHIVES ET SOURCES DE PREMIÈRE MAIN

- ACNR. (1987). *Boletín Urbano no. 7*. [Brochure]. Archives Casa y Ciudad A.C., Ciudad de México.
- Asamblea de Barrios. (1991). *Mujeres: ¡ni un paso atrás!*. [Brochure]. Collection personnelle de Yolanda Tello Mondragón, Ciudad de México.
- Casa y Ciudad A.C. (1983). *Boletín informativo no. 1*. [Brochure]. Archives Casa y Ciudad A.C., Ciudad de México.
- Casa y Ciudad A.C. (1984). *Asamblea Ordinaria*. [Document numérisé]. Archives Casa y Ciudad A.C., Ciudad de México.
- El Porvenir*. (1985). Hemeroteca Nacional Digital de México, Universidad Nacional Autónoma de México, Ciudad de México.
- El Nacional*. (1985-1986). Hemeroteca Nacional Digital de México, Universidad Nacional Autónoma de México, Ciudad de México.
- Georgina Sandoval. (1988). *Gorostiza 36*. [Document dactylographié]. Archives Casa y Ciudad A.C., Ciudad de México.
- Instituto Nacional de Estadística y Geografía (1980) *Vivienda y ocupantes, por municipio, tipo y clase de vivienda*, X Censo General de Población y Vivienda (Base de données), Serveur de données INEGI (distributeur), tableau en format Excel, récupéré le 6 septembre 2017 de <http://www.beta.inegi.org.mx/proyectos/ccpv/1980/>.
- Instituto Nacional de Estadística y Geografía (1980), *Población de 12 años y más, por entidad federativa, sexo y grupos quinquenales de edad, según condición de actividad y tipo de inactividad. Características económicas. Estados Unidos Mexicanos*, X Censo General de Población y Vivienda, (Base de données), Serveur de données INEGI (distributeur), tableau en format Excel, récupéré le 30 novembre 2017 de <http://www.beta.inegi.org.mx/proyectos/ccpv/1980/>

Instituto Nacional de Estadística y Geografía (1980), *Población de 12 años y más, por municipio y grupos quinquenales de edad, según condición de actividad y sexo. Características económicas. Ciudad de México*, X Censo General de Población y Vivienda (Base de données), Serveur de données INEGI (distributeur), tableau en format Excel, récupéré le 6 septembre 2017 de <http://www.beta.inegi.org.mx/proyectos/ccpv/1980/>

Instituto Nacional de Estadística y Geografía (1980), *Población de 12 años y más, por municipio y sexo, según estado civil. Estado civil. Ciudad de México*, X Censo General de Población y Vivienda (Base de données), Serveur de données INEGI (distributeur), tableau en format Excel, récupéré le 6 septembre 2017 de <http://www.beta.inegi.org.mx/proyectos/ccpv/1980/>

Instituto Nacional de Estadística y Geografía (1980), *Población económicamente activa, por rama de actividad económica, sexo y grupos quinquenales de edad, según tamaño de la localidad. Características económicas. Estados Unidos Mexicanos*, X Censo General de Población y Vivienda (base de données), serveur de données INEGI (distributeur), tableau en format Excel, récupéré le 30 novembre 2017 de <http://www.beta.inegi.org.mx/proyectos/ccpv/1980/>

Instituto Nacional de Estadística y Geografía (1980), *Población total, por municipio, según sexo. Población. Ciudad de México*, X Censo General de Población y Vivienda (Base de données), Serveur de données INEGI (distributeur), tableau en format Excel, récupéré le 6 septembre 2017 de <http://www.beta.inegi.org.mx/proyectos/ccpv/1980/>

Instituto Nacional de Estadística y Geografía (1990) *Viviendas habitadas y ocupantes por delegaciones, tipo de vivienda y clase de vivienda particular*, XI Censo General de Población y Vivienda (Base de données), Serveur de données INEGI (distributeur), tableau en format Excel, récupéré le 6 septembre 2017 de <http://www.beta.inegi.org.mx/proyectos/ccpv/1990/default.html>

La Jornada. (1985). Hemeroteca. Biblioteca Miguel Lerdo de Tejada, Ciudad de México.

Manifestaciones, mítines y zafarranchos. (1977-1981). (IPS, Caja 1725 B, exp. 6). Archivo General de la Nación, Ciudad de México

Unión de Vecinos de la Colonia Guerrero. (1984). *Manual del inquilino*. [Brochure]. Archives Casa y Ciudad A.C., Ciudad de México.

- Unomásuno*. (1986). Hemeroteca. Biblioteca Miguel Lerdo de Tejada, Ciudad de México.
- UVCG. (1977). *¡Cuidado con los derrumbes!*. [Brochure]. Fonds d'archives Miguel de la Madrid Hurtado (UCP, 32.01.00.00, Asociaciones Civiles, caja 4, exp. 12). Archivo General de la Nación, Ciudad de México.
- UVCG. (1985). *Asambleas de Vecindad. Folletos de Formación no. 1 et 2* [Brochures] Fonds d'archives Miguel de la Madrid Hurtado (UCP, 32.01.00.00, caja 4, exp. 12). Archivo General de la Nación, Ciudad de México
- UVCG et UPICM-PM (1985) *Proyecto de reconstrucción de vivienda en las Colonias Guerrero y Morelos*, [Brochure]. Fonds Miguel de la Madrid Hurtado. (UCP, 32.01.00.00, caja 4, exp. 12). Archivo General de la Nación, Ciudad de México.

RÉFÉRENCES

- ACOSTA, Yenisey Valles et José María Infante BONFIGLIO, « Mujeres y acción colectiva para la regularización de la tierra: un caso de Monterrey, México », *Estudios Feministas*, vol. 22, n° 3, 2014, pp. 863–884.
- ALLIER MONTAÑO, Eugenia, « Memory and History of Mexico '68 », *ERLACS*, n° 102, 13 octobre 2016, pp. 7-25.
- ALONZO, Jorge, « Notas acerca de la situación de los pobladores depauperados y su relación con el movimiento urbano popular », *Nueva Antropología*, vol. 6, n° 24, juin 1984, pp. 36-50.
- ASAMBLEA DE BARRIOS, et UPICM-PM, « Historia del territorio », dans *Nuestros Territorios*, Mexico D.F., Casa y Ciudad, 1995, 4-7p.
- BAUTISTA GONZÁLEZ, Raúl, *Movimiento Urbano Popular. Bitácora de Lucha. 1968-2011*, Mexico D.F., Casa y Ciudad, 2015, 76p.
- BECERRIL QUINTANA, Ofelia, *La renovación urbana como proceso de segregación en el centro de la ciudad. El caso de Tepito en 1972-1987*, tesis profesional, Universidad Nacional Autónoma de México, 1992, 262p.

- BENNETT, Vivienne, « La evolución de los movimientos urbanos populares en México entre 1968 y 1988 », *América Latina Hoy, Segunda Época*, n° 7, 1994, pp. 89-96.
- BENNETT, Vivienne et Julio BRACHO, « Orígenes del Movimiento Urbano Popular Mexicano: pensamiento político y organizaciones políticas clandestinas, 1960-1980 », *Revista Mexicana de Sociología*, vol. 55, n° 3, juillet 1993, pp. 89-102.
- BETANCOURT, Ignacio *et al.*, *Sembrar la ciudad: a treinta años de la Comisión Cultural de la UVyD*, México, D.F, CONACULTA, Dirección General de Publicaciones, 2015, 256p.
- BOLOS Silvia (éd.), *Actores sociales y demandas urbanas*, México, D.F, Universidad Iberoamericana : Plaza y Valdés Editores, 1995, 412p.
- BRUHN, Kathleen, *Urban protest in Mexico and Brazil*, Cambridge ; New York, Cambridge University Press, 2008, 212p.
- BRUHN, Kathleen, « The Seven-Month Itch Neoliberal Politics, Popular Movements, and the Left in Mexico », dans *The New Politics of Inequality in Latin America*, Oxford University Press, 1997, 40p.
- CASTELLS, Manuel, « Propositiones teóricas para una investigación experimental sobre los movimientos sociales urbanos », *Revista Mexicana de Sociología*, vol. 34, n° 1, janvier 1972, pp. 1-26.
- CASTRO NIETO, Guillermina Grisel, « Intermediarismo político y sector informal: el comercio ambulante en Tepito », *Nueva Antropología*, vol. 11, n° 37, 1990, pp. 59-69.
- COMBES, Hélène, *Faire parti: trajectoires de gauche au Mexique*, Paris, Karthala, 2011, 452p.
- COMBES, Hélène, « Des militants par intermittence?: Le Parti de la révolution démocratique au Mexique (1989-2000) », *Critique internationale*, vol. 30, n° 1, 2006, pp. 145-160.
- COMMISSION ÉCONOMIQUE POUR L'AMÉRIQUE LATINE ET LES CARAÏBES, *Dommages causés par le tremblement de terre au Mexique et ses répercussions sur l'économie nationale*, 1985, 62p.

- CORTÉS, Moisés Frutos, « La Participación Electoral Del Movimiento Urbano Popular Y Su Contribución Al Cambio Político En El Distrito Federal (1988-2003) », *Estudios Políticos*, vol. 8, n° 5, 2005, pp. 91-120.
- COSTES, Laurence, « Le Droit à la ville de Henri Lefebvre : quel héritage politique et scientifique ? », *Espaces et sociétés*, vol. 140-141, n° 1, 2010, pp. 177-191.
- COULOMB, René, « El impacto urbano del programa "Renovación Habitacional Popular », dans Priscilla Connolly, Emilio Duhau et René Coulomb (dir.), *Cambiar de casa pero no de barrio: estudios sobre la reconstrucción habitacional en la Ciudad de México*, México, D.F, Universidad Autónoma Metropolitana, División de Ciencias Sociales y Humanidades, 1991, 18-178p.
- COULOMB, René, « Políticas urbanas en la ciudad central del área metropolitana de la Ciudad de México (1958-1983) », *Revista de Ciencias Sociales y Humanidades*, n° No. 9, 1983, pp. 35-50.
- D. DÁVILA, Julio, « Mexico's Urban Popular Movement: A conversation with Pedro Moctezuma », *Environment and urbanization*, vol. 2, n° 1, avril 1990, pp. 35-50.
- DAMIÁN, Gisela Espinosa, « Movimientos de mujeres indígenas y populares en México: encuentros y desencuentros con la izquierda y el feminismo », *Filosofía, política y economía en el Laberinto*, n° 29, 2009, pp. 9-28.
- DE MORI, Geraldo, « La théologie de la libération », *Études*, n° 5, 2014, pp. 61-71.
- DÍAZ RONNER, Lucia et Alejandra MASSOLO, « La participación de las mujeres en los movimientos sociales urbanos en la Ciudad de México: un proyecto de investigación », dans *La mujer en el sector popular urbano. América latina y el Caribe*, Santiago de Chile, Publicación de las Naciones Unidas, 1984, 31-41p.
- FLORES JUÁREZ, Georgina *et al.*, *Reconstruiremos con nuestras propias manos: La Guerrero*, thèse de licenciatura, Universidad Autónoma Metropolitana unidad Iztapalapa, 1988, 130p.
- FUENTES, Carlos, *La mort d'Artemio Cruz*, Paris, Gallimard, 2002, 402p.
- GALEANA Patricia (éd.), *Historia de las mujeres en México.*, México, Instituto Nacional de Estudios Históricos de las Revoluciones de México, 2015, 325p.

- GARCÍA, Brígida et Olga ROJAS, « Los hogares latinoamericanos durante la segunda mitad del siglo XX: una perspectiva sociodemográfica », *Estudios Demográficos y Urbanos*, n° 50, 2002, pp. 261–288.
- GARCÍA VÁZQUEZ, María de Lourdes, « El olvido de lo obvio: las mujeres en la construcción del hábitat popular », dans *Aproximaciones a la historia del urbanismo popular. Una mirada desde México*, México, Universidad Nacional Autónoma de México, 2014, 91-110p.
- GARZA TOLEDO Enrique de la (éd.), *Esto pasó en México*, México, D.F, Editorial Extemporáneos, 1985, coll.« Documentos extemporáneos », n° 7, 126p.
- GOROSTIETA MONJARAZ, Miguel Ángel, *Política urbana en el Distrito Federal, 1952-1966. La prolongación del Paseo de la Reforma y la transformación socioespacial de la colonia Guerrero*, mémoire de maîtrise, Universidad Autónoma Metropolitana Unidad Azcapotzalco, 2016, 239p.
- GRUZINSKI, Serge, *Histoire de Mexico*, Paris, Fayard, 1996, coll. « Histoire des grandes villes du monde », 454p.
- GUADARRAMA OLIVERA, María Eugenia, « Mujeres y movimiento urbano popular en México », *Anuario de hojas de Warmi*, n° 12, 2001, pp. 75–91.
- GUILHAUMOU, Jacques, « Sur le concept d'agentivité », *Rives méditerranéennes*, vol. 1, n° 41, 2012, pp. 25-34.
- HABER, Paul, *Power from experience: urban popular movements in late twentieth-century Mexico*, University Park, Pa, Pennsylvania State University Press, 2006, 280p.
- HABER, Paul Lawrence, « La migración del Movimiento Urbano Popular a la política de partido en el México contemporáneo », *Revista Mexicana de Sociología*, vol. 71, n° 2, 2009, pp. 213-245.
- HARDY, Yves, « Guerrero, Mexico City. Tenement renters buy and rebuild their Mexico City homes », dans Bertha Turner (dir.), *Building Community: a third world case book*, London, 1988, 139-136p.
- KAMAKURA, Akemi, *New Social Movements And Identity: In The Case Of La Colonia Guerrero*, Mémoire de maîtrise, Michigan State University, 1996, 108p.

- KRAUS, Arnoldo et José Luis CHONG, *La guerrilla en México: testimonios orales y artísticos*, Universidad Nacional Autónoma de México, 2005, 189p.
- LEFEBVRE, Henri, « Le droit à la ville », *L'Homme et la société*, vol. 6, n° 1, 1967, pp. 29-35.
- MACÍAS GUERRERO, José Luis, « Un recuento familiar. Aquella lucha inquilinaria (VII) », *La Guerrero, identidad y palabra*, n° 7, juin 2015, pp. 22-23.
- MAFFITT, Kenneth F., « Nueva política, social viejo contrato social: políticas de vivienda y protesta urbana en la periferia de la Ciudad de México, 1960s-1980s », *Historia*, vol. 1, n° 47, 2014, pp. 113-132.
- MALDONADO, Lucio, *El movimiento urbano popular en la delegación Azcapotzalco: el caso de la Asociación civil de colonos e inquilinos democráticos de San Miguel Amanita*, (tesis de grado), UNAM-Azcapotzalco, 1982.
- MALDONADO OJEDA, Lucio Ernesto, « El movimiento urbano popular mexicano en la década de los 70 », *Testimonios*, n° 1, mai 1983, pp. 17-28.
- MARTÍN, Guillermo, « Abasolo 2: Crónica de una agresión anunciada », dans *La reconstrucción: del discurso épico al discurso político*, Mexico D.F., Casa y Ciudad, 1988, 213-220p.
- MASSOLO, Alejandra, « Las Mujeres y el Habitat Popular cooperacion para la sobrevivencia o para el desarrollo », *Anuario de Hojas de Warmi*, n° 10, 1999, pp. 79-89.
- MASSOLO, Alejandra, « Mujeres en el espacio local y el poder municipal », *Revista Mexicana de Sociología*, vol. 58, n° 3, juillet 1996, pp. 133-144.
- MASSOLO, Alejandra, « Testimonio autobiográfico. Un camino de conocimiento de las mujeres y los movimientos urbanos en México », *La Ventana*, n° 1, 1995, pp. 62-85.
- MASSOLO, Alejandra, « Las políticas del barrio », *Revista Mexicana de Sociología*, vol. 56, n° 4, octubre 1994, pp. 165-183.
- MASSOLO, Alejandra, *Por amor y coraje: mujeres en movimientos urbanos de la ciudad de México*, México, D.F., Colegio de México, Programa Interdisciplinario de Estudios de la Mujer, 1992, 418p.

- MASSOLO Alejandra (éd.), *Mujeres y ciudades: participación social, vivienda y vida cotidiana*, México, D.F, Colegio de México, Programa Interdisciplinario de Estudios de la Mujer, 1992, 297p.
- MASSOLO, Alejandra, « “¡Que el gobierno entienda, lo primero es la vivienda!”: La organización de los damnificados », *Revista Mexicana de Sociología*, vol. 48, n° 2, avril 1986, pp. 195-238.
- MASSOLO, Alejandra et Martha SCHTEINGART, *Participación social, reconstrucción y mujer. El Sismo de 1985*, México D.F., El Colegio de México ; UNICEF, 1987, coll.« Documentos de trabajo », n° 1, 116p.
- MOCTEZUMA BARRAGÁN, Pedro, *La Chispa. Orígenes del Movimiento Urbano Popular en el Valle de México*, México D.F., 2012, 297p.
- MOCTEZUMA, Pedro, « El movimiento urbano popular mexicano », *Nueva Antropología*, vol. 6, n° 24, 1984, pp. 62-87.
- MOCTEZUMA, Pedro et Bernardo NAVARRO, « Proletariado, estado y reproducción de la fuerza de trabajo en las colonias populares », *Nueva Antropología*, vol. 6, n° 24, juin 1984, pp. 5-20.
- MONSIVÁIS, Carlos, *No sin nosotros: los días del terremoto, 1985-2005*, México, D.F, Ediciones Era, 2005, 168p.
- MONSIVÁIS, Carlos, « El día del derrumbe y las semanas de la comunidad (De noticieros y de crónicas) », *Cuadernos Políticos*, n° 45, 1986, pp. 11-24.
- MONTEERRUBIO, Anavel, « Políticas habitacionales y residencialidad en el Centro Histórico de la Ciudad de México », *Argumentos*, vol. 24, n° 66, 2011, pp. 37-59.
- MUÑOZ HERNÁNDEZ, Roxana, « Desastres naturales y movimiento asociativo: el caso del terremoto de septiembre de 1985 en la ciudad de México », dans CSH, Depto. de Producción Económica (dir.), *Globalización: industria y sector agrario en México*, Mexico D.F. : UAM-X, 1997, 271-292p.
- NAVARRO, Bernardo et Pedro MOCTEZUMA, *Acumulación de capital y utilización del espacio urbano para la reproducción de la fuerza del trabajo. El caso de una colonia popular: San Miguel Teotongo.*, (tesis de grado), Universidad Nacional Autónoma de México, 1980.

- NÚÑEZ, Oscar, *Innovaciones democrático-culturales del Movimiento Urbano Popular*, México, 1990, 295p.
- NÚÑEZ, Oscar, « ¿ Masas o asociaciones en el origen del movimiento urbano popular? », *Sociológica*, vol. 5, n° 12, 1990.
- OMASTOVÁ, Kristýna, *Tepito y su transformación desde 1960 hasta el presente. Formas presentes de la cultura de la pobreza*, mémoire de maîtrise, Charles University, 2017, 83p.
- ORTIZ, Jaime, *Los movimientos de colonos en México, 1970-1981*, (tesis de grado), Universidad Nacional Autónoma de México, 1982.
- PERALTA, Beatriz García, « Situación de la vivienda en las delegaciones afectadas por los sismos », *Revista Mexicana de Sociología*, vol. 48, n° 2, avril 1986, pp. 283-291.
- PONIATOWSKA, Elena, *Nada, nadie: las voces del temblor*, México, D.F, Ediciones Era, 1988, coll. « Biblioteca Era », 311p.
- PORTILLO, Alvaro J., « El arrendamiento de vivienda en la Ciudad de México », *Cuadernos Universitarios, UAM-Iztapalapa*, n° 5, 1984.
- POZO, José del, *Histoire de l'Amérique latine et des Caraïbes: de l'indépendance à nos jours*, Québec, Septentrion, 2008, 446p.
- PUMAIN, Denise, « Ségrégation », *Hypergé*, 2006, <<http://www.hypergeo.eu/spip.php?article372>>.
- QUILODRÁN, Julieta, « El estado civil de los entrevistados », *Revista Mexicana de Sociología*, vol. 48, n° 2, avril 1986, pp. 29-57.
- RABELL, Cecilia et Martha Mier Y TERÁN, « Los damnificados por los sismos de 1985 en la ciudad de México: Un análisis de los grupos domésticos que acudieron a albergues y campamentos », *Revista Mexicana de Sociología*, vol. 48, n° 2, avril 1986, pp. 3-28.
- RAMÍREZ SAÍZ, Juan Manuel, « Aportaciones políticas del Movimiento Urbano Popular », *Revista Mexicana de Sociología*, vol. 56, n° 3, juillet 1994, pp. 89-112.
- RAMÍREZ SAÍZ, Juan Manuel, « Organizaciones populares y lucha política », *Cuadernos Políticos*, n° 45, 1986, pp. 38-55.

- RAMÍREZ SAÍZ, Juan Manuel, « Los movimientos sociales urbanos en México: elementos para una caracterización », *Nueva Antropología*, vol. 6, n° 24, juin 1984, pp. 21-34.
- REYES FRAGOSO Arturo (éd.), *No Hubo Dragones: Testimonios scouts del Terremoto de 1985*, Mexico, Asociación de Scouts de México, 2015, 130p.
- SÁNCHEZ ESTÉVEZ, Reyna, « La significación de la casa y del habitar en dos grupos sociales en la Ciudad de México », *Cuicuilco*, vol. 20, n° 56, 2013, pp. 77-94.
- SÁNCHEZ OLVERA, Alma Rosa, *El feminismo mexicano ante el movimiento urbano popular: dos expresiones de lucha de género, 1970-1985*, México, Universidad Nacional Autónoma de México, Campus Acatlán: Plaza y Valdés, 2002, 194p.
- SANDOVAL, Georgina, *Treinta años de los sismos de 1985*, México D.F., Casa y Ciudad, 2015, 42p.
- SANDOVAL Georgina (éd.), *Soy de la Guerrero y aquí me Quedo*, México, D.F, Casa y Ciudad, 2005, 65p.
- SANDOVAL Georgina (éd.), *Que Veinte Años no es Nada...*, México, D.F., Casa y Ciudad, 2005, 47p.
- SANDOVAL, Georgina et Luis CRUZ, *¿Gestión Urbana en la Ciudad de México ?*, Mexico D.F., Habitat Internacional Coalition, 1996.
- SANDOVAL, Georgina et Teresa QUINTERO, « La lucha de la mujer por una sociedad nueva : Unión de Inquilinos de la Colonia Morelos-Peña Morelos », dans *Participación social, reconstrucción y mujer. El sismo de 1985*, México D.F., Colegio de México, 69-78p.
- SANDOVAL, Georgina et UPICM-PM, *Rehabilitación de Vivienda bajo la iniciativa y control social: El caso de Gorostiza 36, Tepito, México D.F.*, México D.F., Coalición Internacional para el Hábitat, 1995, 16p.
- SCHÖNWÄLDER, Gerd, *Linking civil society and the state: urban popular movements, the left, and local government in Peru, 1980-1992*, University Park, Pennsylvania State University Press, 2002, 244p.
- SCHTEINGART, Martha, « Discussing Urban Research in Latin America, with an Emphasis on Mexico: Disciplinary and Interdisciplinary Approaches », *Iberoamericana*, vol. 12, n° 45, 2012, pp. 87-101.

- SERNA, Leslie, *¿Quién es quién en el MUP ?*, México D.F., Ediciones ¡UnioS, 1997, 97p.
- SERNA Leslie (éd.), *Aquí nos quedaremos... !: testimonios de la Coordinadora Unica de Damnificados*, México, D.F, Unión de Vecinos y Damnificados 19 de Septiembre, A.C. : Universidad Iberoamericana, 1995, 166p.
- SEVILLA, Amparo, « Iniciativas culturales en el movimiento urbano popular », dans Héctor Rosales Ayala (dir.), *Cultura, sociedad civil y proyectos culturales en México*, México, D.F., Consejo Nacional para la Cultura y las Artes, Dirección General de Culturas Populares : Universidad Nacional Autónoma de México, Centro Regional de Investigaciones Multidisciplinarias, 1994, 113-129p.
- SEVILLA, Amparo, « La participación de las mujeres en el movimiento urbano popular », *Revista FEM*, n° 107, 1991, pp. 37-39.
- SEVILLA, Amparo, « Patrimonio cultural y movimiento urbano popular », *Estudios sobre las culturas contemporáneas*, vol. 2, n° 6, 1989, pp. 137-152.
- STEPHEN, Lynn, « Women in Mexico's popular movements: Survival strategies against ecological and economic impoverishment », *Latin American Perspectives*, vol. 19, n° 1, 1992, pp. 73-96.
- SUÁREZ PAREYÓN, Alejandro, « La colonia Guerrero: un caso de deterioro urbano en la Ciudad de México 1a. parte », *Arquitectura autogobierno*, vol. 6, 1977, pp. 24-27.
- TALLER CINCO, « Plan Alternativo para la Rehabilitación Urbana de Tepito », *Once: cuadernos de arquitectura y urbanismo*, n° 1, 1981, pp. 4-6.
- TAMAYO, Sergio, « Del movimiento urbano popular al movimiento ciudadano », *Estudios sociológicos*, vol. 17, n° 50, 1999, pp. 499-518.
- TAVERA-FENOLLOSA, Ligia, *Social movements and civil society: The Mexico City 1985 earthquake victim movement*, Thèse de doctorat, Yale University, 1998, 257p.
- TELLO MONDRAGÓN, Yolanda, « Así evitamos el desalojo », *La Guerrero, identidad y palabra*, n° 3, février 2015, pp. 20-21.
- VEGA RANGEL, Edna Elena, « Mujer y vida política », dans *¿...Y quien hace la ciudad?*, México D.F., Casa y Ciudad, 1994, 154-156p.

VEGA RANGEL, Edna Elena, « Algunas experiencias de organización de damnificados en la reconstrucción », dans *La Reconstrucción : del discurso épico al discurso político*, México D.F., Casa y Ciudad, 1988, 133-153p.

ZICCARDI, Alicia, « De la ecología urbana al poder local (cinco décadas de estudios urbanos) », *Revista Mexicana de Sociología*, vol. 51, n° 1, janvier 1989, pp. 275-306.

ZICCARDI, Alicia, « Política de vivienda para un espacio destruido », *Revista Mexicana de Sociología*, vol. 48, n° 2, avril 1986, pp. 121-193.